

MÉMENTO

Carole Le Bloas

Accessibilité des bâtiments aux personnes handicapées

Établissements recevant du public – Installations ouvertes au public
Bâtiments d'habitation collectifs – Maisons individuelles

EDITIONS
LE MONITEUR
editionsdumoniteur.com

 **DEKRA**

2^e édition

Sommaire

Préface	7
Introduction	9
Sigles	10
Mode d'emploi	11
1. Cadre réglementaire	13
2. Obligations applicables aux ERP	19
3. Obligations applicables aux bâtiments d'habitation	29
4. Procédures réglementaires	33
5. Prescriptions techniques communes	39
6. Prescriptions techniques spécifiques aux ERP et IOP	89
7. Prescriptions techniques spécifiques aux bâtiments d'habitation	111
Bibliographie — Références	137
Index	141
Table des matières	145

Préface

L'accessibilité au cadre bâti est au cœur des préoccupations des concepteurs et constructeurs, depuis la loi du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances.

Au moment où le monde de la construction vit également sa révolution « verte » (performance énergétique, nouveaux matériaux et équipements, etc.), les nouvelles règles d'accessibilité s'imposent pour rappeler qu'un bâtiment ne doit pas seulement être pensé en termes de performance, de fonctionnement ou de cycle de vie, mais aussi en termes de confort et d'accueil, pour tous, sans discrimination : des plus jeunes aux plus âgés et quel que soit le handicap de chacun. Les adaptations qui en découlent profitent d'ailleurs à tous, en facilité d'accès et d'usage, selon les circonstances de la vie.

L'application de ces nouvelles règles, plus exigeantes que les précédentes issues de la loi de 1975, est d'autant plus impérative que l'attestation de conformité établie à l'achèvement des travaux sanctionne tout manquement. Ces règles doivent donc être parfaitement intégrées par tous les acteurs de la construction, du début de la conception jusqu'à la fin de la réalisation, et sont à même d'orienter de nombreux choix fondamentaux : altimétrie, implantation, dimensionnement de l'ensemble et des détails, mais aussi choix des équipements techniques, des revêtements, des couleurs, etc.

Ce Vade-mecum est donc destiné à faciliter la prise en main des nouvelles règles, au propre comme au figuré. Il est le fruit d'une lecture attentive de la réglementation et de ses commentaires, mais aussi de toute l'expérience des ingénieurs DEKRA sur le sujet : familiers des questions d'accessibilité, les contrôleurs et diagnostiqueurs DEKRA pratiquent en effet quotidiennement la nouvelle réglementation, au travers de leurs missions de contrôle technique construction, de diagnostic accessibilité ou d'établissement d'attestations finales. Ils connaissent

Préface

les difficultés d'application que peuvent rencontrer maîtres d'ouvrages, architectes, bureaux d'études ou entreprises sur certains détails.

C'est l'attente de ces intervenants de terrain qui a d'abord amené la Direction Technique et Méthodes de DEKRA Construction et Immobilier à préparer un « calepin de chantier », à usage interne. Devant l'intérêt suscité par ce document auprès des autres acteurs de la construction, les Éditions du Moniteur ont décidé de l'éditer pour le bénéfice de tous, après un important travail d'illustration.

L'auteur, Carole Le Bloas, ingénieur matériaux et spécialiste second œuvre au sein de la direction Technique et Méthodes de DEKRA, participe activement depuis 2005 à la mise en place des nouvelles règles d'accessibilité, en tant que correspondant technique national sur le sujet.

Elle a animé de nombreuses formations auprès d'architectes, maîtres d'œuvre et maîtres d'ouvrages, contrôleurs techniques, etc., tout en menant elle-même des missions de diagnostic, de contrôle ou de conseil sur l'accessibilité d'immeubles complexes. Pour mener à bien cet ouvrage, elle a bénéficié des retours d'expérience des ingénieurs concernés de DEKRA, parmi lesquels, notamment, Philippe Mégas, responsable d'agence à Lyon et participant au groupe de travail mis en place par le CETE de Lyon sur les questions d'accessibilité, Xavier Ameline, responsable d'affaires et correspondant technique à Strasbourg, et Pierre Martin, spécialiste national façades et menuiseries extérieures et président du groupe spécialisé Composants de baies et vitrages (GS 6) auprès du CSTB.

Puisse donc cet ouvrage aider à rendre cette réglementation majeure un peu plus accessible.

Denis Marillier

Directeur Technique et Méthodes, Construction et Immobilier, DEKRA

Introduction

La loi n° 2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées, vient renforcer les obligations incombant aux constructeurs et propriétaires de bâtiments publics ou privés, d'ERP ou de logements. Elle vient étendre la notion de handicap afin de prendre en compte tous les types de handicaps, qu'ils soient physiques, sensoriels, cognitifs, mentaux ou psychiques. La loi modifie également le champ d'application de l'accessibilité des bâtiments aux personnes handicapées, puisqu'elle prend en compte les maisons individuelles, renforce les règles pour les bâtiments d'habitation collectifs existants et impose la remise en conformité des ERP au 1^{er} janvier 2015.

Pour répondre aux objectifs posés, les exigences réglementaires sont définies par le décret d'application n° 2006-555 du 17 mai 2006, par des arrêtés et par une circulaire. Pour faire face à l'ampleur de cette nouvelle réglementation, ce mémento propose une vision globale des textes ainsi qu'une approche pédagogique des dispositions techniques, grâce à de nombreuses illustrations accompagnées de commentaires et de recommandations. Le mémento s'articule selon deux axes : dans un premier temps, il récapitule, au moyen de synoptiques et de tableaux, les notions introduites par le décret d'application de la loi, à savoir le cadre réglementaire, les définitions importantes, les obligations applicables, ainsi que les procédures réglementaires à suivre. Ensuite, des fiches illustrées exposent les prescriptions techniques applicables aux bâtiments, en commençant par les prescriptions communes à l'ensemble des bâtiments, puis en détaillant les prescriptions spécifiques aux ERP et celles spécifiques aux bâtiments d'habitation collectifs et aux maisons individuelles.

Ainsi les différents intervenants de l'acte de construire auront à leur disposition un outil documentaire simple d'accès, réalisé dans un format pratique à emporter sur un chantier, afin de trouver à tout moment les réponses à leurs interrogations.

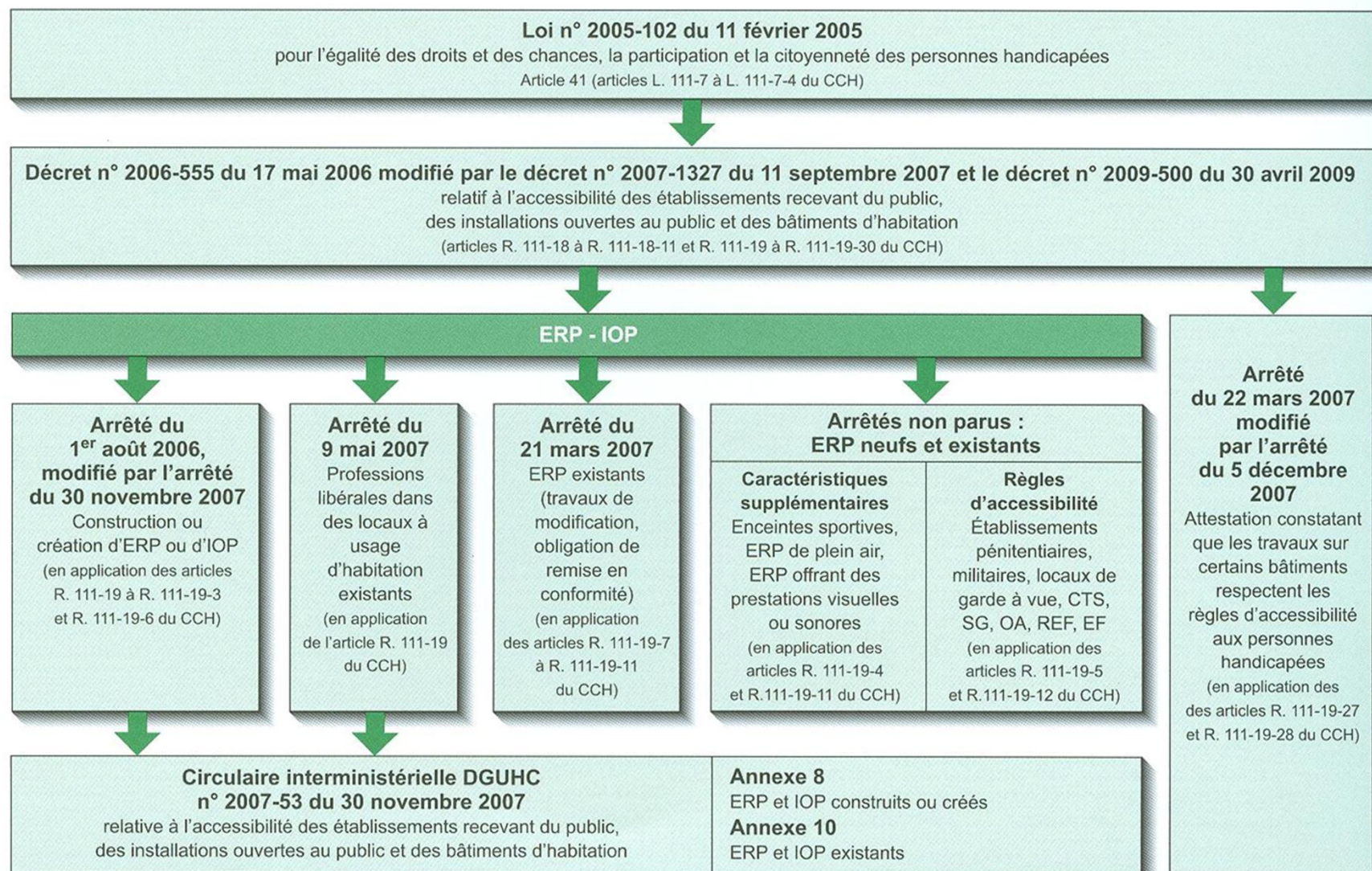
Sigles

BHC	Bâtiment d'habitation collectif
CCH	Code de la construction et de l'habitation
CETE	Centre d'études techniques de l'équipement
CSTB	Centre scientifique et technique du bâtiment
DGUHC	Direction générale de l'urbanisme, de l'habitat et de la construction, actuellement DHUP
DHUP	Direction de l'habitat, de l'urbanisme et des paysages
DTU	Document technique unifié
ERP	Établissement recevant du public
IOP	Installation ouverte au public
JO	Journal officiel
MI	Maison individuelle
NF	Norme française
PLU	Plan local d'urbanisme
PMR	Personne à mobilité réduite

Cadre réglementaire

1

Cadre réglementaire des ERP et IOP



Cadre réglementaire des bâtiments d'habitation**1.2**

Loi n° 2005-102 du 11 février 2005
pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées
Article 41 (articles L. 111-7 à L. 111-7-4 du CCH)

Décret n° 2006-555 du 17 mai 2006 modifié par le décret n° 2007-1327 du 11 septembre 2007 et le décret n° 2009-500 du 30 avril 2009
relatif à l'accessibilité des établissements recevant du public,
des installations ouvertes au public et des bâtiments d'habitation
(articles R. 111-18 à R. 111-18-11 et R. 111-19 à R. 111-19-24 du CCH)

Bâtiments d'habitation

Arrêté du 1^{er} août 2006, modifié par l'arrêté du 30 novembre 2007
Construction de BHC et de MI
(en application des articles R. 111-5 et R. 111-18 à R. 111-18-7 du CCH)

Arrêté du 26 février 2007
Travaux dans les BHC existants ou dans les bâtiments existants où sont créés des logements par changement de destination
(en application des articles R. 111-18-8 à R. 111-18-11 du CCH)

Arrêté du 26 février 2007
Coût de construction à prendre en compte en cas de travaux dans des BHC existants
(en application de l'article R. 111-18-9 du CCH)

Arrêté du 22 mars 2007 modifié par l'arrêté du 5 décembre 2007
Attestation constatant que les travaux sur certains bâtiments respectent les règles d'accessibilité aux personnes handicapées
(en application des articles R. 111-19-27 et R. 111-19-28 du CCH)

Circulaire interministérielle DGUHC n° 2007-53 du 30 novembre 2007
relative à l'accessibilité des établissements recevant du public, des installations ouvertes au public et des bâtiments d'habitation

Annexe 6
BHC neufs
Annexe 7
MI neuves autres que celles réalisées pour le propre usage du maître d'ouvrage
Annexe 9
BHC existants

1.3

Définition de la notion d'accessibilité

L'accessibilité est une des conditions primordiales pour que tous puissent exercer les actes quotidiens.

En cela, elle est une composante de la qualité et des performances de l'environnement.

L'accessibilité aux logements, aux espaces publics et aux transports permet leur usage par toute personne en toute autonomie.

L'accessibilité résulte donc de l'adéquation entre une personne, avec ses aptitudes et ses difficultés, et un environnement.



Prise en compte de tous les handicaps

L'article 2 de la loi n° 2005-102 du 11 février 2005 redéfinit la notion de handicap afin de l'étendre à tous les types de handicaps et non plus au seul handicap moteur, et que le handicap soit durable ou définitif.



Déficience visuelle

- Facilitation de la lecture, notamment par l'utilisation de grands caractères.
- Doublage sonore des messages d'alerte (interphone, système de secours dans les ascenseurs, etc.).
- Repérage par des informations tactiles.
- Identification des obstacles par un contraste de couleur.
- Éclairage adapté.



Déficience auditive

- Doublage des messages d'alerte par une signalisation visuelle (interphone, système de secours dans les ascenseurs, etc.).
- Boucle à induction magnétique.



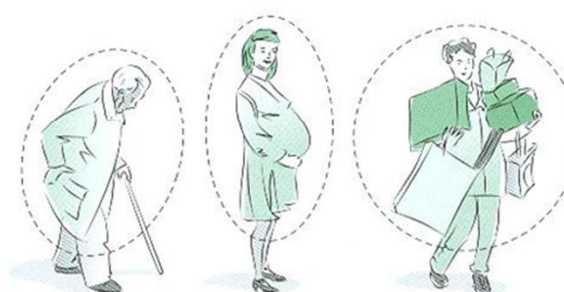
Déficience psychique, cognitive et mentale

- Utilisation des pictogrammes et des symboles.



Déficience motrice (mobilité, atteinte, préhension) et personnes à mobilité réduite (PMR)

- Déplacement assuré pour un fauteuil dans l'environnement : règles dimensionnelles, capacité d'approche, etc.



Des exemples d'aménagements adaptés à chaque type de handicap seront présentés tout au long de l'ouvrage.

ERP

- rampes d'accès
- guichets bas
- ascenseurs aménagés
- toilettes adaptées
- etc.

Logement**Transports publics**

- montées et descentes facilitées

Dispositifs sonores pour malvoyants**Voirie publique**

- bandes d'éveil
- trottoirs aménagés

Stationnement réservé**Lieux de travail**

- rampes d'accès
- guichets bas
- ascenseurs aménagés
- toilettes adaptées
- etc.

Obligations applicables aux ERP

A green square containing a large white number 2, indicating the second part of a series.

2

Construction d'un ERP ou création par changement de destination

CCH, art. R. 111-19 à R. 111-19-5

Décret n° 2006-555, art. 13

Arrêté du 9 mai 2007, art. 1

Références

Date de dépôt du permis de construire ou de début des travaux

Nature des travaux	Règles applicables	
	1 ^{er} janvier 2007	1 ^{er} janvier 2011
Construction d'un ERP	Arrêté du 1 ^{er} août 2006 modifié	
Construction d'un ERP par changement de destination	Arrêté du 1 ^{er} août 2006 modifié	
Création d'un ERP de 5 ^e catégorie pour les professions libérales dans un bâtiment à usage d'habitation existant	Maintien des conditions d'accessibilité existantes	Arrêté du 1 ^{er} août 2006 modifié avec possibilités d'atténuations en cas de problèmes de structure *
Création d'un ERP de 5 ^e catégorie pour les professions libérales dans un bâtiment autre qu'un bâtiment à usage d'habitation existant	Arrêté du 1 ^{er} août 2006 modifié	

* Les contraintes structurelles doivent être justifiées dans la notice d'accessibilité.

Date de dépôt du permis de construire ou de début des travaux

Nature des travaux		Règles applicables	
Création de surfaces ou de volumes nouveaux		Arrêté du 1 ^{er} août 2006 modifié	
Travaux de modifications sans changement de destination	ERP du 1 ^{er} groupe	Arrêté du 1 ^{er} août 2006 modifié avec possibilités d'atténuations en cas de problèmes de structure*	Arrêté du 1 ^{er} août 2006 modifié
	ERP de 5 ^e catégorie	Maintien des conditions d'accessibilité existantes	Arrêté du 1 ^{er} août 2006 modifié avec possibilités d'atténuations en cas de problèmes de structure*
	ERP de 5 ^e catégorie créés après le 1 ^{er} janvier 2007 par changement de destination pour les professions libérales	Maintien des conditions d'accessibilité existantes	Arrêté du 1 ^{er} août 2006 modifié avec possibilités d'atténuations en cas de problèmes de structure*

* Les contraintes structurelles doivent être justifiées dans la notice d'accessibilité.

2.3

Échéances pour la mise en conformité d'un ERP existant

Références

		1 ^{er} janvier 2007	31 décembre 2007	1 ^{er} janvier 2010	1 ^{er} janvier 2011	1 ^{er} janvier 2015	
		Diagnostic obligatoire					
Cas général	ERP du 1 ^{er} groupe	1 ^{re} et 2 ^e catégories					Mise en conformité de toutes les parties publiques de l'ERP
		1 ^{re} à 4 ^e catégories appartenant à l'État					
		3 ^e et 4 ^e catégories					
		1 ^{re} à 4 ^e catégories listées à l'article R. 111-19-12					
	ERP de 5 ^e catégorie						Mise en conformité d'une partie du bâtiment offrant toutes les prestations
Cas particuliers	Préfectures			Mise en conformité d'une partie du bâtiment offrant toutes les prestations	Mise en conformité de toutes les parties publiques de l'ERP		
	Universités				Mise en conformité de toutes les parties publiques de l'ERP		
	ERP de 5 ^e catégorie créés après le 1 ^{er} janvier 2007 par changement de destination pour les professions libérales				Mise en conformité d'une partie du bâtiment offrant toutes les prestations		

Diagnostic accessibilité en vue de la mise à niveau du parc existant

ERP concernés ?

Tous les ERP existants du 1^{er} groupe (non obligatoire réglementairement pour les ERP de 5^e catégorie).

À l'initiative de ?

De l'administration concernée ou de l'exploitant de l'établissement.

Echéance ?

Avant le 1^{er} janvier 2010 :

- ERP 1^{re} et 2^e catégories sauf ERP listés à l'article R. 111-19-12 du CCH*.
- ERP 1^{re} à 4^e catégories si appartenant à l'État.

Avant le 1^{er} janvier 2011 :

Autres cas (y compris ERP 1^{re} à 4^e catégories listés à l'article R. 111-19-12 du CCH*).

Par qui ?

Personne pouvant justifier auprès du maître de l'ouvrage d'une formation ou d'une compétence en matière d'accessibilité du cadre bâti.

Contenu ?

- État des lieux des conditions d'accessibilité de l'établissement.
- Liste des travaux nécessaires pour rendre le bâtiment et ses abords accessibles.
- Estimation à titre indicatif du coût de ces travaux.

À qui le transmettre ?

- Pas d'obligation réglementaire de transmission à une autorité administrative.
- Doit être tenu à la disposition des usagers de l'établissement.

* Établissements pénitentiaires, militaires, centres de rétention administrative et locaux de garde ainsi que les locaux dits « spéciaux ».

Dans quels cas ?

Pour toutes demandes d'autorisations de travaux déposées à compter du 1^{er} octobre 2007.

À qui la transmettre ?

- Au maire ou au préfet selon le cas.
- L'autorité délivrant la demande d'autorisation de travaux consulte la commission compétente avant de donner l'avis.
- L'autorisation n'est délivrée que si les travaux sont conformes aux règles d'accessibilité.

Contenu de la demande ?

- Le dossier de demande d'autorisation doit comporter un dossier spécifique permettant de vérifier la conformité des travaux envisagés avec les règles d'accessibilité. Ce dossier doit contenir tous les éléments exigés par l'arrêté du 11 septembre 2007, y compris la notice d'accessibilité.
- L'éventuelle demande de dérogation [fiche 4.1] est à transmettre avec le dossier.
- Dans le cas où les travaux font l'objet d'un permis de construire, c'est le permis de construire qui tient lieu de demande d'autorisation de travaux.

Délai d'obtention ?

À compter du dépôt du dossier, le délai d'instruction est de 5 mois. Sans réponse passé ce délai, l'autorisation est acceptée sauf lorsqu'elle est assortie d'une demande de dérogation refusée par le préfet.

Autorisation d'ouverture des ERP au titre de l'accessibilité**2.6**

Dépôt de la demande d'autorisation de travaux		
1 ^{er} janvier 2007	30 septembre 2007	
	<i>Décret n° 2006-555</i>	<i>Décret n° 2007-1327</i>
<ul style="list-style-type: none"> • Une visite de réception par la commission d'accessibilité est effectuée pour tous les ERP à l'exception des ERP de 5^e catégorie. • L'autorisation d'ouverture est donnée par l'autorité compétente, le préfet ou le maire suivant le cas, en fonction de l'avis de la commission. 	<p>Travaux avec permis de construire</p> <ul style="list-style-type: none"> • Fourniture obligatoire de l'attestation [fiche 4.4]. • Pas de visite de réception, autorisation d'ouverture délivrée au vu de l'attestation. <p>Travaux sans permis de construire</p> <ul style="list-style-type: none"> • Fourniture non obligatoire de l'attestation. • Pour les ERP du 1^{er} groupe et les ERP de 5^e catégorie disposant de locaux d'hébergement pour le public, visite obligatoire de réception au titre de l'accessibilité et autorisation donnée après avis de la commission compétente. 	<p>Travaux avec permis de construire</p> <ul style="list-style-type: none"> • Fourniture obligatoire de l'attestation [fiche 4.4]. • Pas de visite de réception, autorisation d'ouverture délivrée au vu de l'attestation. <p>Travaux sans permis de construire ou ouverture sans travaux</p> <ul style="list-style-type: none"> • Fourniture non obligatoire de l'attestation. • Autorisation d'ouverture délivrée après avis de la commission compétente. • Pour les ERP du 1^{er} groupe, autorisation d'ouverture délivrée après visite des lieux. • Pour les ERP de 5^e catégorie avec locaux à sommeil, la visite n'est plus obligatoire.

L'article GN 8 du règlement de sécurité incendie des ERP pose les principes de l'évacuation des personnes ayant des difficultés à évacuer ou à être évacuées rapidement :

- Tenir compte de la nature de l'exploitation et en particulier de l'aide humaine disponible en permanence pour participer à l'évacuation.
- Le formaliser dans le dossier de sécurité incendie annexé à la demande d'autorisation de travaux.
- Créer à chaque niveau des espaces d'attente sécurisés.
- Créer des cheminements praticables menant aux sorties ou aux espaces d'attente sécurisés.
- Installer un équipement d'alarme perceptible par tous, quel que soit le handicap et la possibilité de fréquenter un local isolément.
- Garder la trace, pour l'exploitant, de la solution retenue par le maître de l'ouvrage et validée par la commission de sécurité compétente.
- Élaborer les procédures et consignes d'évacuation en prenant en compte les différents types de handicaps.

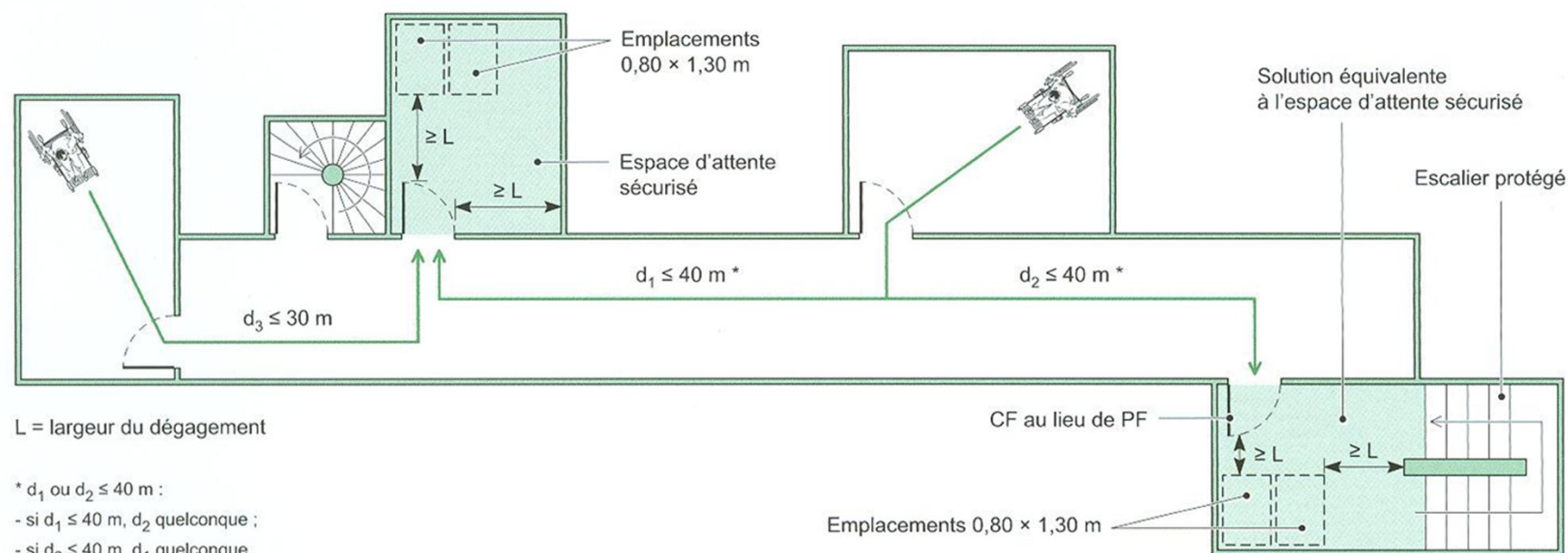
L'ancienne version de l'article GN 8 fixait, par type d'établissement, des seuils d'effectifs de personnes en situation de handicap à partir desquels des mesures spéciales devaient être prises afin d'assurer leur évacuation ou leur mise à l'abri en cas d'incendie. Depuis le 24 janvier 2010, date d'application de l'arrêté du 24 septembre 2009 modifiant l'article GN 8, ces seuils sont supprimés : toutes les constructions ou tous les travaux d'aménagement (dans les conditions de l'art. GN 10) d'un ERP doivent respecter ces nouvelles dispositions nécessaires à l'évacuation directe ou différée des personnes handicapées.

Espaces d'attente sécurisés

- Au moins 2 par niveau (si un seul escalier est exigé, il est alors admis qu'il n'y ait qu'un espace d'attente sécurisé).
- À proximité d'un escalier.
- Atteignables en respectant les distances maximales précisées par les articles CO 43 et CO 49.
- Autres fonctions possibles qu'exclusivement dédiés à la protection en cas d'incendie (article CO 58).

Nombre d'emplacements par niveau

- 1 emplacement accueille 1 personne en fauteuil roulant.
- Si le nombre de personnes par niveau est ≤ 50 , il faut prévoir 2 emplacements.
- Si le nombre de personnes par niveau est > 50 , il est nécessaire de créer 2 emplacements + 1 supplémentaire par tranche de 50 personnes en sus.
- Les emplacements sont à répartir dans les différents espaces d'attente du niveau, avec un minimum de 2 pour chaque espace.



Des solutions équivalentes sont possibles :

- utiliser le concept de zone protégée ** ;
- utiliser le concept des secteurs ** ;
- augmenter la surface des paliers des escaliers protégés dont la résistance au feu des portes sera CF au lieu de PF ;
- offrir un espace à l'air libre de nature à protéger les personnes du rayonnement thermique pendant une durée minimale de 1 h ;
- utiliser les principes mentionnés aux articles AS 4 et AS 5 (refuge + ascenseur sécurisé).

** La personne devra pouvoir signaler sa présence (fenêtre visible par les équipes de secours, interphone, etc.).

Caractéristiques des espaces d'attente sécurisés

- Capacité d'accueil suffisante.
- Bloc-porte coupe-feu du même degré que la paroi et muni d'un ferme-porte.
- Résistance au feu des parois :
 - coupe-feu 1/4 h si la stabilité au feu du bâtiment n'est pas exigée ;
 - coupe-feu 1/2 h si le bâtiment est SF 1/2 h ;
 - coupe-feu 1 h si le bâtiment est SF 1 h ;
 - coupe-feu 1 h si le bâtiment est SF 1 h 1/2.
- Protection vis-à-vis des fumées et désenfumage :
 - espace avec ouvrant en façade dont la commande est accessible par une personne en fauteuil roulant ;
 - espace mis à l'abri des fumées ;
 - espace désenfumé.
- Éclairage de sécurité.
- Signalisation et accès :
 - balisage pour le repérage par le public côté intérieur et par les services de secours côté extérieur ;
 - accès et sortie de l'espace laissés libres ;
 - dispositif d'ouverture manœuvrable.
- Moyens de secours :
 - espaces figurant sur les plans schématiques ;
 - consignes à l'intérieur de l'espace ;
 - extincteur à eau pulvérisée ;
 - dispositif de signalement de présence (fenêtre visible par les équipes de secours, interphone, bouton d'appel d'urgence identifié et localisé en cas de présence d'un service de sécurité, etc.).

Obligations applicables aux bâtiments d'habitation

A green square containing a large white number 3, indicating the third point or section of a document.

3

Date de dépôt du permis de construire ou de début des travaux

Nature des travaux	1 ^{er} janvier 2007	1 ^{er} janvier 2008	1 ^{er} janvier 2010	Règles applicables
Construction d'un BHC				Arrêté du 1 ^{er} août 2006 modifié
Construction d'une MI destinée à être louée, mise à disposition ou vendue (sauf MI construite pour le propre usage du maître d'ouvrage).				Arrêté du 1 ^{er} août 2006 modifié
Installation ultérieure d'un ascenseur sans modification des structures				Arrêté du 1 ^{er} août 2006 modifié
Accès aux balcons				Arrêté du 1 ^{er} août 2006 modifié
Installation ultérieure d'une douche accessible par aménagements simples				Arrêté du 1 ^{er} août 2006 modifié

Travaux dans un BHC existant

Pour les logements, la réglementation n'impose pas de remise en accessibilité comme c'est le cas pour les ERP.

La création de logements par changement de destination dans un bâtiment (par exemple, dans un immeuble de bureaux) est concernée par les règles de l'accessibilité (voir les règles applicables suivant le type et l'importance des travaux dans le tableau ci-dessous).

Cependant, si cette création a pour but de créer des logements individuels [fiche 7.1], la réglementation accessibilité ne s'applique pas. Les travaux d'entretien n'entraînent pas l'obligation du respect des règles. Par exemple, la réparation de l'interphone n'implique pas son remplacement par un visiophone. Cependant, s'il ne peut être réparé et qu'il est remplacé, le nouveau matériel doit répondre aux exigences réglementaires. Les appareils à l'intérieur des logements pourront quant à eux rester en place.

Date de dépôt du permis de construire ou de début des travaux 1^{er} janvier 2007

Nature des travaux	Règles applicables
Travaux réalisés à l'intérieur de surfaces et de volumes existants	Maintien des conditions d'accessibilité existantes
Création : - de surfaces ou de volumes nouveaux dans les parties communes - de logements (sauf à l'intérieur de logements)	Arrêté du 1 ^{er} août 2006 modifié
Travaux de modification des circulations communes, locaux collectifs et équipements (sauf à l'intérieur des logements)	Arrêté du 1 ^{er} août 2006 modifié avec possibilités d'atténuations en cas de problèmes de structure
Modifications apportées à la signalisation palière, au panneau de commandes en cabine et aux dispositifs de demande de secours d'un ascenseur existant	Arrêté du 26 février 2007, article 5
Cas où le coût des travaux est > à 80 % de la valeur du bâtiment (arrêté du 26 février 2007 relatif au coût) : <ul style="list-style-type: none"> Parties communes extérieures et intérieures, même si elles ne font pas l'objet de travaux Places de stationnement privatives, celliers, caves où sont réalisés des travaux Logements où sont réalisés des travaux 	Arrêté du 1 ^{er} août 2006 modifié

Demande de dérogation pour les logements à occupation temporaire ou saisonnière créés dans un bâtiment existant

CCH, art. R. 111-18-3 et R. 111-18-7
Arrêté du 1^{er} août 2006 modifié, art. 16
Arrêt du Conseil d'État du
21 juillet 2009
Références

Cette possibilité concerne les logements à occupation temporaire ou saisonnière dont la gestion et l'entretien sont assurés de façon permanente. Il s'agit notamment des résidences pour étudiants, des résidences locatives de tourisme, des résidences hôtelières à vocation sociale et des résidences sociales dont les durées d'hébergement sont courtes.

La dérogation consiste à n'adapter que 5 % des logements, qui doivent d'une part posséder les caractéristiques d'accessibilité définies aux articles 11 à 15 de l'arrêté du 1^{er} août 2006 [fiches 7.7 à 7.19] et d'autre part répondre à des exigences supplémentaires :

- espace d'usage de 1,30 × 0,80 m latéral à la cuvette, dès la construction et hors débatement de la porte ;
- barre d'appui dans le WC ;
- douche accessible et barres d'appui, dès la livraison ;
- passage libre sous un lavabo et sous l'évier afin qu'une personne en fauteuil roulant puisse passer les jambes ;
- appareils de cuisson et leurs commandes utilisables par une personne en fauteuil roulant ;
- volumes de rangement dans chaque pièce de l'unité de vie accessibles à une personne en fauteuil roulant.

Il est à noter que la totalité des logements devront, même en cas de dérogation, respecter les exigences des articles 11 et 12 [fiches 5.21 et 7.7 à 7.10]. Seuls les articles relatifs aux pièces d'unité de vie [fiches 7.11 à 7.19] font l'objet de la dérogation.

L'arrêt du Conseil d'État du 21 juillet 2009 annule les possibilités de dérogation en construction neuve. Ainsi, la possibilité de prévoir uniquement 5 % de logements adaptés en construction neuve de MI ou BHC n'est plus permise.

Procédures réglementaires

A solid green square containing a large white number 4.

4

Le maître d'ouvrage transmet la demande de dérogation à l'autorité chargée de l'instruction de la demande d'autorisation de travaux (préfet ou maire). La demande de dérogation indique :

- les règles auxquelles le demandeur souhaite déroger ;
- les éléments du projet auxquels s'appliquent ces dérogations ;
- les justifications de chaque demande, ainsi que les mesures de substitution si l'ERP remplit une mission de service public.

Dépôt de la demande	Délai de réponse du préfet ou du maire	Absence de réponse passé ce délai
Entre le 1 ^{er} janvier 2007 et le 30 septembre 2007	2 mois	Dérogation réputée acceptée
Depuis le 1 ^{er} octobre 2007	3 mois	Dérogation réputée refusée

Un ERP remplissant une mission de service public est un ERP :

- accueillant un équipement public et appartenant à une collectivité territoriale ;
- ou titulaire d'une délégation de service public.

La mesure de substitution peut être de nature :

- structurelle, par exemple une présentation sous forme virtuelle de locaux non accessibles ;
- organisationnelle ;
- humaine (par exemple, aide à la personne par action spécifique).



Les dérogations sont interdites en construction neuve.

Motifs admis pour l'obtention d'une dérogation

Motifs de dérogation		BHC neuf	BHC existant	MI neuve	ERP/IOP neuf		ERP/IOP existant
			Y compris : – création par changement de destination ; – lors de travaux > 80 % de la valeur du bâtiment		Construction neuve	Création par changement de destination dans un bâtiment existant	
Impossibilité technique	Caractéristiques du terrain	Non admis	Admis	Non admis	Non admis	Admis	Admis
	Présence de constructions existantes	Non admis	Admis	Non admis	Non admis	Admis	Admis
	Classement de la zone de construction	Non admis	Admis	Non admis	Non admis	Admis	Admis
Préservation du patrimoine	Travaux sur un bâtiment classé ou inscrit	–	Admis	–	–	Admis	Admis
	Travaux dans le périmètre d'un bâtiment classé ou inscrit	–	Admis	–	–	–	Admis
	Travaux dans le périmètre d'une zone de protection sauvegardée	–	Admis	–	–	–	Admis
Impact sur l'activité ou disproportion entre avantages et inconvénients		–	Admis	–	–	–	Admis
Dispositions spécifiques	Logements à occupation temporaire ou saisonnière	Non admis	Admis	Non admis	–	–	–
	Difficultés liées au bâtiment avant travaux	Non admis	–	–	–	Admis	Admis
	Mise en place d'un élévateur (si impossibilité technique)	Non admis	Admis	–	Non admis	Admis	Admis

Dans la logique de la décision du Conseil d'État qui distingue bien les constructions neuves des constructions existantes, toute extension est assimilée à une construction neuve. En revanche, les créations de surfaces nouvelles à l'intérieur de constructions existantes, par exemple la création d'une mezzanine ou l'aménagement de combles, continuent à bénéficier des possibilités de dérogation.

Dans quel cas ?

Le contrôle technique construction est obligatoire pour certaines opérations de construction (article R. 111-38 du CCH) :

- ERP du 1^{er} groupe ;
- immeubles de plus de 28 m ;
- bâtiments autres qu'industriels comportant des éléments structurels exceptionnels (grands porte-à-faux, fondations très profondes) ;
- la plupart des bâtiments situés en zone de sismicité non nulle.

À l'initiative de ?

Du maître d'ouvrage (obligation introduite par l'article L. 111-23 du CCH).

Durée de la mission ?

Du début de la phase de conception jusqu'à l'exécution. La mission se termine à la remise du rapport final de contrôle technique avant la réception.

Par qui ?

Par un contrôleur technique.

Contenu ?

La mission HAND est une mission de contrôle technique relative à l'accessibilité des constructions aux personnes handicapées définie par la norme NF P 03-100. Elle contribue à la prévention des aléas découlant d'un défaut d'application des dispositions réglementaires. L'établissement de l'attestation de conformité aux règles d'accessibilité [fiche 4.4] ne fait pas partie de la mission HAND, mais fait l'objet d'une mission spécifique d'assistance technique.

Attestation de conformité aux règles d'accessibilité**4.4****Dans quel cas ?**

Pour tous les travaux bénéficiant d'un permis de construire dont la demande a été déposée après le 1^{er} janvier 2007 (sauf pour les MI construites pour le propre usage du maître d'ouvrage).

À l'initiative de ?

Du maître d'ouvrage.

Quand ?

À l'achèvement des travaux.

Par qui ?

Par un contrôleur technique agréé ou un architecte, à l'exception de celui ayant déposé le permis de construire. Le contrôleur technique ayant suivi le chantier dans le cadre d'une mission de contrôle technique construction peut réaliser cette attestation.

Contenu ?

Vérification point par point de toutes les exigences réglementaires (définies par l'arrêté du 22 mars 2007 modifié).

À qui la remettre ?

À l'autorité ayant délivré le permis de construire.

Dépôt de la demande du permis de construire

1^{er} janvier 2007

30 septembre 2007

Décret n° 2006-555

Le maître d'ouvrage envoie l'attestation dans un délai de 30 jours à compter de la date d'achèvement des travaux (art. R. 111-19-21 du CCH).

Décret n° 2007-1327

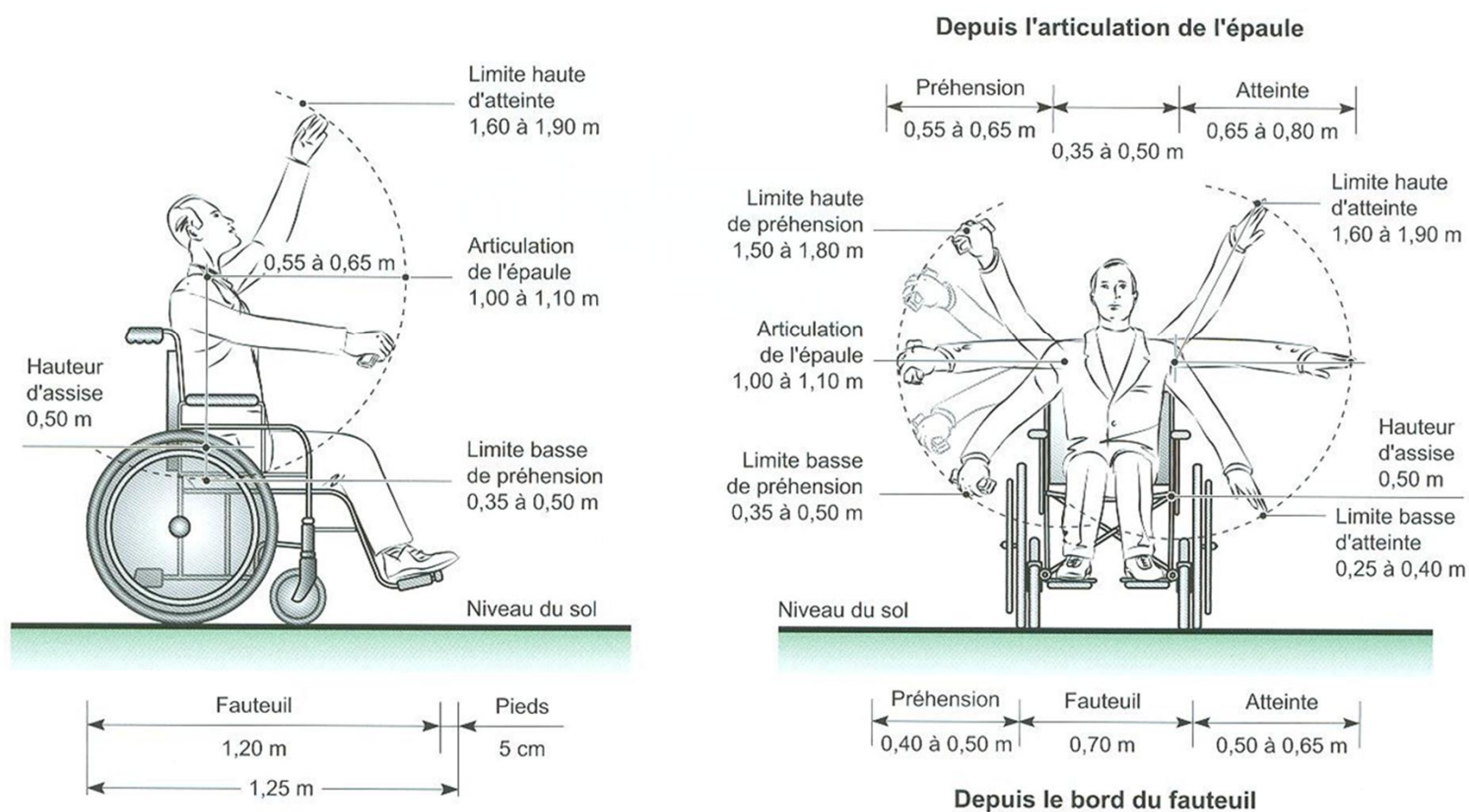
Le maître d'ouvrage joint l'attestation à la déclaration d'achèvement des travaux prévue par l'article R. 462-1 du code de l'urbanisme (art. R. 111-19-27 du CCH).

Prescriptions techniques communes



5

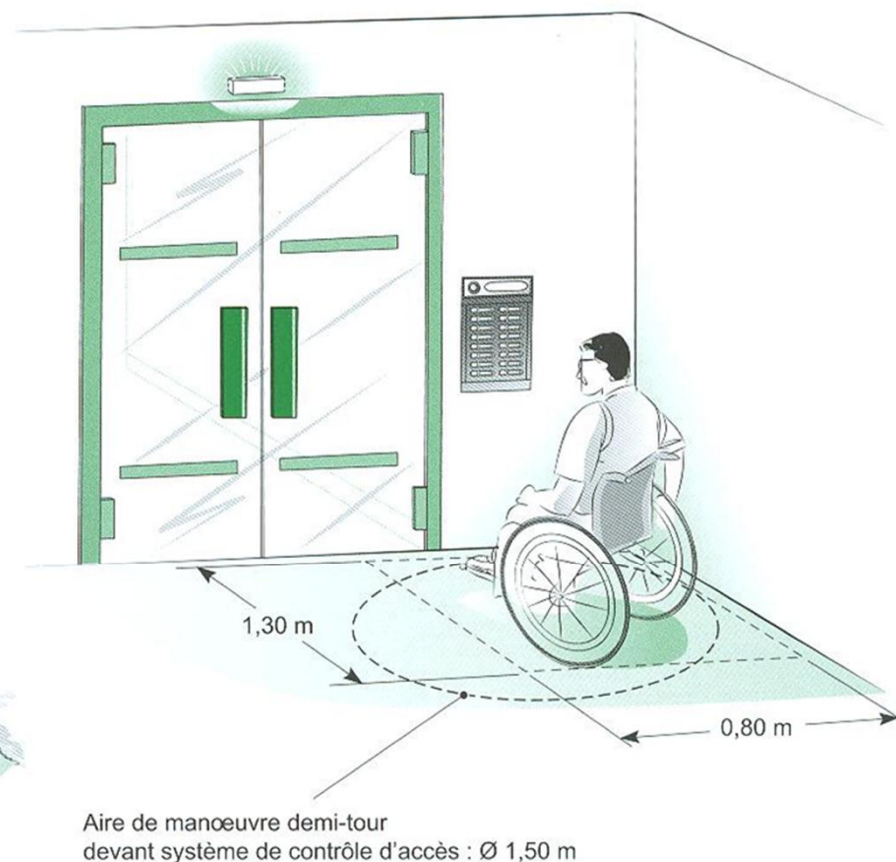
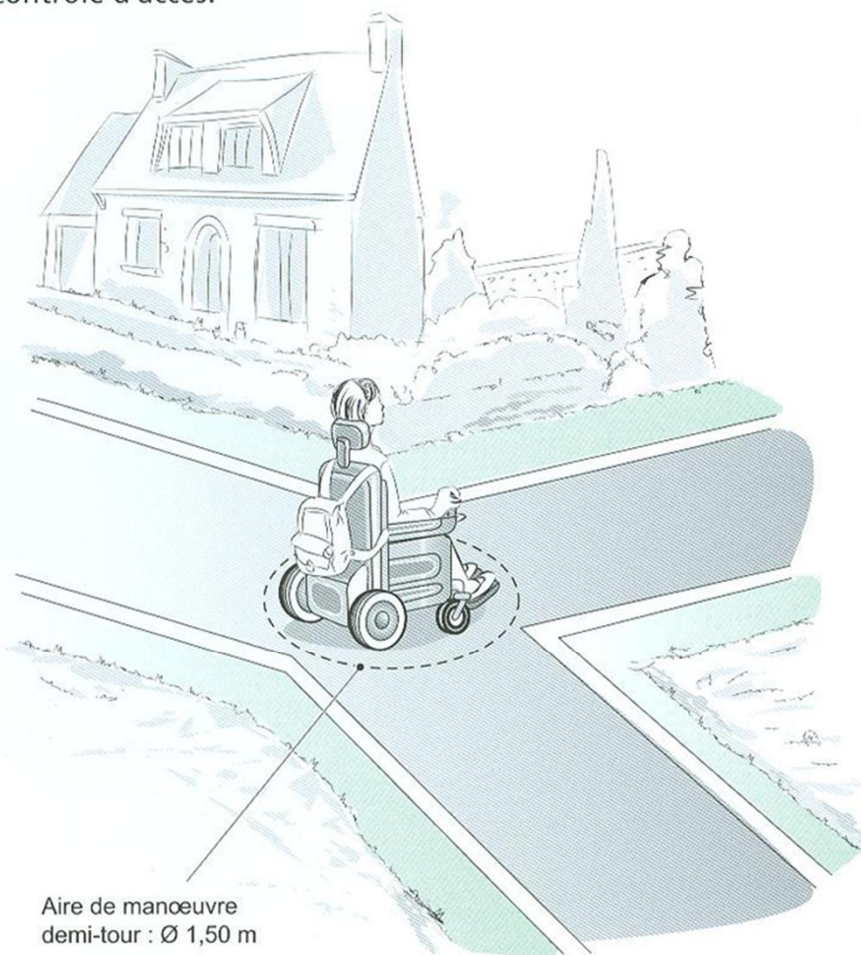
Les dimensions d'encombrement d'un fauteuil roulant sont de 0,75 x 1,25 m.



Espace de manœuvre pour demi-tour dans les cheminements extérieurs

Un espace de manœuvre avec possibilité de demi-tour est obligatoire :

- en chaque point où un choix d'itinéraire est possible ;
- devant les portes d'entrée desservies par un cheminement accessible et qui comportent un système de contrôle d'accès.

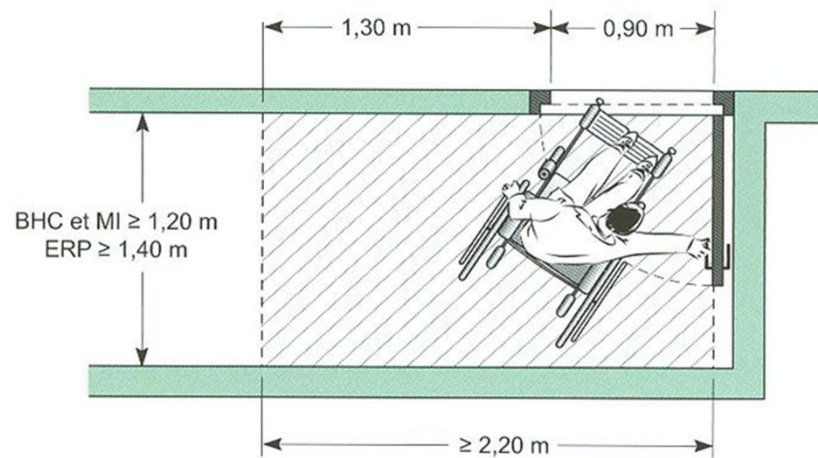


Ces dispositions ne sont pas applicables aux portes :

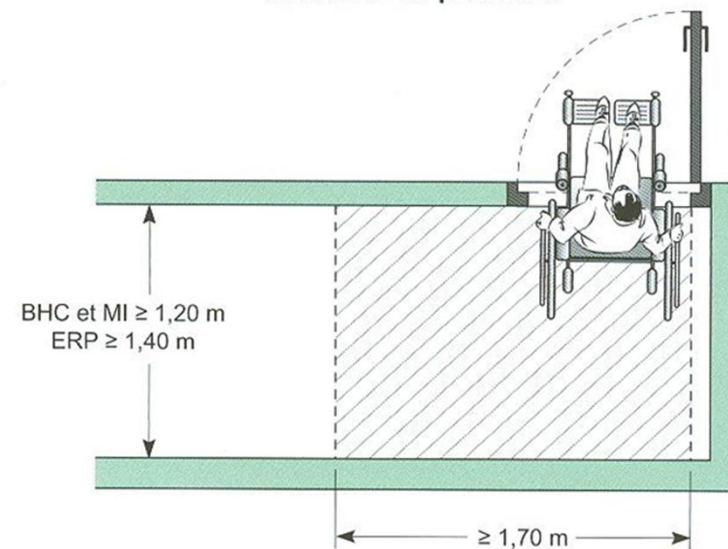
- ouvrant directement sur un escalier ;
- des sanitaires, douches et cabines d'essayage ou de déshabillage non adaptés.

L'espace de manœuvre est à prévoir de part et d'autre de la porte.

Ouverture en tirant



Ouverture en poussant

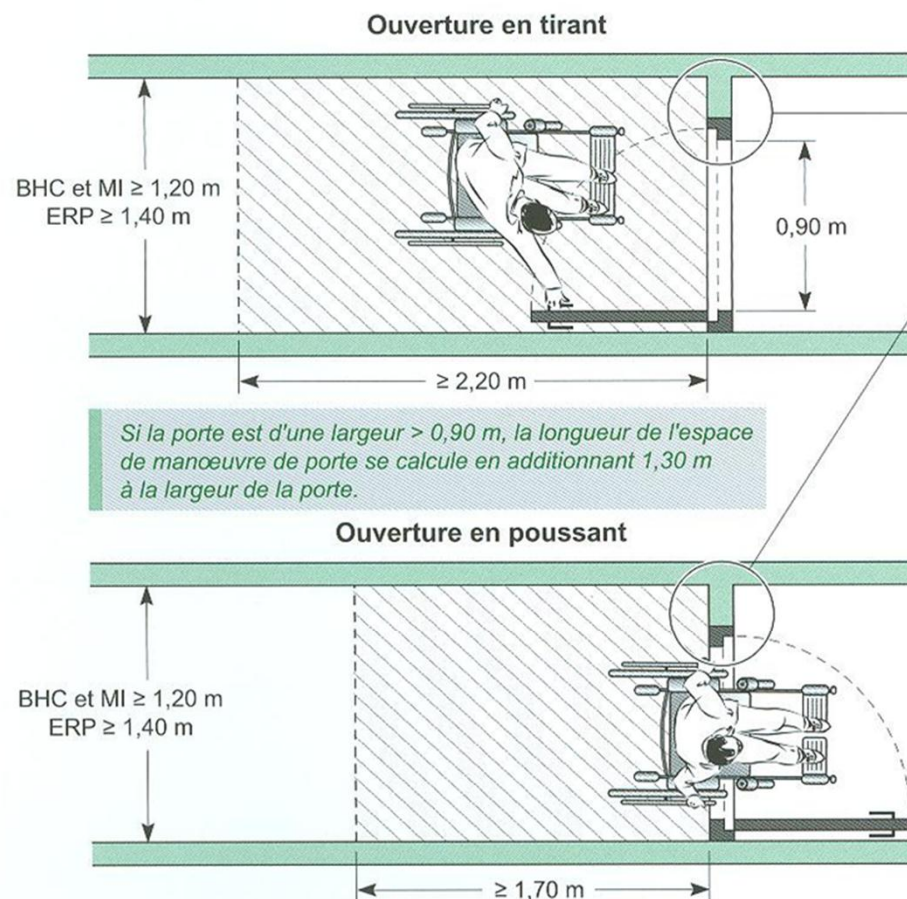


Espace de manœuvre de porte : approche frontale

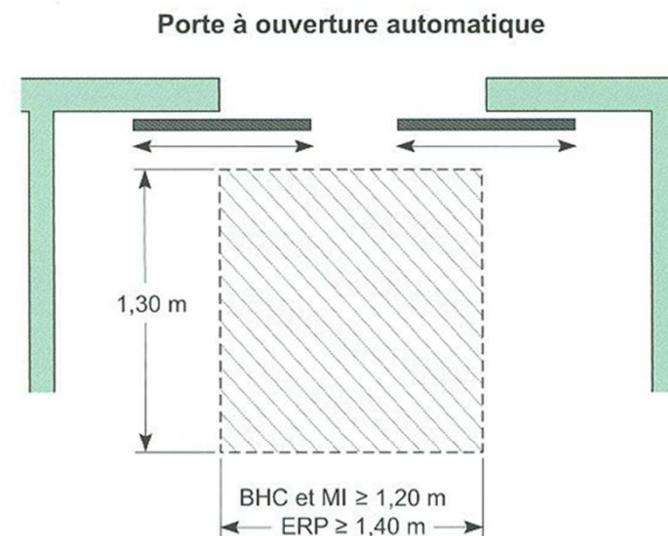
Ces dispositions ne sont pas applicables aux portes :

- ouvrant directement sur un escalier ;
- des sanitaires, douches et cabines d'essayage ou de déshabillage non adaptés.

L'espace de manœuvre est à prévoir de part et d'autre de la porte.

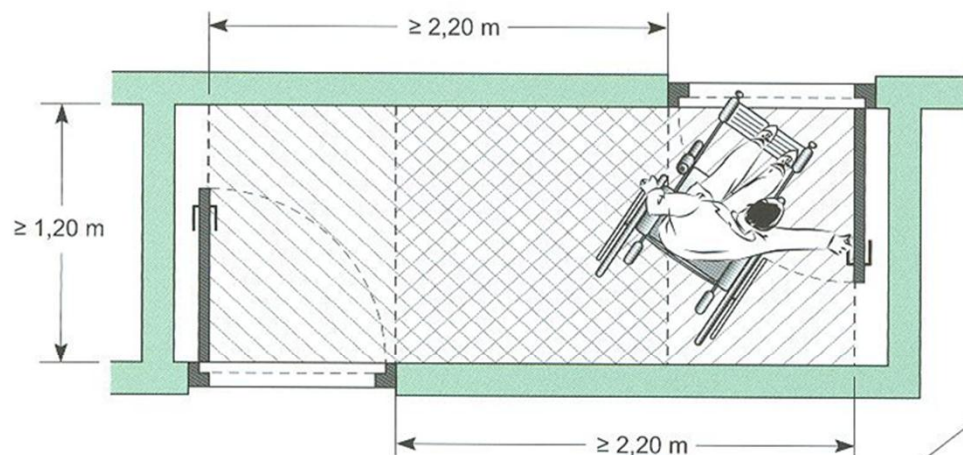


L'extrémité de la poignée doit se situer à plus de 0,40 m d'un angle rentrant de parois. Une largeur de circulation de 1,20 m en habitation peut donc s'avérer insuffisante.



Dans le cas d'une porte à ouverture automatique, l'espace de manœuvre de porte doit avoir une longueur de 1,30 m perpendiculairement à l'axe d'ouverture.

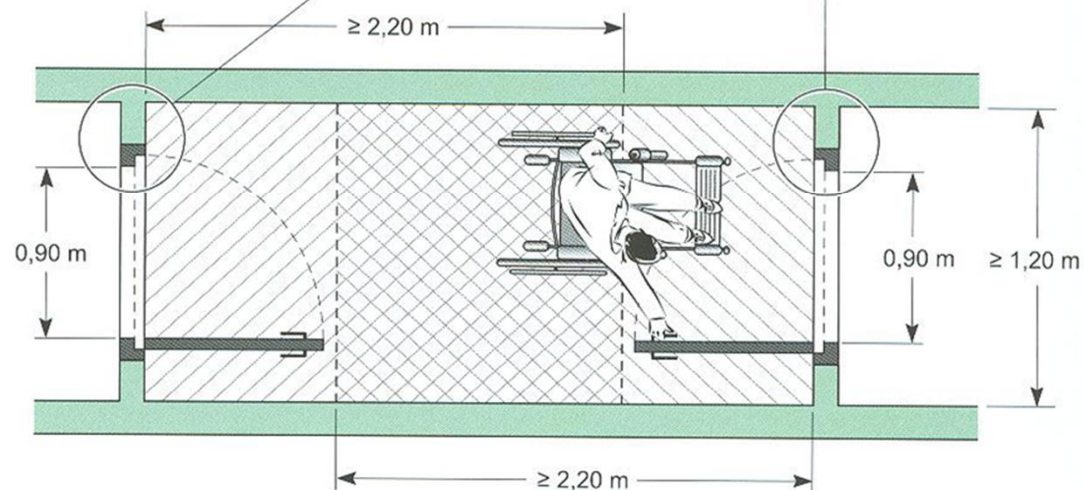
Ces dispositions ne sont pas applicables aux sas ouvrant directement sur un escalier.
L'espace de manœuvre est à prévoir de part et d'autre de la porte.



La porte non manœuvrée
ne doit pas débattre dans l'espace
de manœuvre de l'autre porte.

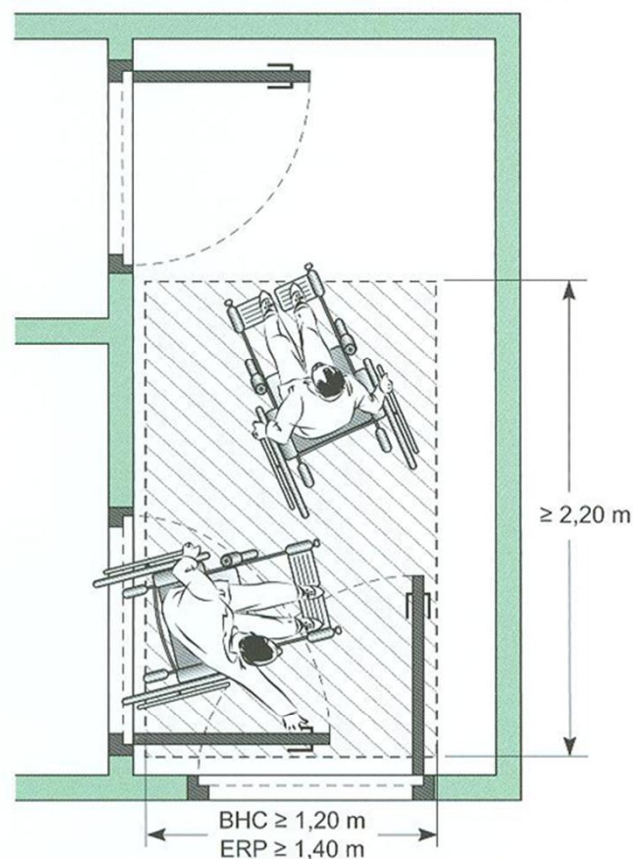


L'extrémité de la poignée doit
se situer à plus de 0,40 m d'un
angle rentrant de parois.
Une largeur de circulation de 1,20 m
peut donc s'avérer insuffisante.



L'espace de manœuvre est à prévoir de part et d'autre de la porte.

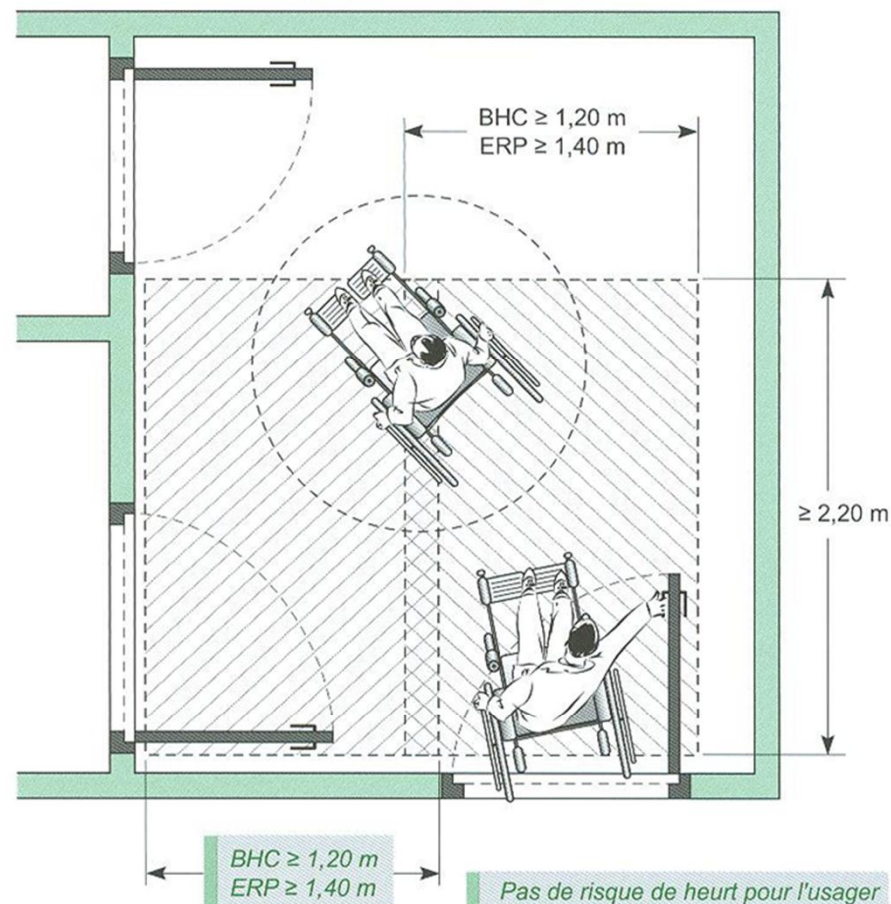
Configuration conforme réglementairement



Dans cette configuration, l'utilisateur risque d'être percuté.

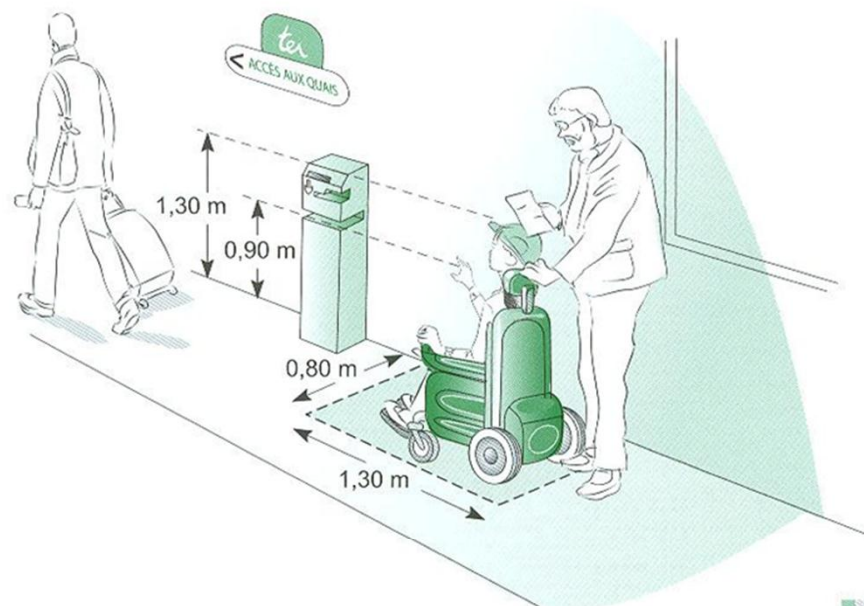
La porte manoeuvrée ne doit pas débattre dans l'espace de manoeuvre de l'autre porte. Cette disposition n'est pas exigée par la réglementation mais elle est fortement recommandée.

Configuration recommandée

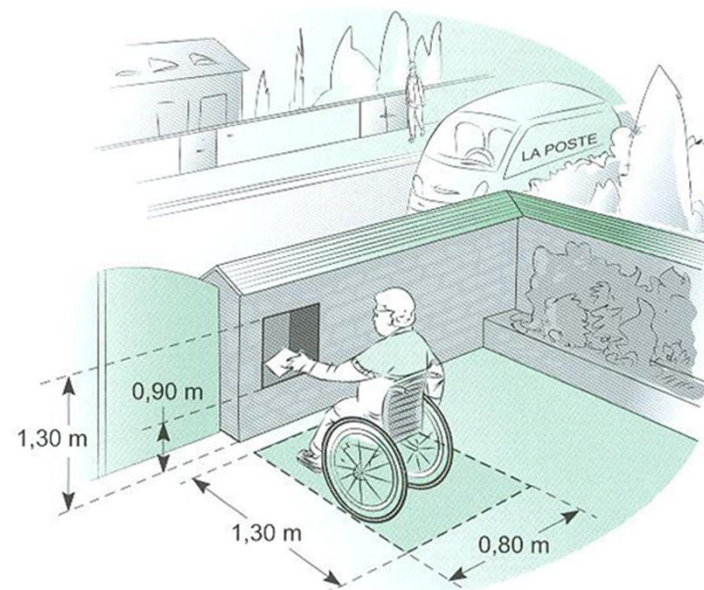


Un espace d'usage est un espace situé à l'aplomb :

- d'un équipement ;
- d'un dispositif de commande ou de service ;
- d'un aménagement.



En ERP, un espace d'usage doit être aménagé au droit de tous les aménagements et équipements destinés au public.



En habitation, cette disposition concerne uniquement les équipements et les aménagements à l'usage des occupants et les visiteurs. Les équipements liés à la sécurité incendie dans les bâtiments d'habitation collectifs ne sont pas concernés.

Arrêtés du 1^{er} août 2006 modifiés,
art. 2 (ERP et BHC)

Références

Repérage des cheminements extérieurs

5.8

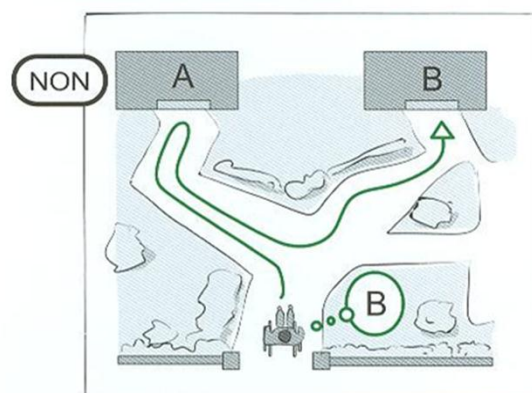
Ces dispositions ne sont pas applicables aux cheminements intérieurs.

Le repérage se fait par une signalisation adaptée [fiche 5.31] :

- à l'entrée du terrain ;
- à proximité des places de stationnement ;
- à chaque choix d'itinéraire.

Les abords à rendre accessibles sont les parties extérieures du bâtiment incluses dans le permis de construire.

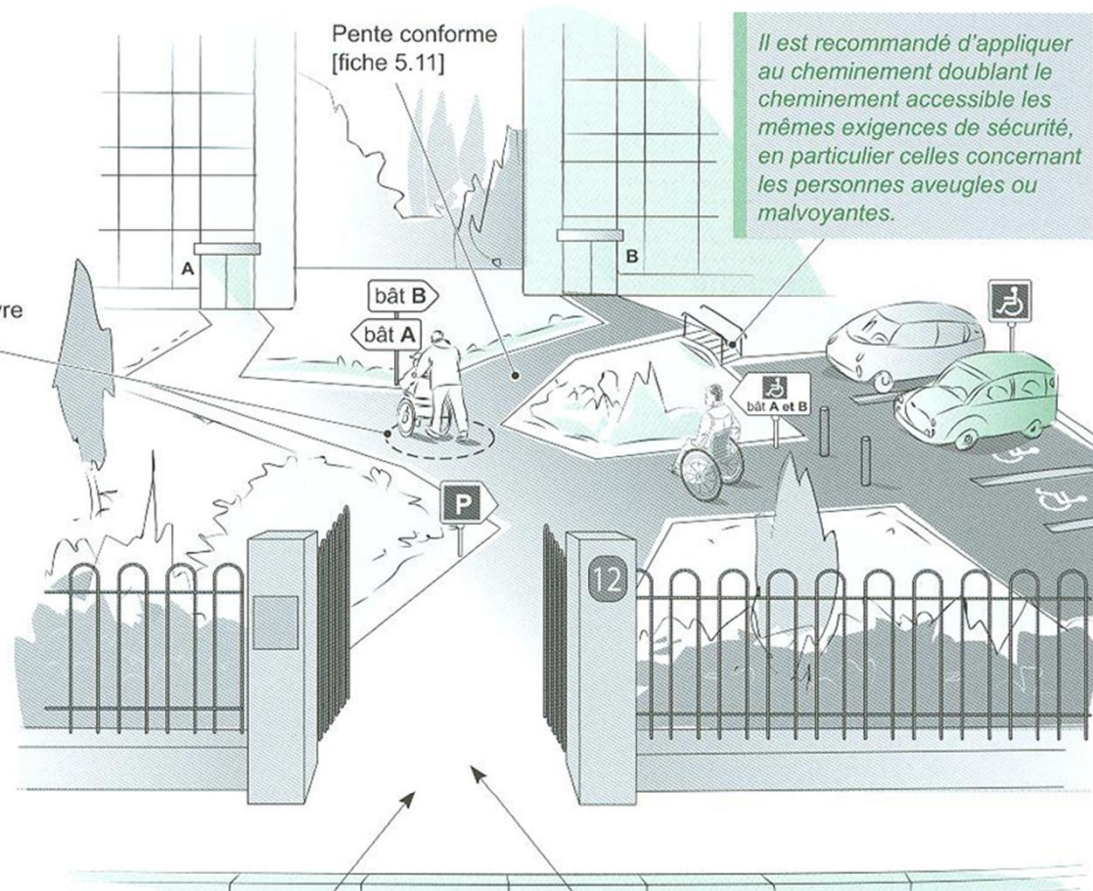
Une signalétique en relief, en braille ou sonore à destination des visiteurs aveugles pourra également être mise en place.



Espace de manœuvre
[fiche 5.2]

Pente conforme
[fiche 5.11]

Il est recommandé d'appliquer au cheminement doublant le cheminement accessible les mêmes exigences de sécurité, en particulier celles concernant les personnes aveugles ou malvoyantes.



La liaison entre le terrain de l'opération et les espaces extérieurs non inclus au permis de construire (voirie publique, etc.) doit répondre aux exigences de l'accessibilité.

Si une opération regroupe plusieurs bâtiments, l'accès au terrain considéré est celui de l'opération d'ensemble. S'il y a plusieurs accès, il est souhaitable que chacun soit raccordé au bâtiment par un cheminement accessible.

Ces dispositions ne sont pas applicables aux cheminements intérieurs.

Le revêtement du cheminement extérieur doit permettre le guidage :

- soit par un contraste visuel et tactile par rapport à son environnement immédiat ;
- soit par un repère continu et tactile sur toute sa longueur, contrasté par rapport à son environnement.

Le cheminement peut être matérialisé :

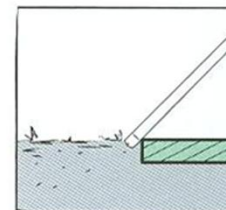
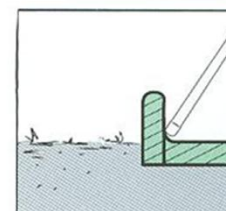
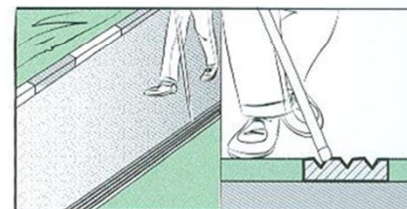
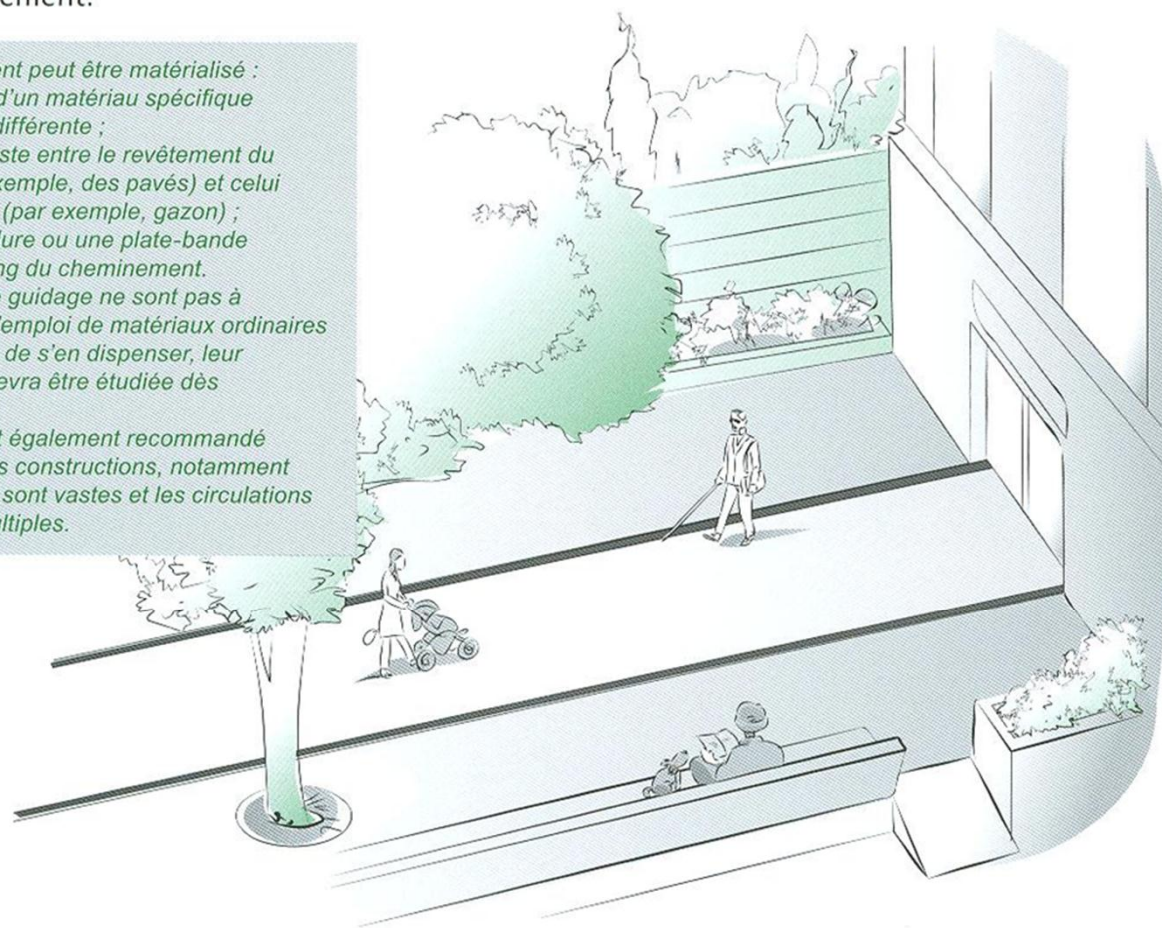
– par l'emploi d'un matériau spécifique ou de texture différente ;

– par le contraste entre le revêtement du chemin (par exemple, des pavés) et celui des bas-côtés (par exemple, gazon) ;

– par une bordure ou une plate-bande disposée le long du cheminement.

Les bandes de guidage ne sont pas à privilégier. Si l'emploi de matériaux ordinaires ne permet pas de s'en dispenser, leur implantation devra être étudiée dès la conception.

Le guidage est également recommandé à l'intérieur des constructions, notamment si les volumes sont vastes et les circulations longues ou multiples.



Arrêtés du 1^{er} août 2006 modifiés,
art. 2 (ERP et BHC)

Références

Croisement avec un itinéraire pour véhicules

Cette disposition est applicable uniquement lorsqu'un cheminement piétonnier et un itinéraire pour véhicules clairement séparés se croisent sur le terrain d'une opération de construction. Elle n'est pas applicable aux espaces dits « partagés ».

La séparation des cheminements est imposée par l'arrêté du 31 janvier 1986 relatif à la sécurité contre l'incendie dans les bâtiments d'habitation.

Le repérage du danger peut se faire, par exemple, par :

- une signalisation ;
- un contraste de couleur, de lumière ou de texture sur la zone de croisement ;
- l'implantation d'un miroir convexe.

Signalisation horizontale
du passage piétons

Voir Code de la route

Signal d'éveil

Voir NF P 98-351

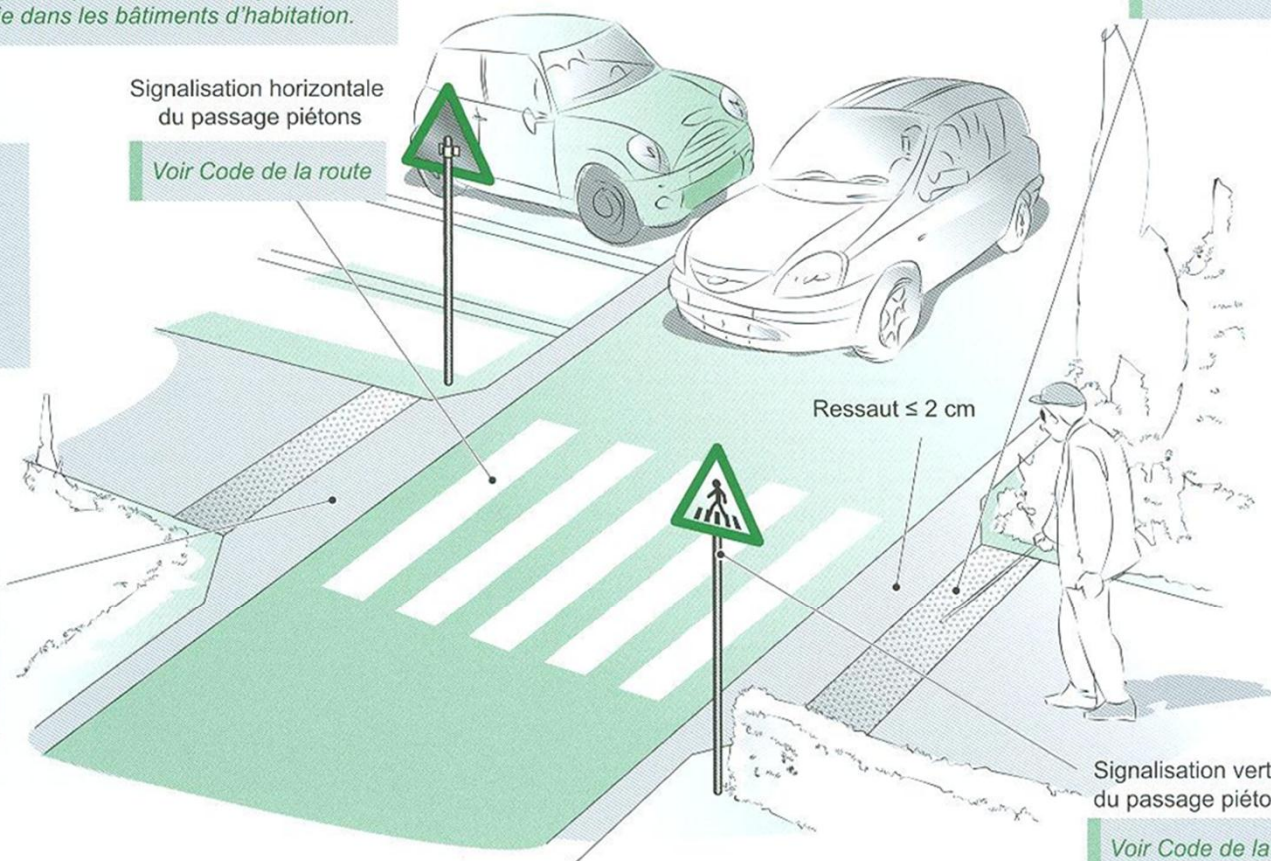
Ressaut ≤ 2 cm

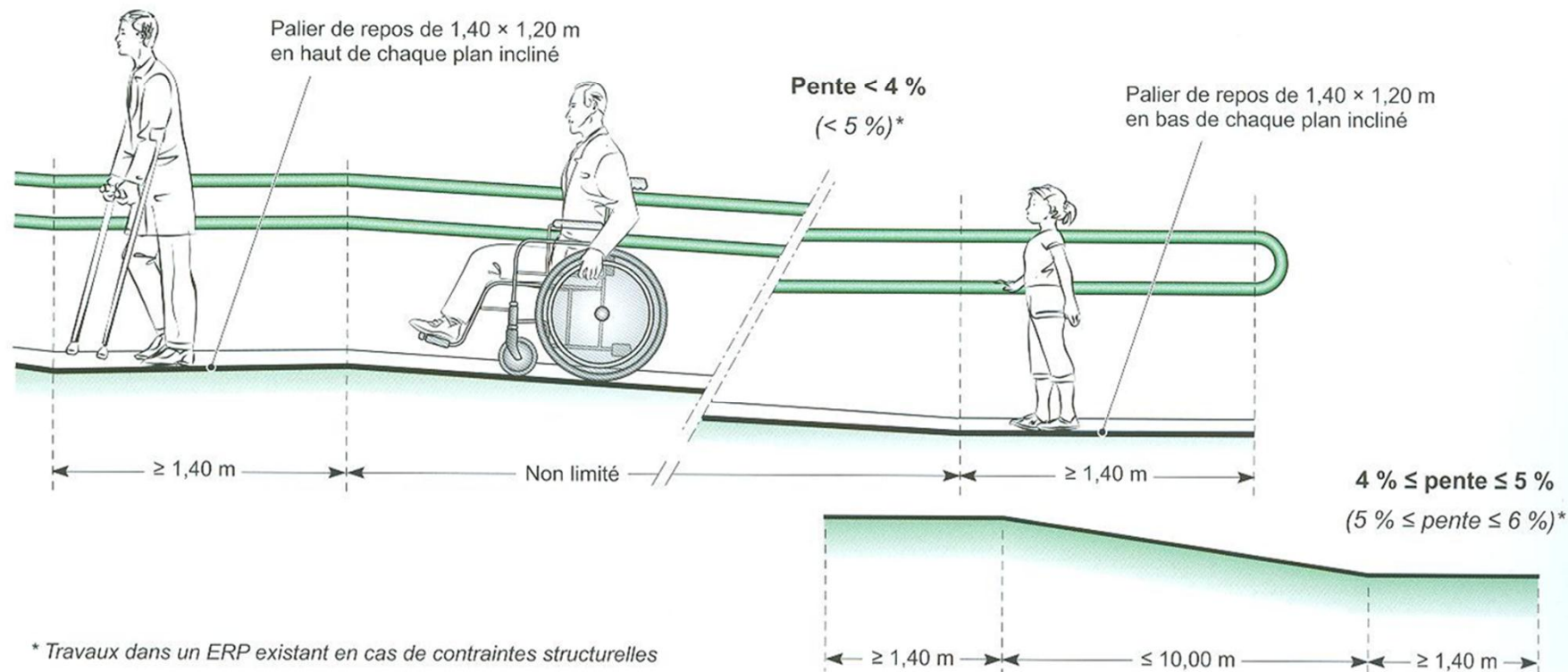
Bateaux ou remontée de la
chaussée au niveau du
cheminement

Voir arrêté du 15 janvier 2007
relatif à la voirie

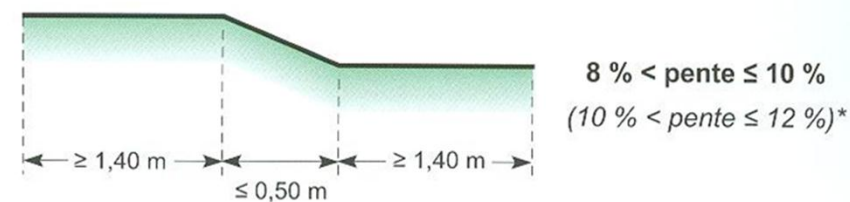
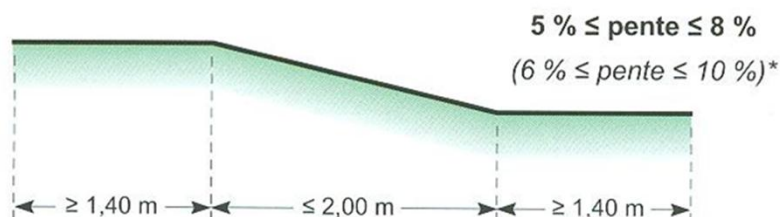
Signalisation verticale
du passage piétons

Voir Code de la route



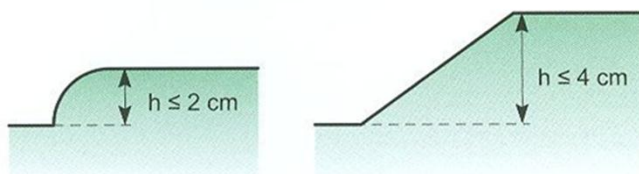


Tolérances admises



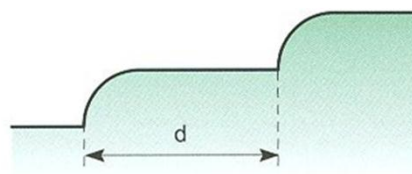
- Le cheminement doit être horizontal et sans ressauts.

1 ressaut peut être accepté si ses bords sont arrondis ou munis de chanfreins



Tolérance : pente ≤ 33 %

2 ressauts successifs peuvent être acceptés si $d \geq 2,50$ m



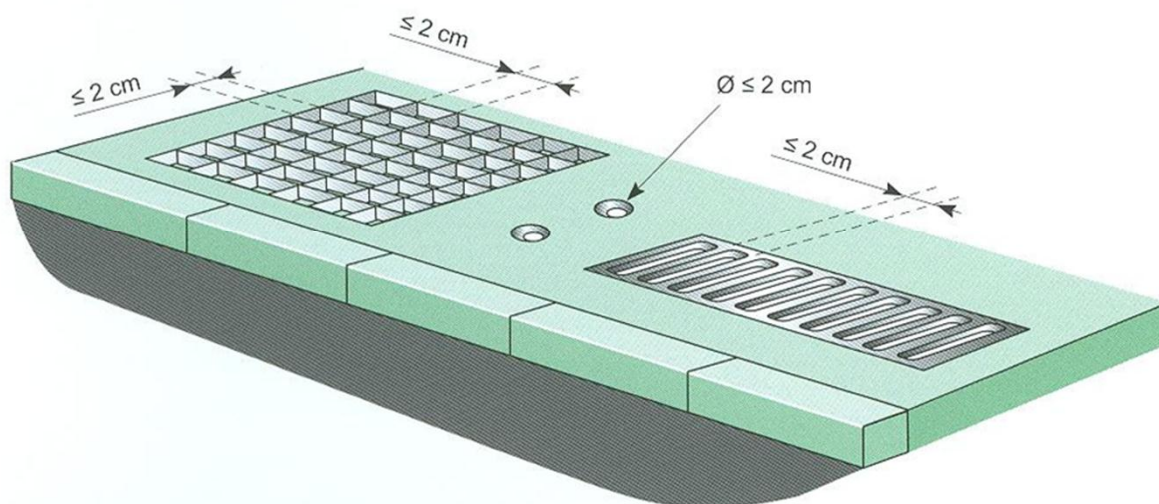
Un contraste visuel peut être créé par la couleur ou par un éclairage au droit du ressaut.

L'aménagement de ressauts successifs est très déconseillé. Il est préférable d'aménager un plan incliné de pente < 5 %.



Pas d'âne interdits

- Le sol est non meuble, non glissant, non réfléchissant et sans obstacle à la roue.
- Les trous ou fentes (grilles, caillebotis, etc.) présentent une largeur ou un diamètre ≤ 2 cm.



Il est recommandé que les fentes soient dans le sens perpendiculaire à celui du cheminement.

À l'extérieur, les revêtements de sol trop lisses (pierres polies, bois, etc.) sont à éviter. Les caractères non réfléchissant ou non glissant sont à apprécier à l'état sec du sol ou de son revêtement.

	Largeur L (m)
BHC neuf ou MI	$L \geq 1,20$ ou $\geq 0,90^{(1)}$
<i>BHC existant en cas de contraintes structurelles</i>	$L \geq 0,90$
ERP neuf	$L \geq 1,40$ ou $\geq 1,20^{(1)}$
<i>ERP existant en cas de contraintes structurelles</i>	$L \geq 1,20$ ou $\geq 0,90^{(1)}$

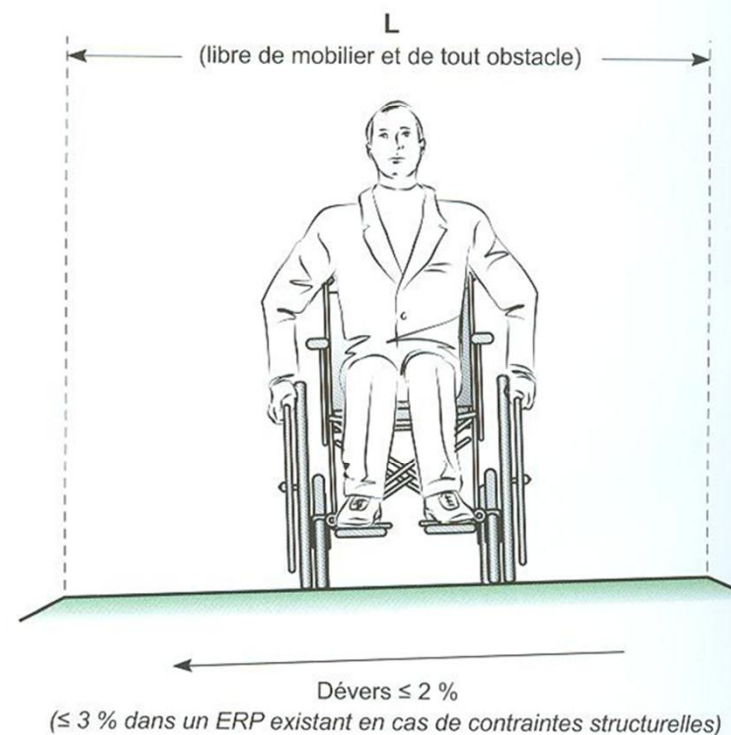
(1) de façon ponctuelle et sur une très faible longueur [fiche 5.13].

En ERP, les circulations des magasins, des bibliothèques, etc. doivent également avoir une largeur $\geq 1,40$ m. La notion de circulation principale ou secondaire n'existe pas en matière d'accessibilité des ERP.

Pour les files d'attente matérialisées par des aménagements fixes, on pourra admettre de réduire la largeur de circulation à 0,90 m. Il faudra toutefois veiller à respecter la règle $L_1 + L_2 \geq 2$ m [fiche 7.11] si la file opère un changement de direction.

En extérieur, il faut éviter la stagnation d'eau

L'utilisation d'un revêtement poreux mais non meuble peut remplir cette fonction.



Arrêtés du 1^{er} août 2006 modifiés,
art. 2 (ERP et BHC), 6 (ERP), 5 (BHC)
et 18 (MI)

Arrêté du 26 février 2007, art. 4

Arrêté du 21 mars 2007, art. 3

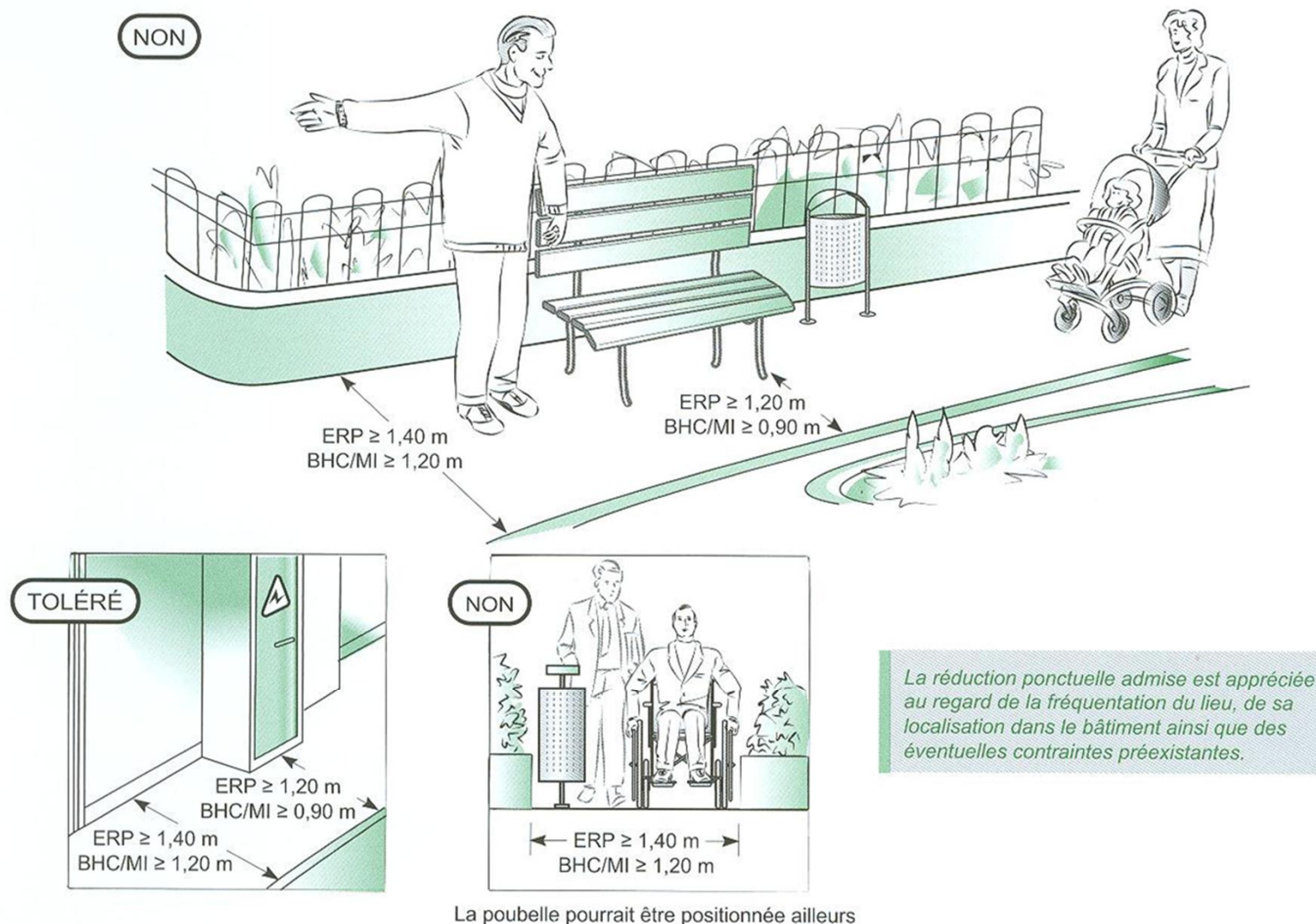
Références

Prescriptions techniques communes

Fiche

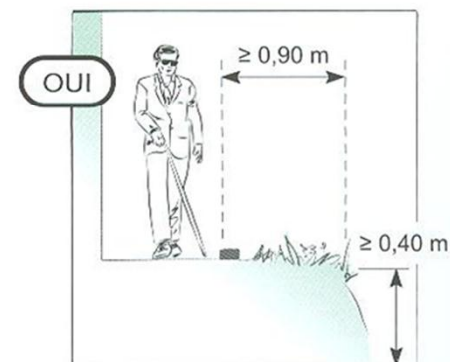
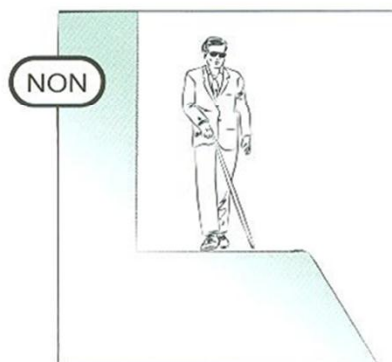
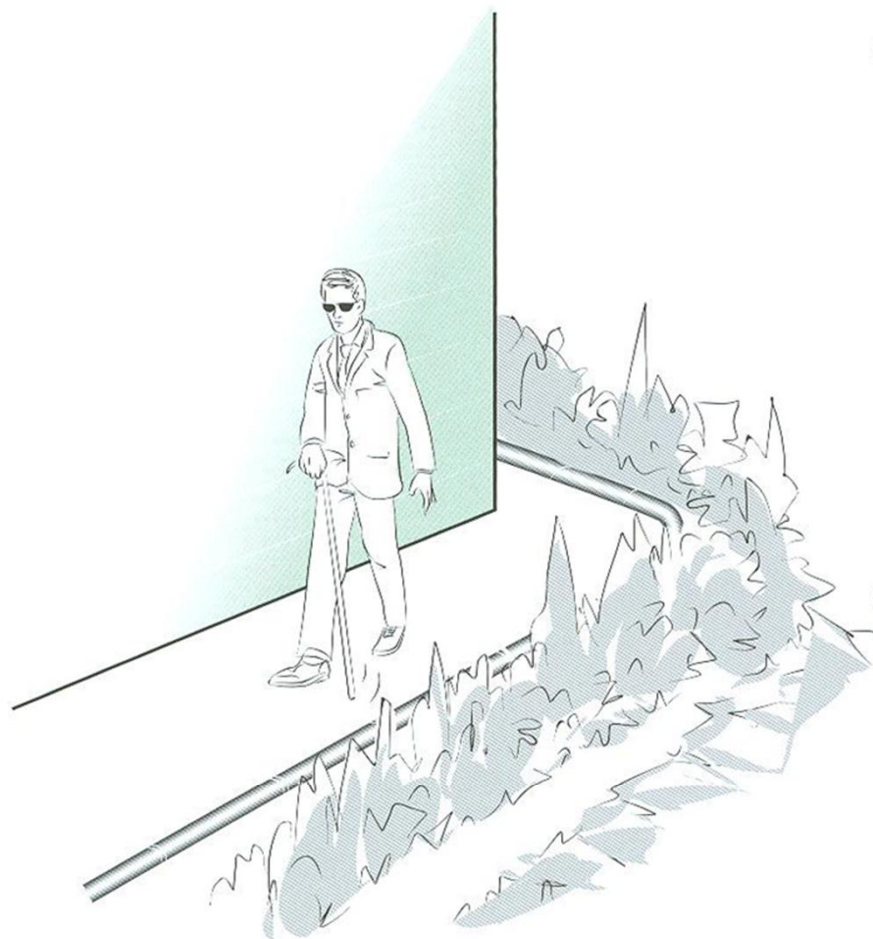
5.13

Rétrécissement ponctuel du cheminement

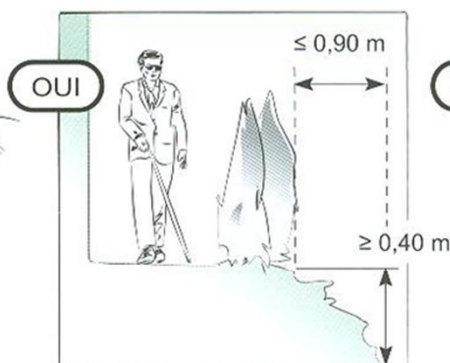


Arrêtés du 1^{er} août 2006 modifiés,
art. 2 (ERP et BHC), 6 (ERP), 5 (BHC)
et 18 (MI)

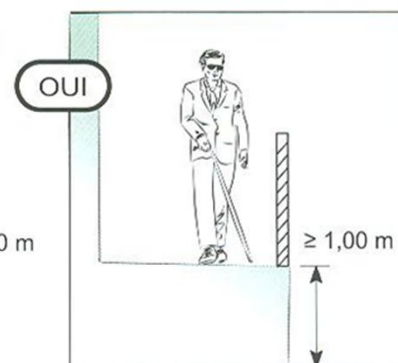
Références



Dispositif de protection non obligatoire. Un chasse-roue est toutefois recommandé.



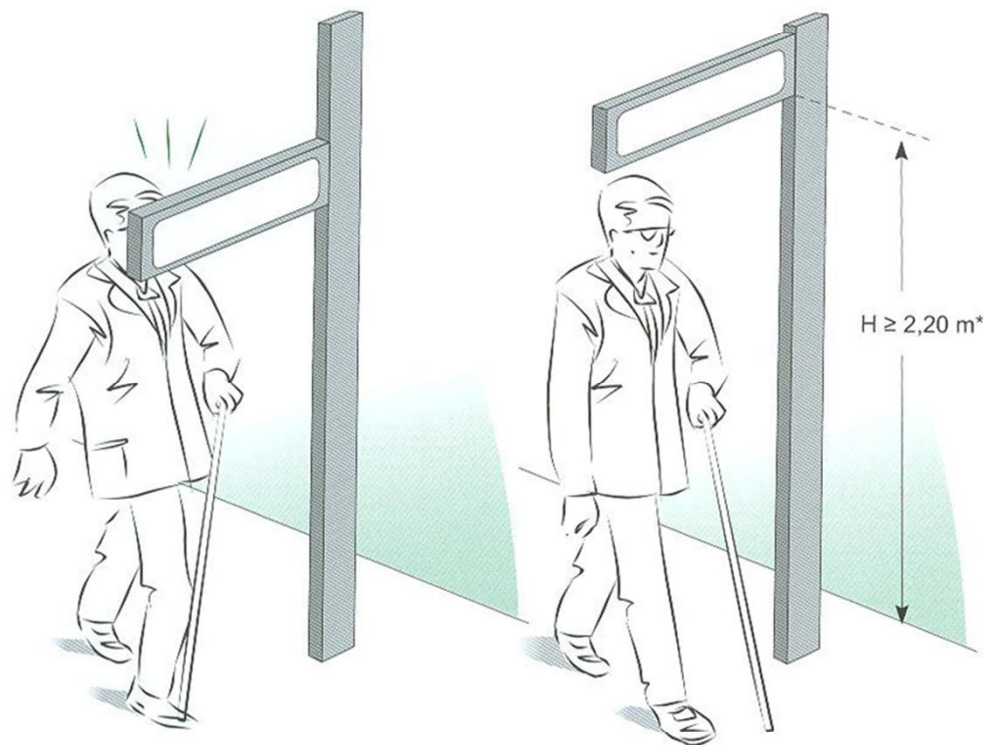
Implantation d'un dispositif de protection (plantation robuste, clôture, etc.) afin d'éviter les chutes.



Si la hauteur de chute est d'au moins 1 m, il faut installer un garde-corps selon la norme NF P 01-012.

Éléments empiétant sur le cheminement

Éléments en saillie au-dessus du sol



Les bornes et poteaux sont à éviter sur le cheminement et les abords du cheminement.
Il est recommandé que leurs dimensions respectent les exigences de l'arrêté du 15 janvier 2007 relatif à la voirie. Les portes ne sont pas considérées comme des obstacles suspendus.

Éléments en saillie près du sol



Il est recommandé que les barrières comportent un élément bas continu situé à une hauteur de 0,40 m maximum du sol pour être détectable par la canne.

* Sauf en habitation pour les accès aux parcs de stationnement et aux caves, pour lesquels $H \geq 2,00$ m

		Dimensions pour le neuf (m)	Dimensions pour l'existant en cas de contraintes structurelles (m)
BHC	Parties communes	0,90 (0,83 de passage utile lorsque la porte est ouverte à 90°)	0,90 (0,83 de passage utile lorsque la porte est ouverte à 90°) 0,80 pour une porte de local collectif
	Caves et celliers	0,80 (0,77 de passage utile lorsque la porte est ouverte à 90°)	0,80 (0,77 de passage utile lorsque la porte est ouverte à 90°)
MI	Local collectif	0,90 (0,83 de passage utile lorsque la porte est ouverte à 90°)	non applicable
	Porte à l'intérieur d'un local collectif	0,80 (0,77 de passage utile lorsque la porte est ouverte à 90°)	non applicable
	Porte et portail ouvrant sur cheminement extérieur	0,90 (0,83 de passage utile lorsque la porte est ouverte à 90°)	non applicable
ERP ⁽¹⁾	≥ 100 personnes	1,40 si 2 vantaux : un à 0,90 ⁽²⁾	1,40 si 2 vantaux : un à 0,90 ⁽²⁾
	< 100 personnes	0,90 ⁽³⁾	0,80
	Portiques de sécurité	0,80	0,80
	Sanitaires, douches, cabines non adaptés	0,80	0,80
Hôtels et ERP avec locaux d'hébergements existants	Chambres adaptées et locaux de service collectifs	1,40 ou 0,90 selon l'effectif	0,90
	Chambres non adaptées	0,90	0,80

(1) Pour les ERP, les exigences d'accessibilité concernent les portes principales. Par exemple, si une salle possède un accès depuis la circulation commune et un dégagement accessoire débouchant sur la salle contiguë, seule la porte d'accès depuis la circulation commune respecte les règles. De même, les portes installées comme issues de secours uniquement ne sont pas soumises aux règles.

(2) Applicable même pour les portes doubles à va-et-vient et les portes ouvertes en permanence.

(3) Applicable même pour les locaux accessibles au public d'une surface < 30 m².

Arrêtés du 1^{er} août 2006 modifiés,
art. 10 (ERP), 8 (BHC) et 22 (MI)
Arrêté du 26 février 2007, art. 4
Arrêté du 21 mars 2007, art. 8

Références

Prescriptions techniques communes

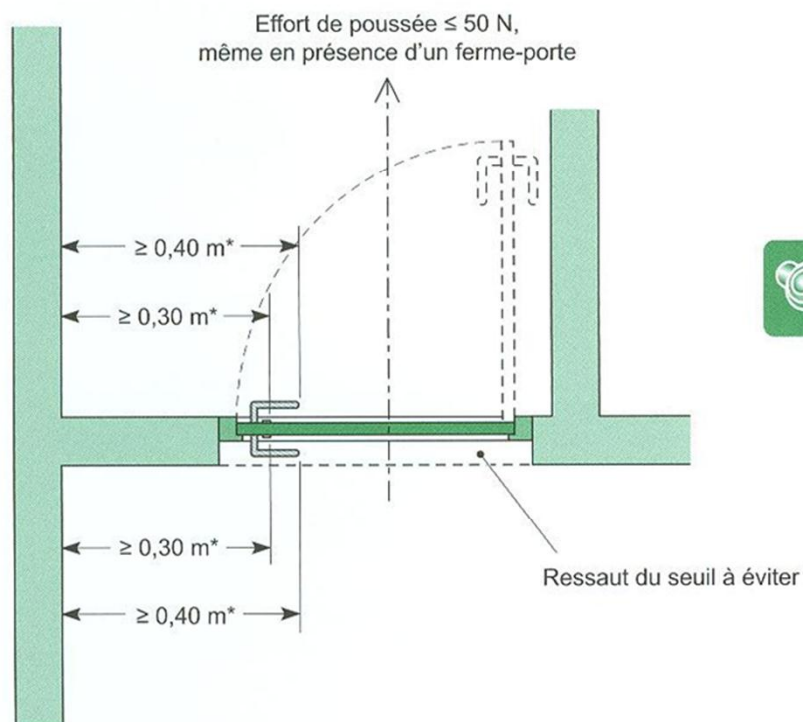
Poignées et serrures

Fiche

5.17

Les serrures dans les ERP ne sont pas visées par ces dispositions.

- Les poignées et serrures doivent être manœuvrables en position debout et assise.
- Elles doivent être facilement préhensibles même par une personne ayant des difficultés à effectuer une rotation du poignet.
- Les espaces de manœuvre sont également respectés [fiches 5.3 à 5.6] de part et d'autre de la porte.



Si l'ouverture est automatique, la durée d'ouverture doit être assez longue pour le passage d'une PMR.



+



Si le système d'ouverture est électrique, le déverrouillage est annoncé par des signaux sonores et visuels.

* Non exigé en existant, en cas de contraintes structurelles

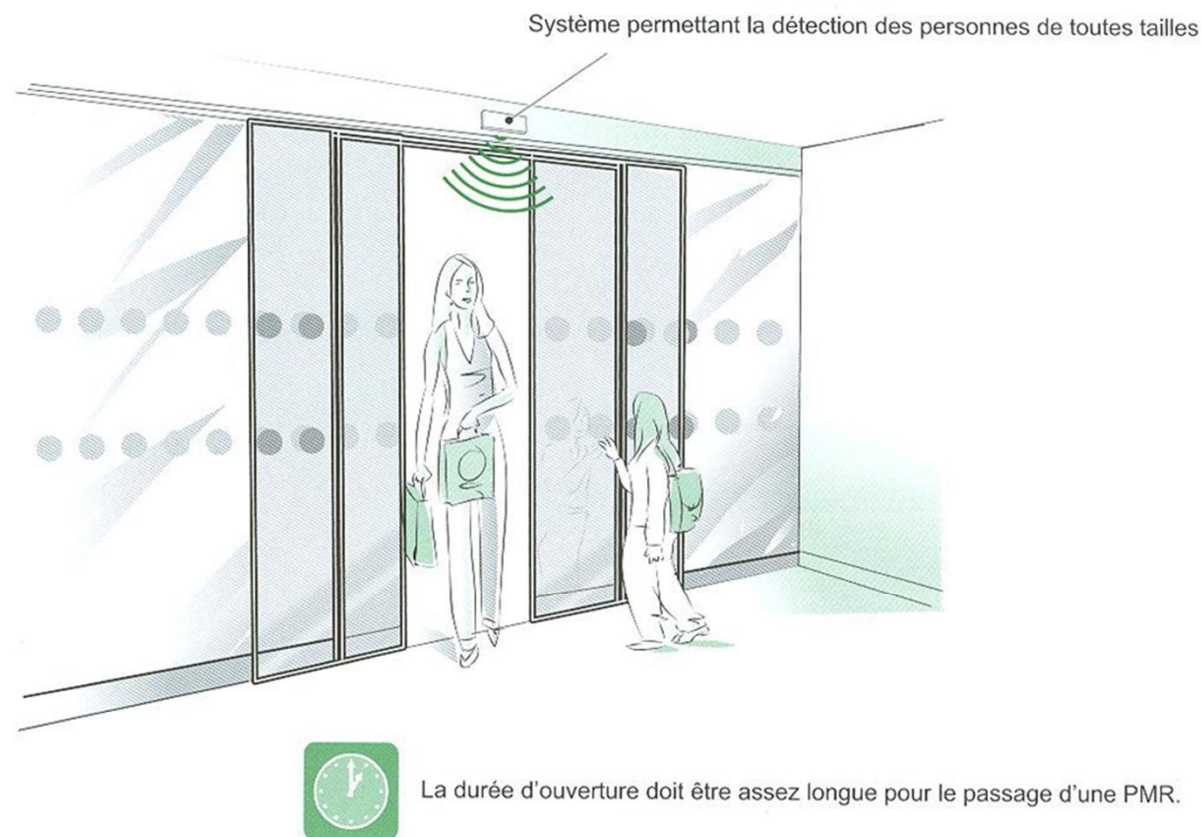
Ouverture automatique des portes, portails et portiques

Arrêtés du 1^{er} août 2006 modifiés,
art. 10 (ERP), art.8 (BHC) et art. 22 (MI)
Arrêté du 21 mars 2007, art. 8

Références

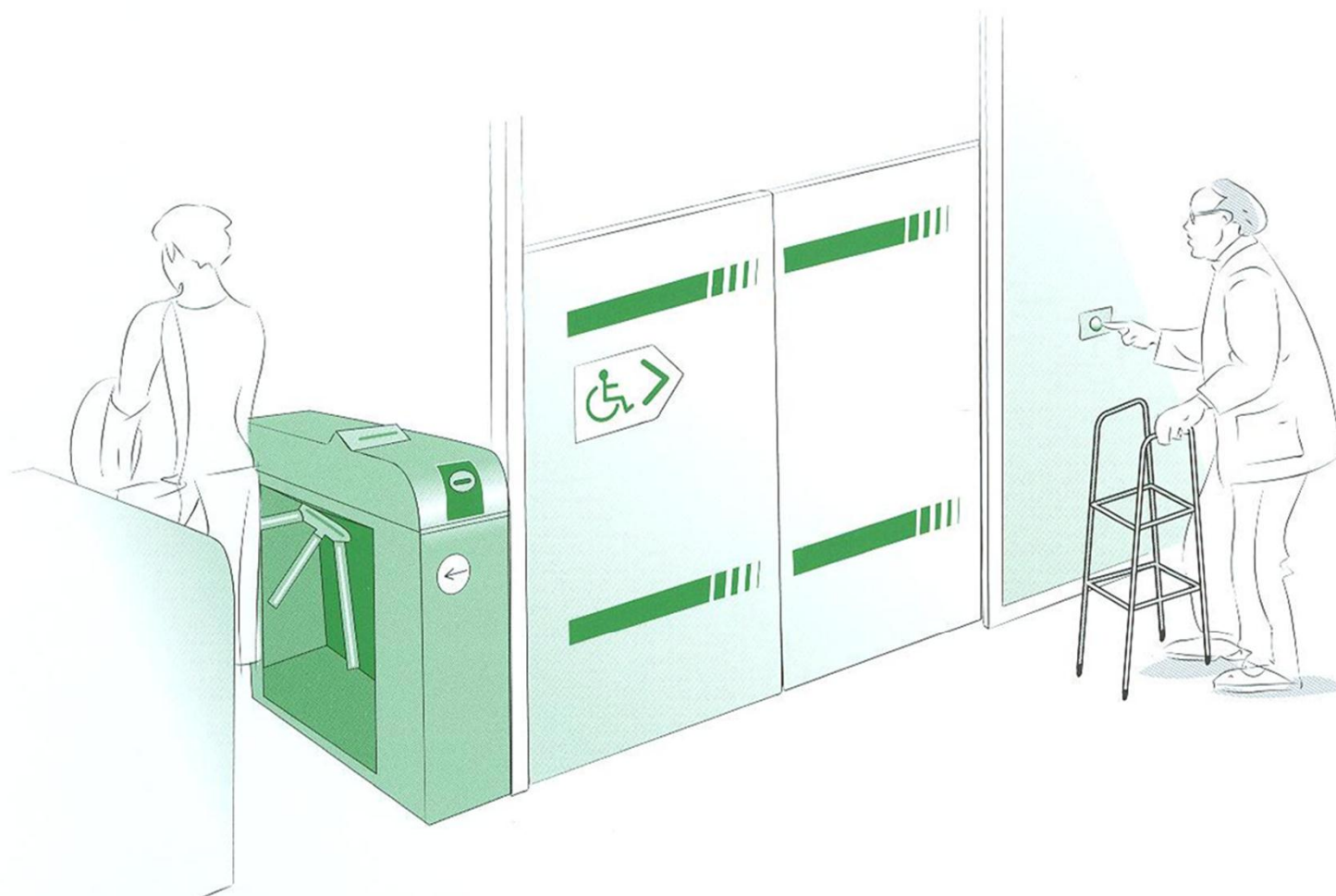
Le réglage du système de détection est déterminant : l'ouverture de la porte doit se faire suffisamment tôt pour que l'utilisateur n'ait pas à s'interroger sur la façon de manoeuvrer la porte.

Un dispositif de sécurité doit permettre d'éviter, pendant le franchissement, tout contact entre la porte et l'utilisateur.



Portes à tambour, tourniquets ou sas cylindriques

Dans les ERP, les portes à tambour, les tourniquets ou les sas cylindriques doivent être doublés par une porte adaptée. Les personnes mises en difficulté par ces dispositifs doivent pouvoir se signaler à l'accueil.



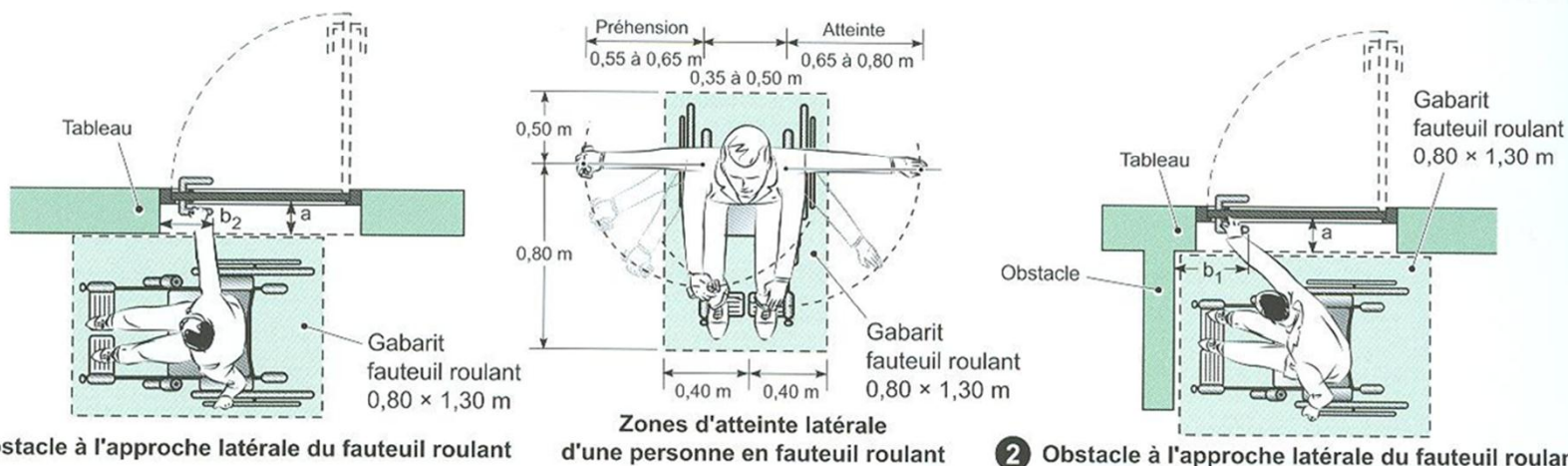
5.20

Portes mises en œuvre dans des murs épais

Cette interprétation du respect de l'exigence des distances de 0,30 et de 0,40 m par rapport aux angles rentrants de parois pour les serrures et les poignées émane du groupe de travail réuni par le Centre d'études techniques de l'équipement (CETE) de Lyon, pour statuer sur les pratiques communément admises.

Configuration	a : distance (m) entre le nu de la porte et le nu du mur ⁽¹⁾	Tableau constituant l'obstacle		b (b ₁ : distance (m) entre l'extrémité de la poignée et le nu de l'obstacle b ₂ : distance (m) entre l'extrémité de la poignée et le nu du tableau)
		Oui	Non	
1 – Pas d'obstacle à l'approche latérale du fauteuil roulant (par exemple, porte située latéralement en milieu de couloir)	< 0,40		x	Sans objet
	≥ 0,40	x		Distance entre l'extrémité de la poignée et le nu du tableau b ₂ : 0,40 pour l'extrémité de la poignée ; ≥ 0,30 pour la serrure.
2 – Obstacle à l'approche latérale du fauteuil roulant (par exemple, porte située latéralement en bout de couloir)	< 0,25		x	Distance entre l'extrémité de la poignée et le nu de l'obstacle b ₁ : 0,40 pour l'extrémité de la poignée ; ≥ 0,30 pour la serrure.
	≥ 0,25	x		Distance entre l'extrémité de la poignée et le nu du tableau b ₂ : 0,40 pour l'extrémité de la poignée ; ≥ 0,30 pour la serrure.

(1) La valeur a = 0,40 m est déterminée en fonction de la zone d'atteinte « bras tendu latéralement » d'une personne en fauteuil roulant. La valeur a = 0,25 m est déterminée en fonction de la zone d'atteinte « bras tendu en biais » d'une personne en fauteuil roulant.



Arrêtés du 1^{er} août 2006 modifiés,
art. 2 (ERP et BHC), 7 (ERP), 6 et 12
(BHC), 18 et 25 (MI)
Arrêté du 26 février 2007, art. 4
Arrêté du 21 mars 2007, art. 5

Références

Prescriptions techniques communes

Escaliers extérieurs ≥ 3 marches et escaliers intérieurs

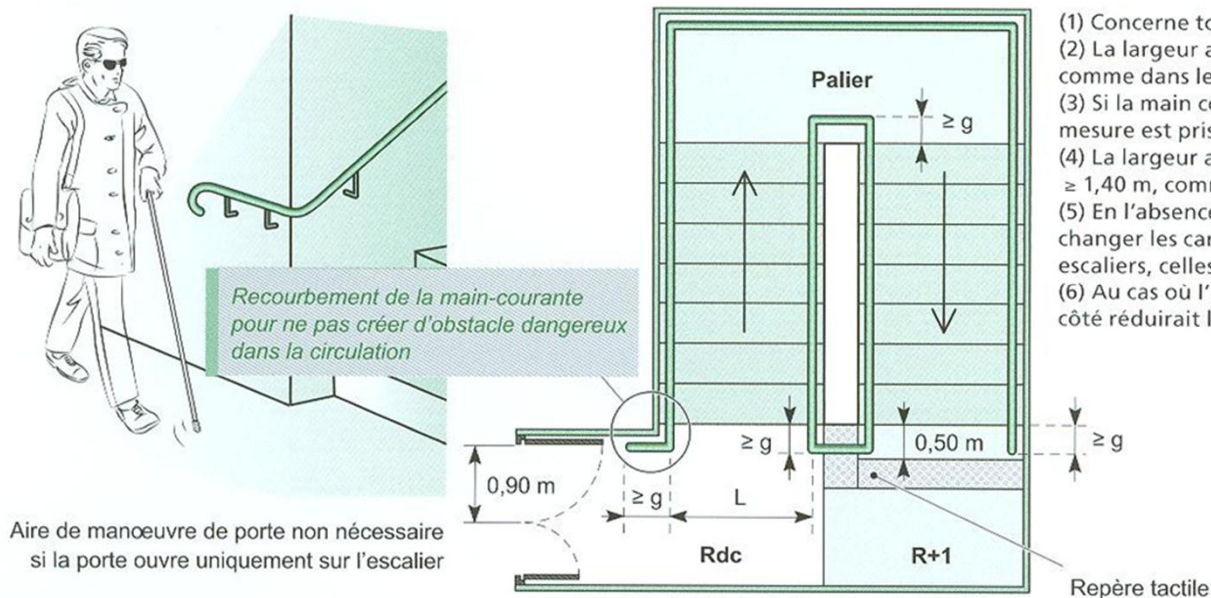
Fiche

5.21

L'application de ces dispositions aux ERP est exigée uniquement lorsqu'ils sont ouverts au public dans des conditions normales de fonctionnement.

Les escaliers publics de type échafaudage en matériel préfabriqué, installés de manière provisoire et dont les caractéristiques dimensionnelles sont conformes à la norme NF P 93-523, ne sont pas tenus de respecter les exigences relatives à la hauteur et à la largeur du giron des marches.

	Largeur L entre mains courantes (m)	Nombre de mains courantes ⁽¹⁾
BHC neuf	$\geq 1,00^{(2)}$	2
BHC existant en cas de contraintes structurelles	$\geq 0,80$	2
MI ou BHC neuf : escalier à l'intérieur du logement	$\geq 0,80^{(3)}$	1
MI : escalier à l'extérieur du logement	$\geq 1,00$	1
ERP neuf	$\geq 1,20^{(4)}$	2
ERP existant en cas de contraintes structurelles	$\geq 1,00^{(5)}$	1 ⁽⁶⁾



- (1) Concerne tous les escaliers, même hélicoïdaux.
- (2) La largeur au niveau des épaules doit être $\geq 1,20$ m, comme dans les circulations horizontales des BHC.
- (3) Si la main courante empiète de plus de 0,10 m, la mesure est prise à l'aplomb de la main courante.
- (4) La largeur au niveau des épaules doit être $\geq 1,40$ m, comme dans les circulations horizontales des ERP.
- (5) En l'absence de travaux ayant pour objet de changer les caractéristiques dimensionnelles des escaliers, celles-ci peuvent être conservées.
- (6) Au cas où l'installation d'une main courante de chaque côté réduirait la largeur de passage à moins d'1 m.

L'application de ces dispositions aux ERP est exigée uniquement lorsqu'ils sont ouverts au public dans des conditions normales de fonctionnement.

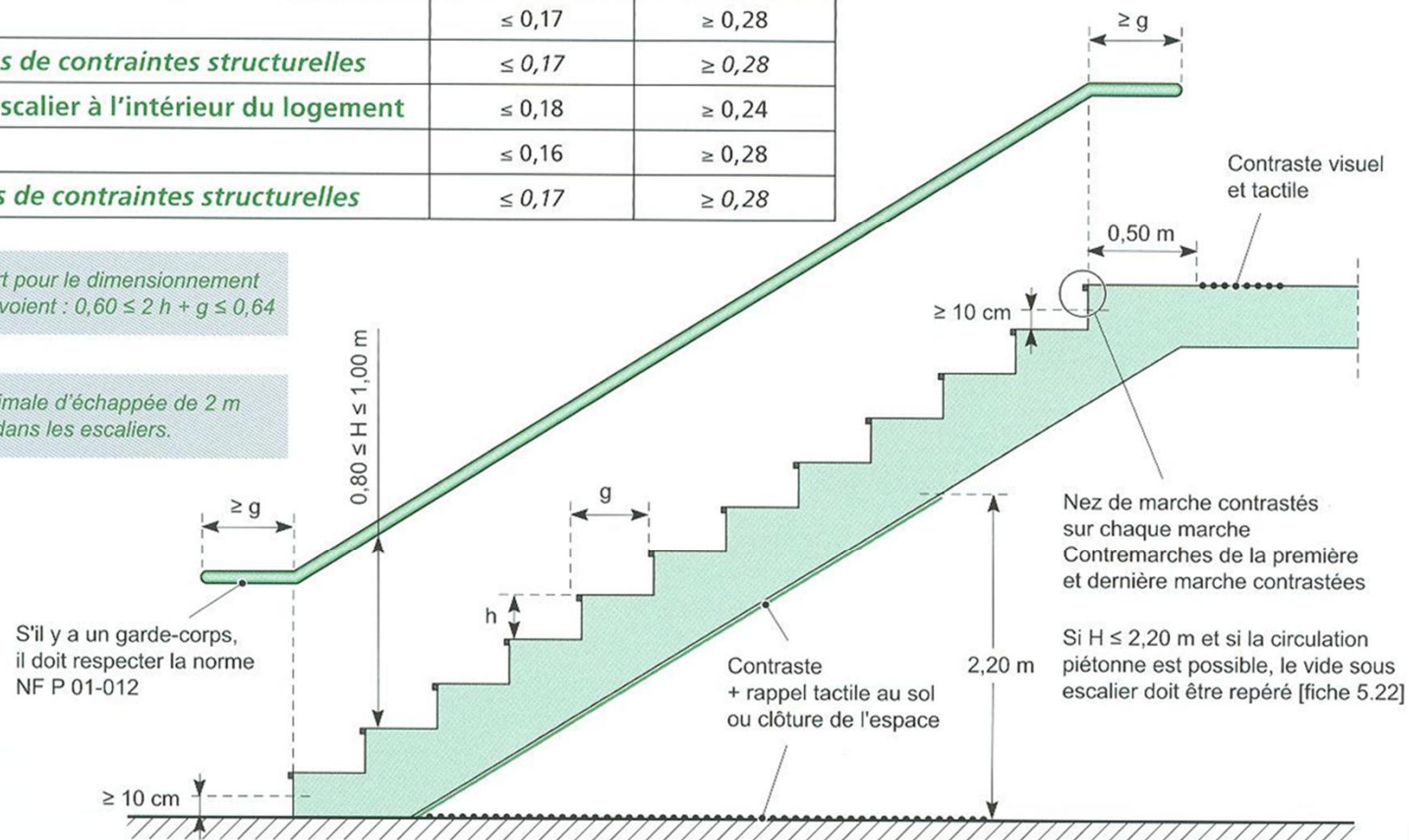
		BHC neuf et existant	MI : escalier extérieur	MI ou BHC neuf : escalier à l'intérieur du logement	ERP neuf et existant
Repère tactile et contraste visuel		À 50 cm de la marche	Non exigé	Non exigé	À 50 cm de la marche
Contremarche de la première et de la dernière marche contrastée		Hauteur ≥ 10 cm	Non exigé	Non exigé	Hauteur ≥ 10 cm
Nez de marches	Contrastés	Oui	Non exigé	Non exigé	Oui
	Non glissants	Oui	Non exigé	Non exigé	Oui
	Sans débord excessif	Oui	Non exigé	Oui	• Neuf : oui. • Existant : non exigé.
Dispositif d'éclairage [fiche 5.35]		• Intérieur : 150 lux. • Extérieur : 20 lux.	20 lux	• Supprimant toute zone d'ombre. • Commandé aux différents niveaux.	• Intérieur : 150 lux. • Extérieur : 20 lux.
Main courante (veiller à ne pas créer d'obstacle dans la circulation horizontale)	Nombre	Se reporter au tableau précédent.			
	$0,80 \leq h \leq 1,00$ m	Oui	Oui	Oui	Oui
	Prolongation horizontale au-delà de la première et de la dernière marche	D'une longueur égale au giron	Longueur non précisée	• BHC : d'une longueur égale au giron. • MI : longueur non précisée.	D'une longueur égale au giron
	Continue, rigide et facilement préhensible	Oui	Oui	Oui	Oui
	Différenciée de la paroi par un éclairage ou un contraste visuel	Oui	Oui	Oui	Oui

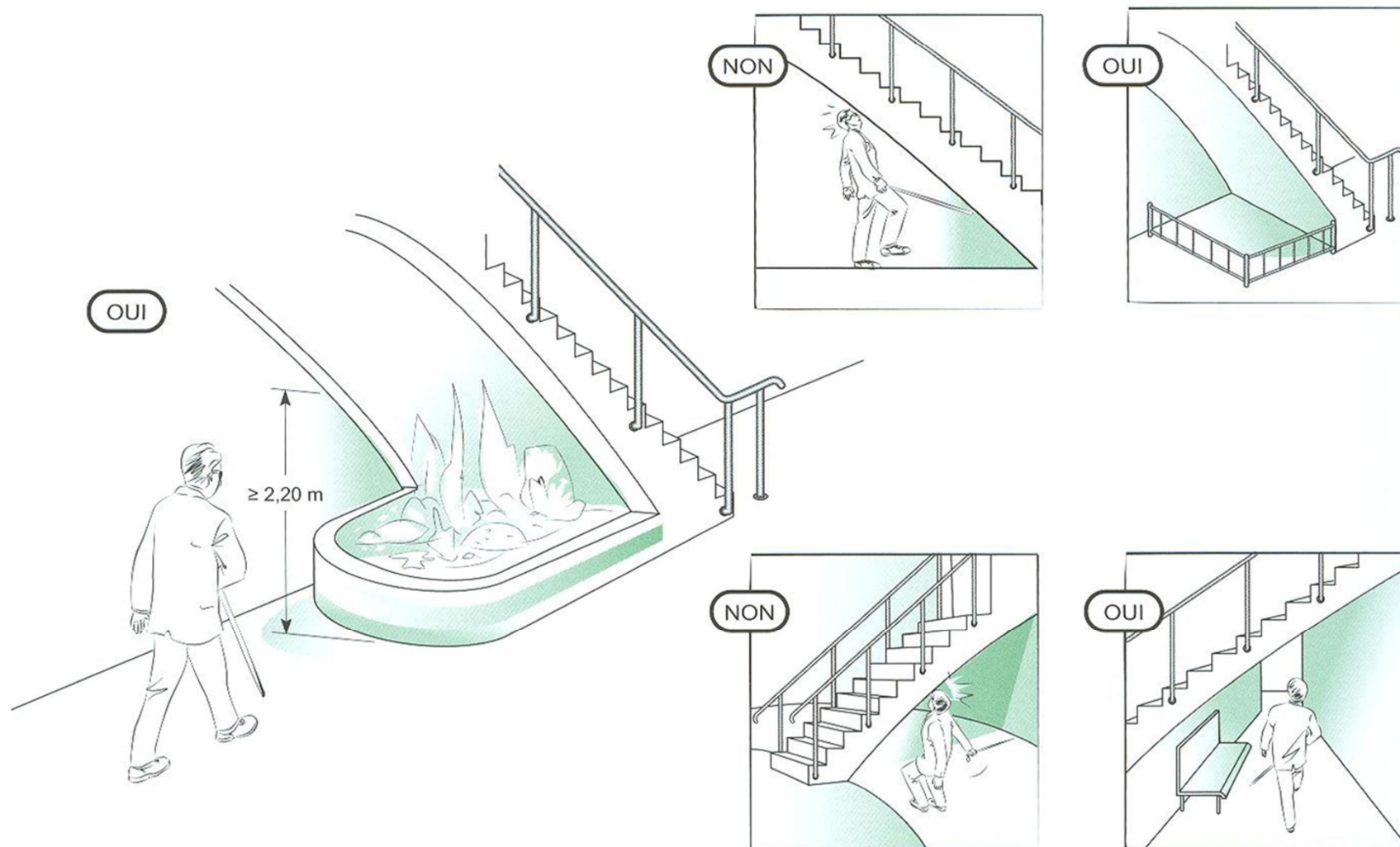
L'application de ces dispositions aux ERP est exigée uniquement lorsqu'ils sont ouverts au public dans des conditions normales de fonctionnement.

	Dimension des marches (m)	
	h	g
BHC neuf	$\leq 0,17$	$\geq 0,28$
BHC existant en cas de contraintes structurelles	$\leq 0,17$	$\geq 0,28$
MI ou BHC neuf : escalier à l'intérieur du logement	$\leq 0,18$	$\geq 0,24$
ERP neuf	$\leq 0,16$	$\geq 0,28$
ERP existant en cas de contraintes structurelles	$\leq 0,17$	$\geq 0,28$

Les règles de l'art pour le dimensionnement des marches prévoient : $0,60 \leq 2h + g \leq 0,64$

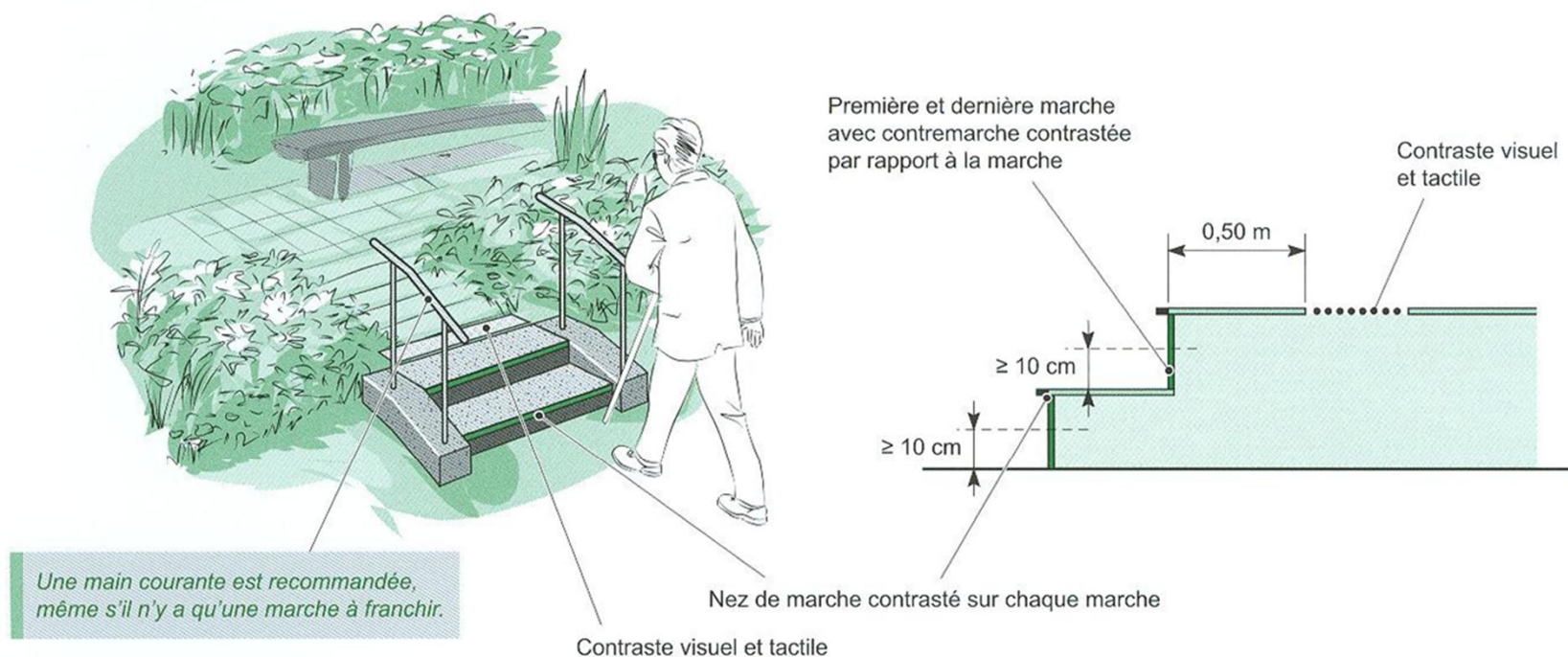
Une hauteur minimale d'échappée de 2 m doit être prévue dans les escaliers.





Escaliers extérieurs < 3 marches des BHC et ERP**5.23**

- L'application de ces dispositions aux ERP est exigée uniquement lorsqu'ils sont ouverts au public dans des conditions normales de fonctionnement.
- Nez de marche :
 - contrastés ;
 - non glissants ;
 - sans débord excessif (non exigé dans un ERP existant en cas de contraintes structurales).



BHC neuf	Ascenseur	> R + 3 ⁽¹⁾
	Réservation	<ul style="list-style-type: none"> • ≤ R + 3 ⁽¹⁾ • >15 logements par cage d'escalier dans les étages ⁽¹⁾ • permis de construire déposé après le 1^{er} janvier 2008
BHC existant		Pas d'obligation réglementaire pour l'installation d'un ascenseur.
ERP neuf		Selon effectif du public admis ⁽²⁾ : <ul style="list-style-type: none"> • ≥ 50 aux étages supérieurs et inférieurs (≥ 100 pour les établissements d'enseignement) ; • < 50 aux étages supérieurs et inférieurs (< 100 pour les établissements d'enseignement) lorsque certaines prestations ne sont pas offertes au rez-de-chaussée.
ERP existant en cas de contraintes structurelles	1 ^{er} groupe	Selon effectif du public admis ⁽²⁾ : <ul style="list-style-type: none"> • ≥ 50 aux étages supérieurs et inférieurs (≥ 100 pour les établissements d'enseignement) ; • < 50 aux étages supérieurs et inférieurs (< 100 pour les établissements d'enseignement) lorsque certaines prestations ne sont pas offertes au rez-de-chaussée.
	5 ^e catégorie	Selon effectif du public admis ⁽²⁾ : <ul style="list-style-type: none"> • ≥ 100 aux étages supérieurs et inférieurs ; • < 100 aux étages supérieurs et inférieurs lorsque certaines prestations ne sont pas offertes au rez-de-chaussée.
	Établissement de type PO (petit hôtel) existant au 21 mars 2007 ⁽³⁾	Ascenseur non exigé : <ul style="list-style-type: none"> • si les prestations et les chambres adaptées prévues à l'article 17 de l'arrêté du 1^{er} août 2006 [fiches 6.16 à 6.18] sont situées au rez-de-chaussée ; • si ces prestations et chambres adaptées présentent une qualité d'usage équivalente à celle des prestations et des chambres situées en étage.

(1) Il s'agit des étages accueillant des logements au-dessus ou au-dessous du rez-de-chaussée. S'il y a plusieurs rez-de-chaussée, le rez-de-chaussée considéré est le niveau d'accès piétons le plus bas depuis l'extérieur. Le niveau de référence n'est pas comptabilisé dans le nombre d'étages. Toute dénivellation des circulations horizontales ≥ 1,20 m détermine un niveau décalé considéré comme un étage.

(2) Les niveaux décalés (c'est-à-dire présentant une dénivellation de plus de 1,20 m entre les circulations horizontales) sont concernés, ainsi que les mezzanines.

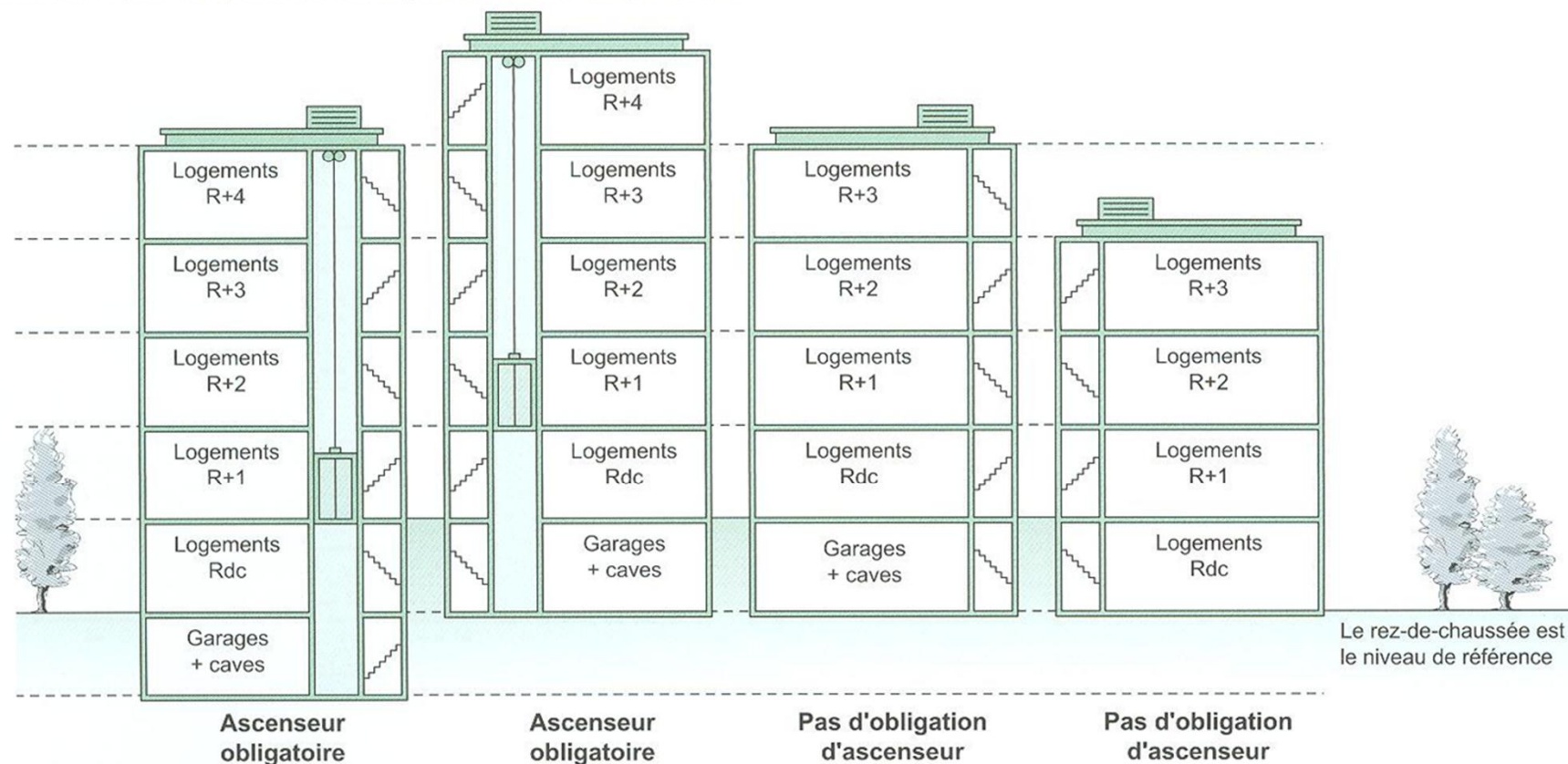
(3) Sont concernés les petits hôtels :

- classés sans étoile, 1 étoile ou 2 étoiles, mais R + 3 maximum (3 étages en plus du rez-de-chaussée);
- non classés mais offrant une gamme de prix et de prestations équivalentes.

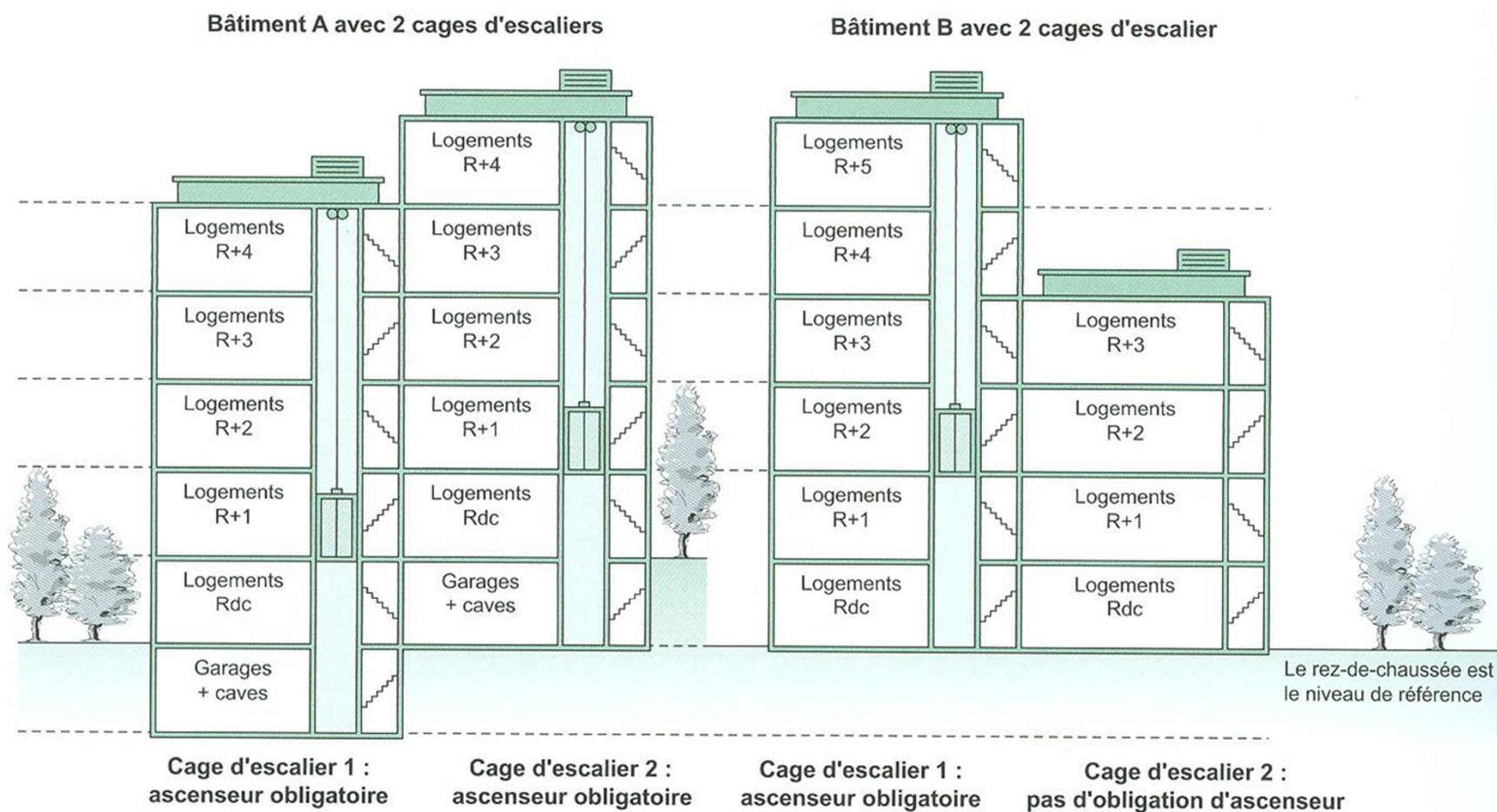
Obligation d'ascenseur : cas des BHC neufs

5.25

- Un ascenseur est obligatoire dans les parties de bâtiment comportant plus de 3 étages accueillant des logements au-dessus ou au-dessous du rez-de-chaussée. S'il y a plusieurs rez-de-chaussée, le rez-de-chaussée considéré est le niveau d'accès piétons le plus bas depuis l'extérieur.
- Le comptage des étages s'effectue à partir du plus bas niveau d'accès depuis l'extérieur. Ce niveau de référence n'est pas comptabilisé dans le nombre d'étages.
- Tous les niveaux décalés (c'est-à-dire présentant une dénivellation de plus de 1,20 m entre les circulations horizontales) et comportant des logements sont comptabilisés.



Cas des bâtiments comportant plusieurs cages d'escaliers

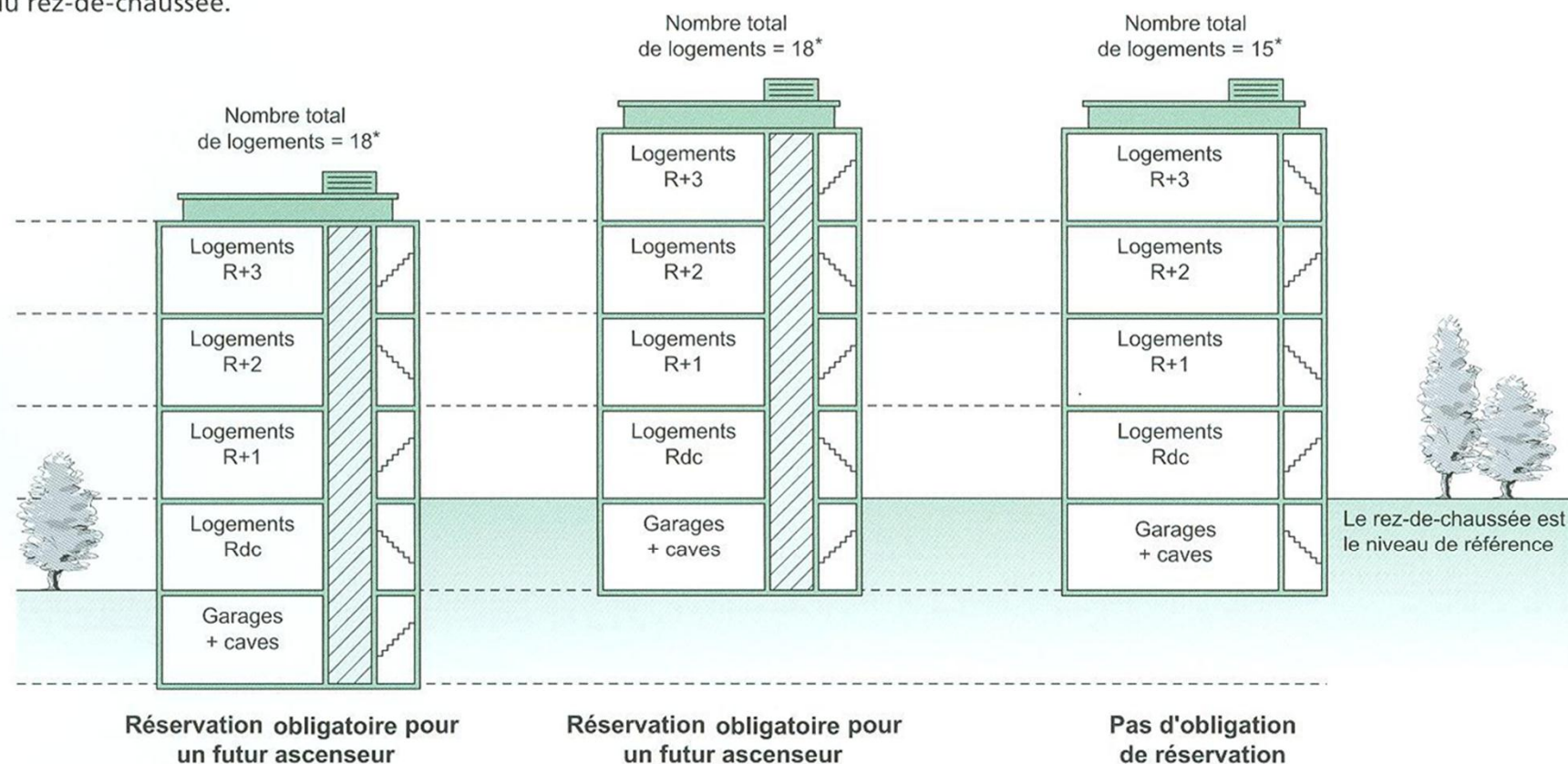


Obligation de réservation pour un futur ascenseur : cas des BHC neufs

5.26

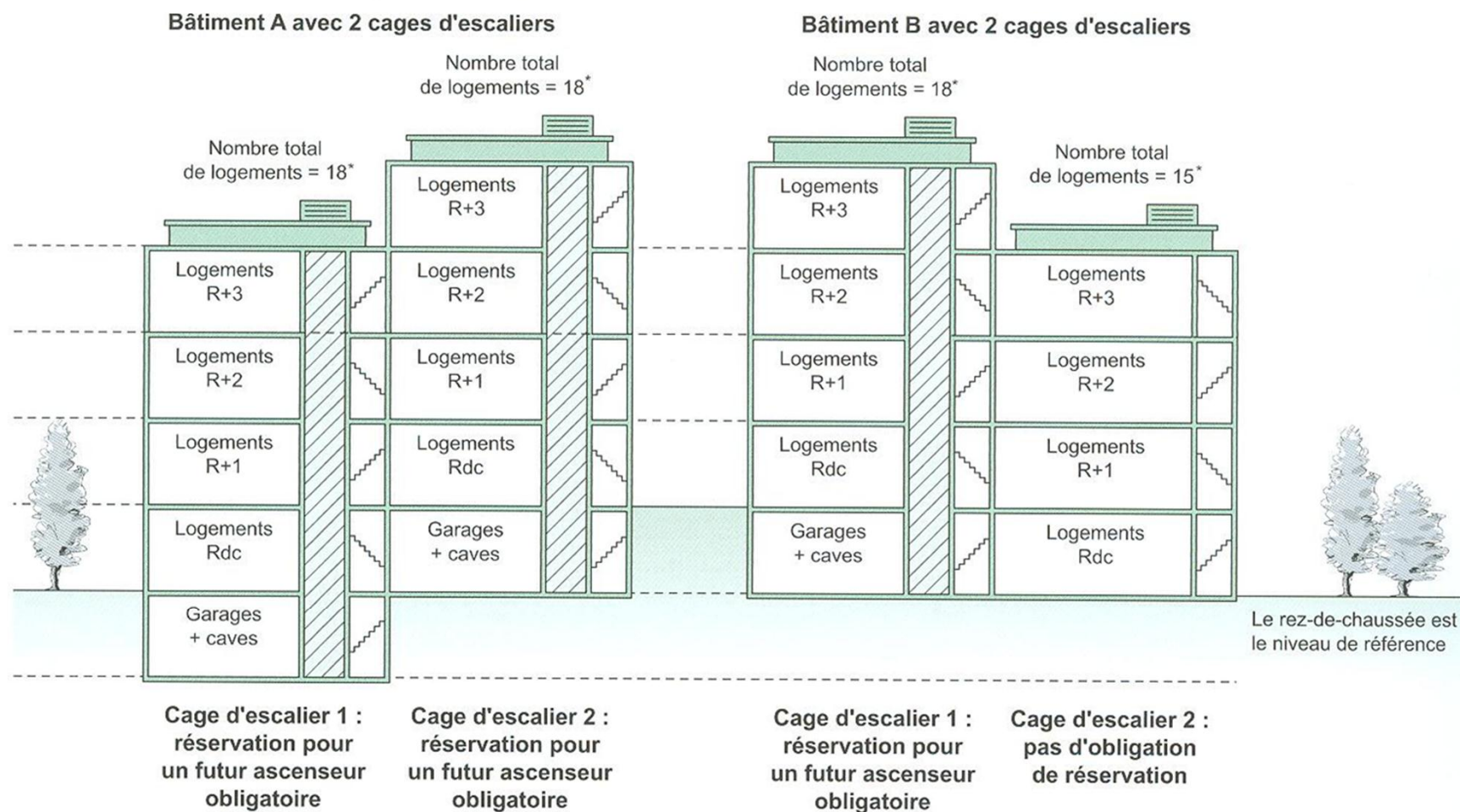
Lorsque le permis de construire a été déposé après le 1^{er} janvier 2008, une réservation pour un futur ascenseur est obligatoire si le bâtiment :

- comporte 3 étages ou moins de 3 étages ;
- et accueille plus de 15 logements par cage d'escalier dans les étages au-dessus ou au-dessous du rez-de-chaussée.



* Logements situés au niveau d'accès non comptabilisés.

Cas des bâtiments comportant plusieurs cages d'escaliers



* Logements situés au niveau d'accès non comptabilisés.

• *L'installation ultérieure de l'ascenseur ne devra pas entraîner la modification des structures et des circulations existantes.*

Le futur ascenseur :

- *sera prévu dès la conception du bâtiment, en prenant en compte les contraintes structurelles, acoustiques et thermiques ;*
- *devra desservir tous les étages accueillant des logements, des caves, des parcs de stationnement et des locaux collectifs.*

• *Si l'ascenseur est prévu à l'intérieur de la construction, il faut, dès la construction du bâtiment :*

- *mettre en œuvre le gros œuvre (fosse, gaine, ventilations, local machine, etc.) ainsi que les isolants acoustiques ou thermiques imposés réglementairement ;*
- *réaliser en maçonnerie de petits éléments les condamnations provisoires des baies palières ;*
- *prendre en compte dans les calculs de structures les réservations dans les planchers destinées aux éventuelles trappes d'accès.*

• *Si l'ascenseur est prévu à l'extérieur, rapporté à la façade, il faut que :*

- *les circulations intérieures desservies par le futur équipement soient en contact avec la façade où sera située la réservation ;*
- *la façade comporte les réservations des futures portes palières.*

Il faut également vérifier que les documents d'urbanisme de la commune permettent cette implantation et que le futur permis de construire pour cet ascenseur pourra être accordé.

- Les ascenseurs doivent être conformes à la norme NF EN 81-70 (ou règles équivalentes), qu'ils soient installés :
 - dans un bâtiment neuf ou dans un bâtiment existant ;
 - par obligation réglementaire ou par choix du maître d'ouvrage.

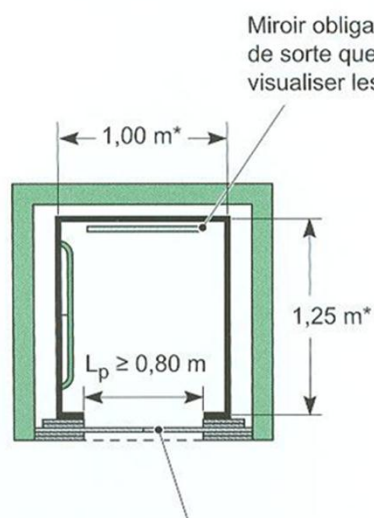
Il est à noter que les ascenseurs marqués CE ne répondent pas forcément aux critères d'accessibilité exigés par la norme NF EN 81-70.

- L'ascenseur installé doit desservir :
 - dans un BHC : tous les étages comportant des logements, des locaux collectifs, des caves ou des celliers et des parcs de stationnement ;
 - dans un ERP : tous les étages comportant des locaux ouverts au public.
- L'ascenseur doit être repéré ou visible depuis l'accès au bâtiment.
Si plusieurs ascenseurs desservent les étages de façon sélective, une signalisation adaptée doit être mise en place [fiche 5.31] :
 - depuis l'entrée ou le hall ;
 - et à proximité des commandes d'appel.

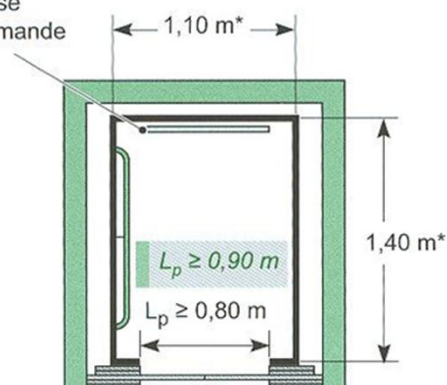


- Un escalier mécanique ou plan incliné ne peuvent pas remplacer un ascenseur obligatoire.
- Dans les ERP, une dérogation peut permettre de remplacer un ascenseur par un appareil élévateur à usage permanent et respectant la réglementation en vigueur. Il est à noter que l'installation d'un appareil élévateur n'est plus admise pour les constructions neuves.

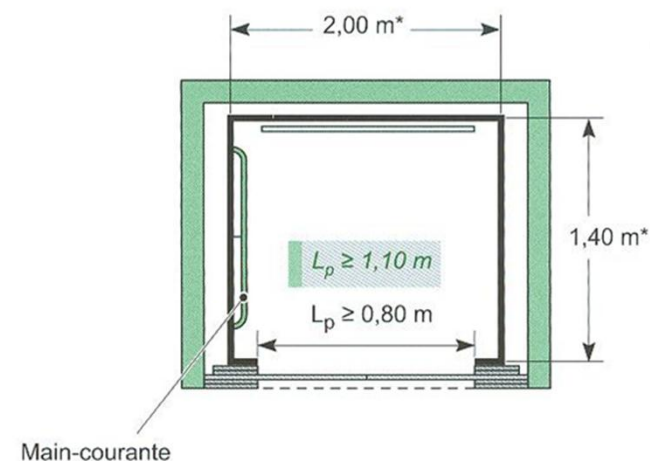
Appareils de type 1 (450 kg)



Appareils de type 2 (630 kg)



Appareils de type 3 (1 275 kg)



Portes de cabines et paliers automatiques à coulissement horizontal

Précision d'arrêt de la cabine : $\pm 1 \text{ cm}$

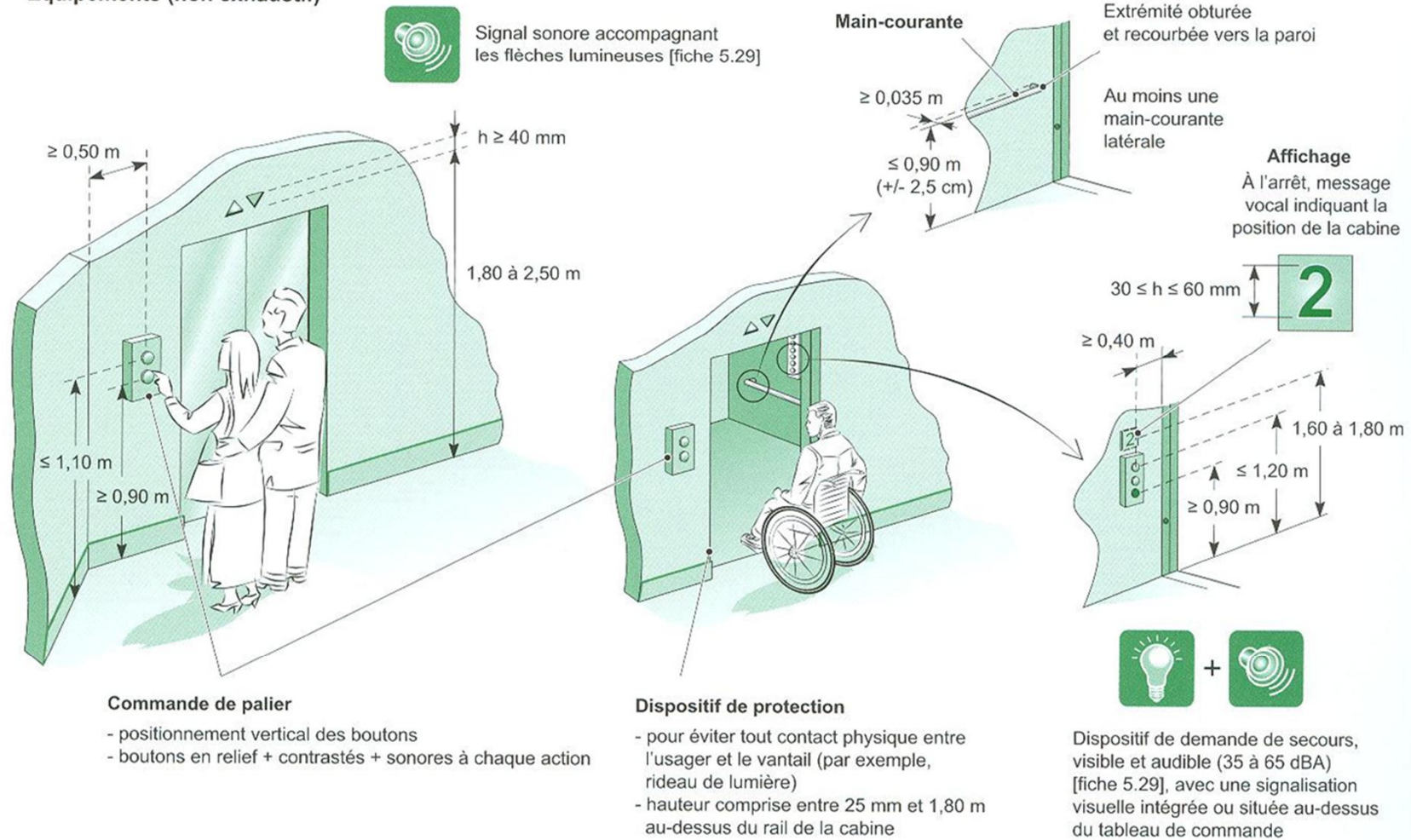
Précision de nivelage : $\pm 2 \text{ cm}$

(L_p : largeur de passage libre)

La largeur de porte L_p minimale requise est 0,80 m quel que soit le type de cabine.

* Dimensions mesurées entre les parois de la structure intérieure de la cabine. Attention, les éléments de décoration ne doivent pas réduire de plus de 15 cm les dimensions de la cabine.

Équipements (non exhaustif)



Boutons

- Peuvent être ronds ou carrés
- Surface active des boutons $\geq 490 \text{ mm}^2$, $D \geq 20 \text{ mm}$, en relief + contraste
- Hauteur du symbole : 15 à 40 mm
- Signal sonore à chaque appui sur le bouton
- Force pour appuyer : 2,5 à 5 N
- Hauteur du relief du symbole $\geq 0,8 \text{ mm}$



Bouton alarme : déclenche le dispositif de demande de secours.
Fond jaune



Bouton ouverture



Bouton fermeture



etc. **Symboles pour les étages**



Niveau de sortie

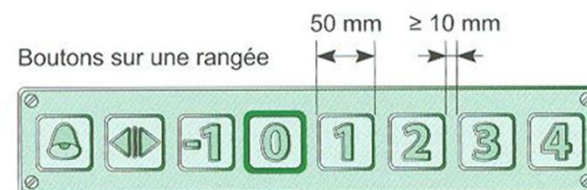
Pourtour de 5 mm en saillie par rapport aux autres boutons
(de préférence en vert)

En cas de demi-niveau, rez-de-jardin par exemple, il n'est pas possible d'installer un bouton avec le symbole RDJ car il est nécessaire d'utiliser les symboles numériques habituels. Cependant, il est possible de rajouter une signalétique à côté du bouton afin d'indiquer le niveau rez-de-jardin.

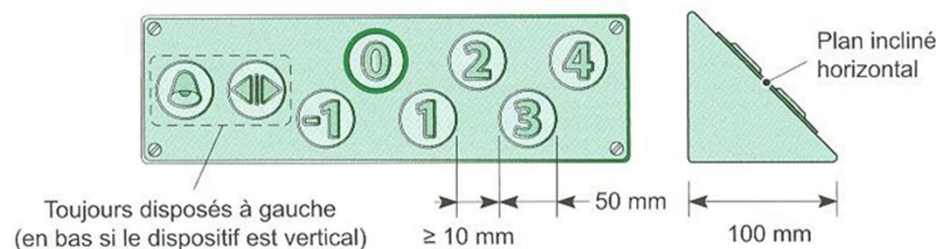
Emplacement du dispositif de commande dans la cabine

- Sur le côté droit en entrant dans la cabine, si les portes sont à ouverture centrale
- Sur le côté de la fermeture de la porte, si la porte est à ouverture latérale
- Si l'ouverture est possible sur les deux côtés, une deuxième commande est nécessaire à côté de la seconde sortie.

Dispositif de commande (peut être vertical ou horizontal)



Boutons sur deux rangées en quinconce



L'ordre des boutons d'étage est :

- du bas vers le haut pour un dispositif vertical ;
- de la gauche vers la droite et du bas vers le haut pour les colonnes multiples.

Dans les BHC existants

Si des travaux de modification sont engagés, concernant :

- la signalisation palière du mouvement de la cabine ;
- le panneau de commande en cabine ;
- ou le dispositif de demande de secours ;

les modifications doivent respecter certaines exigences décrites ci-après.

Dans les ERP existants

Au moins un ascenseur par batterie doit être remis en conformité. Les équipements concernés sont :

- la signalisation palière du mouvement de la cabine ;
- le panneau de commande en cabine ;
- et le dispositif de demande de secours.

**Signalisation palière
du mouvement de la cabine
par deux flèches lumineuses**



Au début de l'ouverture
des portes

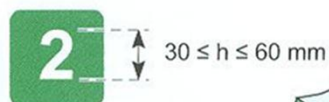
Réglable
entre
35 et 65 dB

BHC : uniquement dans les halls
ne desservant pas de logements.

ERP : deux signaux différents
indiquent la descente et la montée.

Modification du panneau de commande existant à l'intérieur de la cabine *

Indicateur de position de la cabine



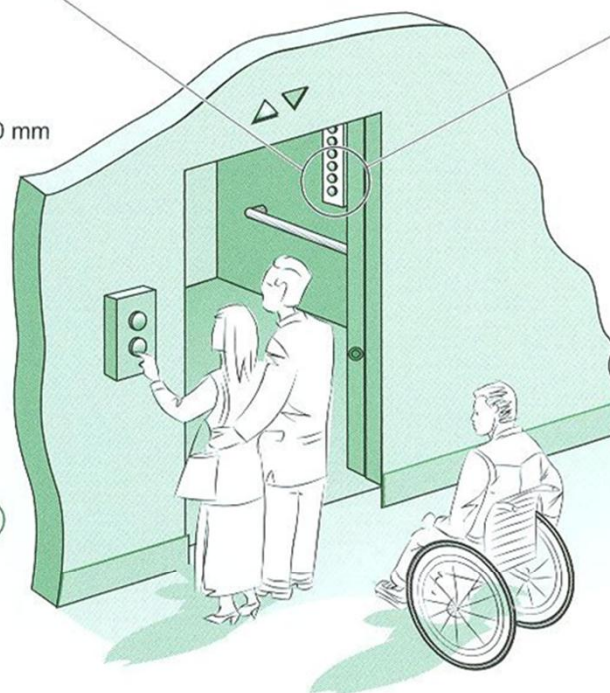
$30 \leq h \leq 60 \text{ mm}$

Réglable entre 35 et 65 dB

À l'arrêt de la cabine



Réglable entre 35 et 65 dB



Modification ou remplacement du dispositif de demande de secours, équipé de signalisations visuelles et sonores



Témoin jaune



Réglable entre 35 et 65 dB

Confirmation de l'**émission** de la demande de secours



Témoin vert



Réglable entre 35 et 65 dB

Confirmation de l'**enregistrement** de la demande de secours



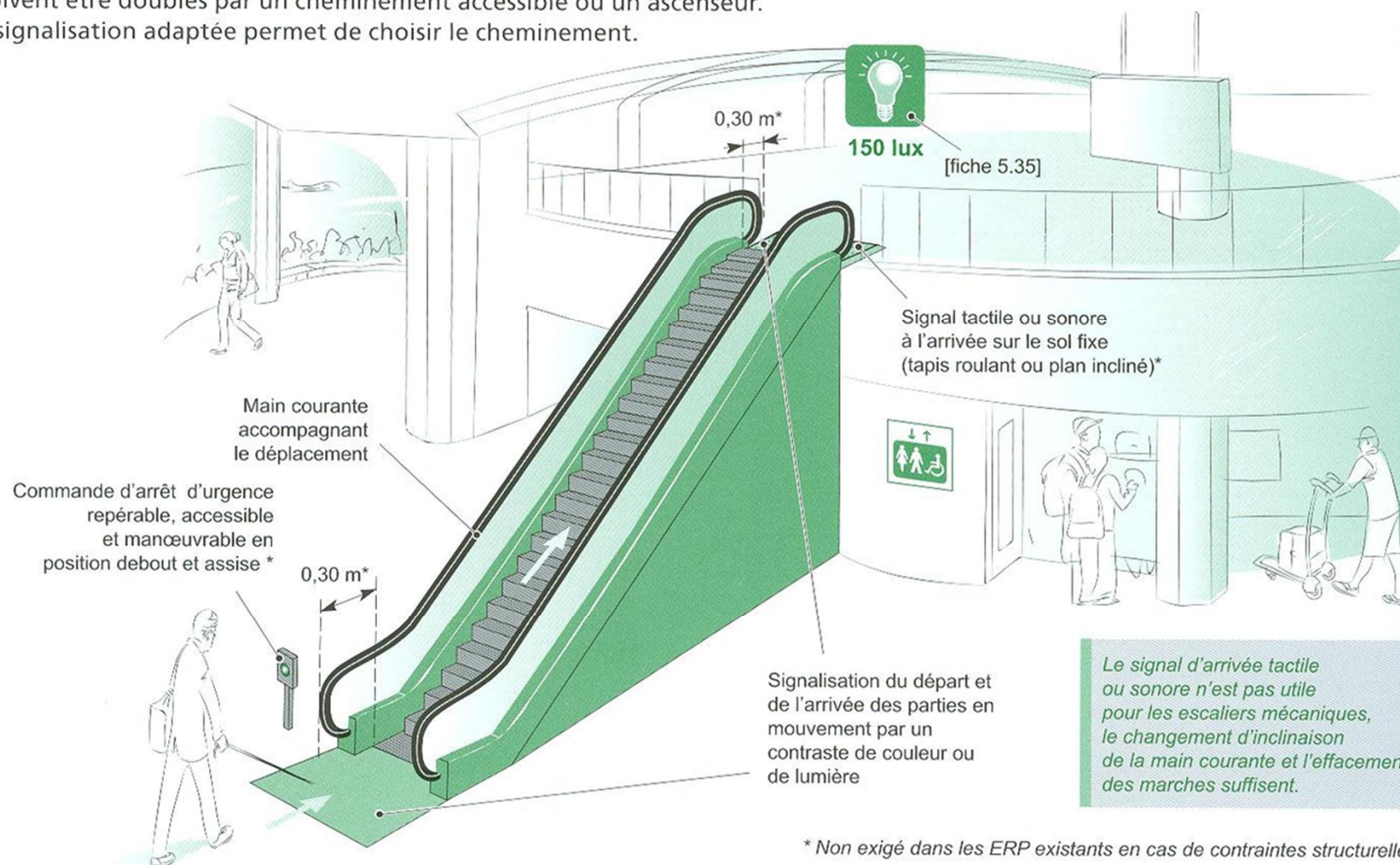
Aide à la communication (boucle magnétique)



Numéros en relief (uniquement pour les BHC)

* Le remplacement d'un ou plusieurs boutons de commande en cabine n'est pas considéré comme une modification du panneau de commande.

- Un tapis roulant, un escalier ou un plan incliné mécaniques ne peuvent pas remplacer un ascenseur.
- Ils doivent être doublés par un cheminement accessible ou un ascenseur.
- Une signalisation adaptée permet de choisir le cheminement.



* Non exigé dans les ERP existants en cas de contraintes structurelles

3 critères sont à respecter pour mettre en place une signalisation adaptée :

Visibilité

- Informations regroupées.
- Supports contrastés par rapport à l'environnement.
- Signalisation choisie, positionnée et orientée pour éviter les reflets, l'éblouissement et les effets de contre-jour.
- Vision et lecture en position debout comme assise (hauteur $\leq 2,20$ m).
- Approche possible à moins de 1 m.

Lisibilité

Informations contrastées par rapport au support.

Caractères de hauteur ≥ 15 mm ($\geq 4,5$ mm dans certains cas).

Compréhension

Utilisation d'icônes et de pictogrammes normalisés à chaque fois que cela est possible.

	Point d'information pour personnes aveugles ou malvoyantes		Cheminement adapté		Escalier pour monter		Entrée		Toilettes
	Point d'information pour personnes sourdes ou malentendantes		Ascenseur adapté		Escalier pour descendre		Sortie		Téléphone
	Point d'information en langue des signes		WC adapté		Places de stationnement adaptées		Point de rencontre		Restaurant

Accès au bâtiment : dispositifs de commande d'accès ou de communication

Arrêtés du 1^{er} août 2006 modifiés,
art. 2 (ERP et BHC), 4 (ERP et BHC)
et 18 (MI)

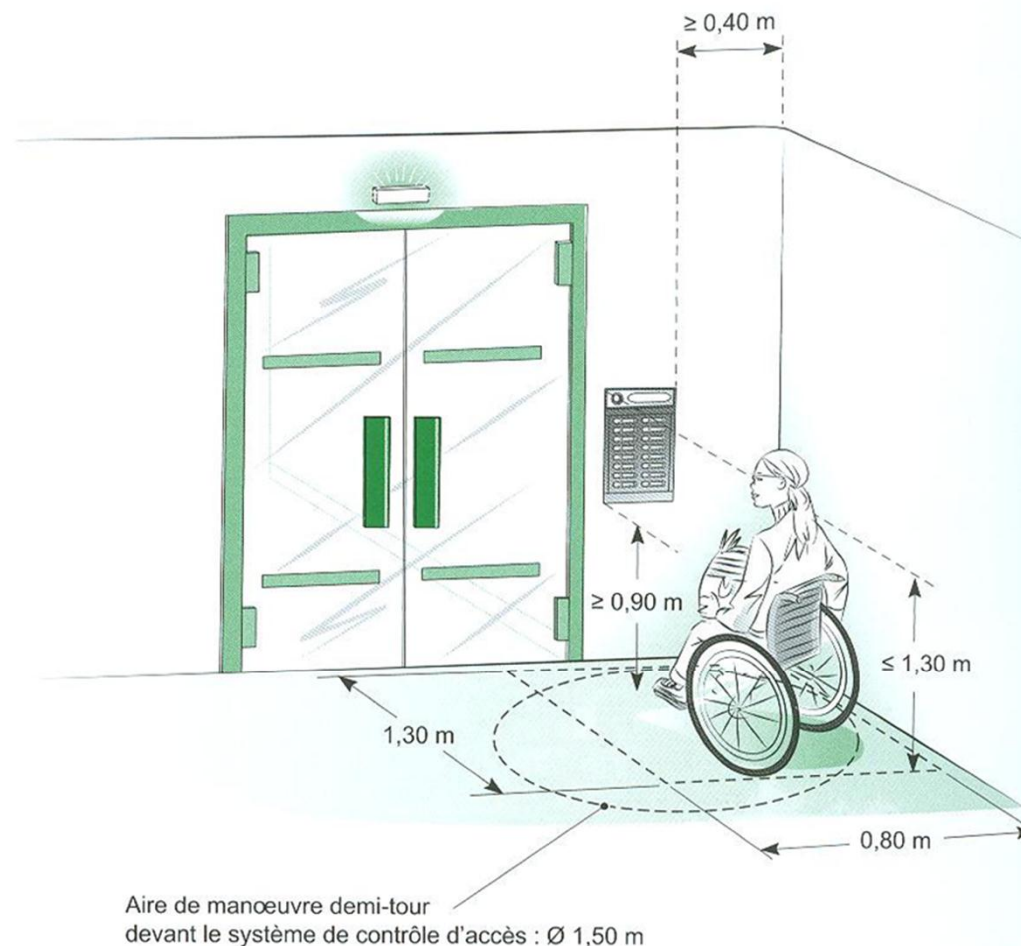
Références

Ces dispositions concernent :

- les commandes à actionner (claviers, interrupteurs) ;
- les éléments permettant d'échanger des informations (écrans, haut-parleurs, microphones).

Implantation

- Les entrées principales doivent être facilement repérables, au moyen d'éléments architecturaux ou par l'emploi de matériaux différents ou contrastés.
- Le dispositif de contrôle d'accès doit être facilement repérable, par un contraste visuel ou signalétique, conformément à l'annexe 3 de l'arrêté du 1^{er} août 2006 modifié [fiche 5.31]. Il ne doit pas être situé dans une zone d'ombre.
- Lorsque l'affichage du nom des occupants et l'installation de boîtes aux lettres sont prévus, ces informations et équipements doivent être situés au niveau d'accès principal du bâtiment.



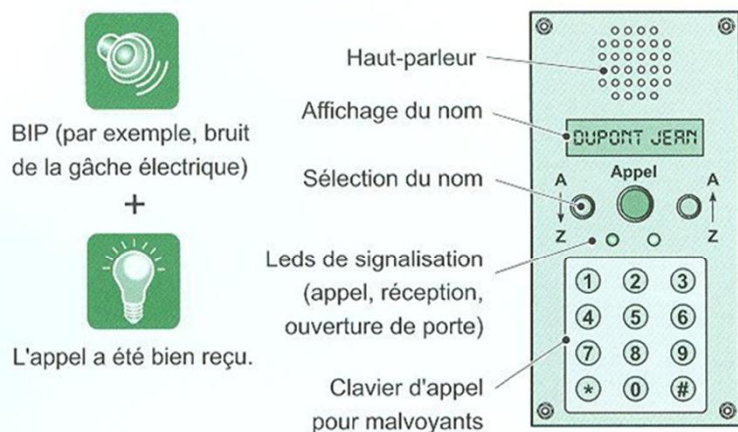
- S'il y a un interphone :

- dans un BHC, il est muni d'un écran vidéo chez l'occupant et d'une boucle magnétique pour les combinés (le combiné peut ne pas être installé à l'origine afin de laisser le libre choix du dispositif au futur occupant) ;
- dans un ERP, il est muni d'un écran vidéo pour le personnel en cas de vision indirecte de l'utilisateur par le personnel.

Si l'interphone est installé dans un BHC, il faut assurer dans tous les cas la présence d'une caméra sur la platine de rue et d'un système permettant d'acheminer l'image du visiteur à l'intérieur de chacun des logements.

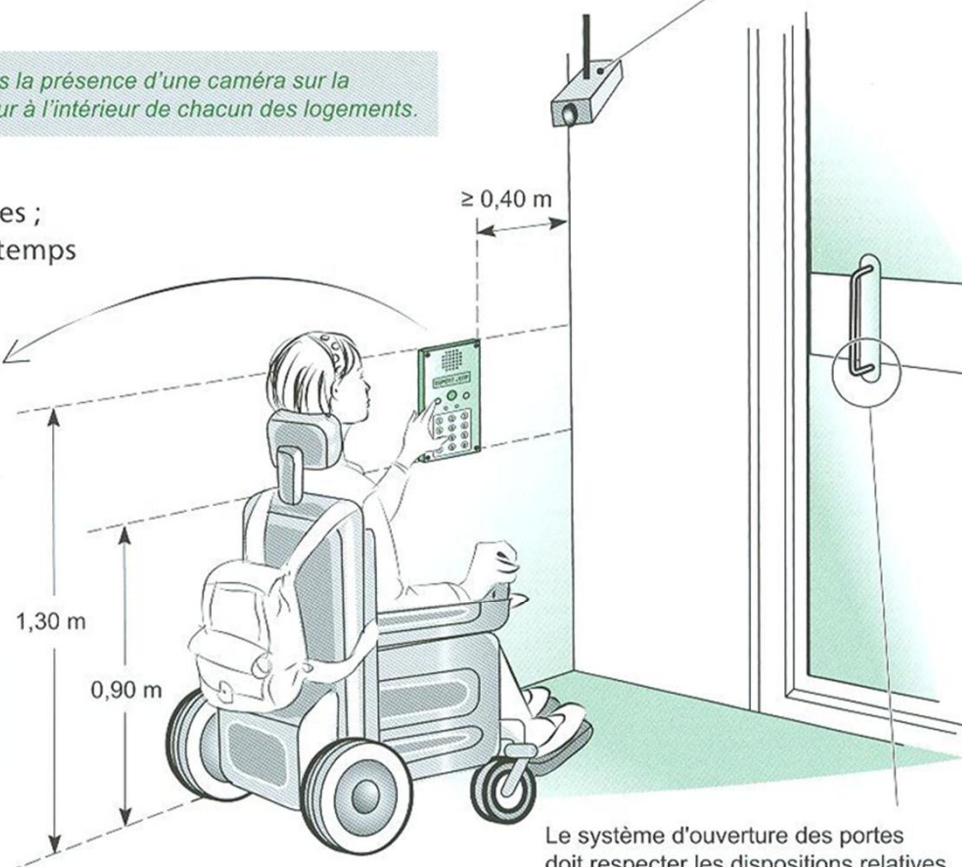
- Si le dispositif de déverrouillage est électrique :

- soit la commande d'ouverture et la poignée sont proches ;
- soit le système permet de régler la temporisation et le temps de déverrouillage choisi est suffisamment long.



Il convient d'éviter les systèmes nécessitant des enchaînements de manipulations complexes ou rapides.

La caméra est installée de façon à visualiser les personnes de toutes tailles.



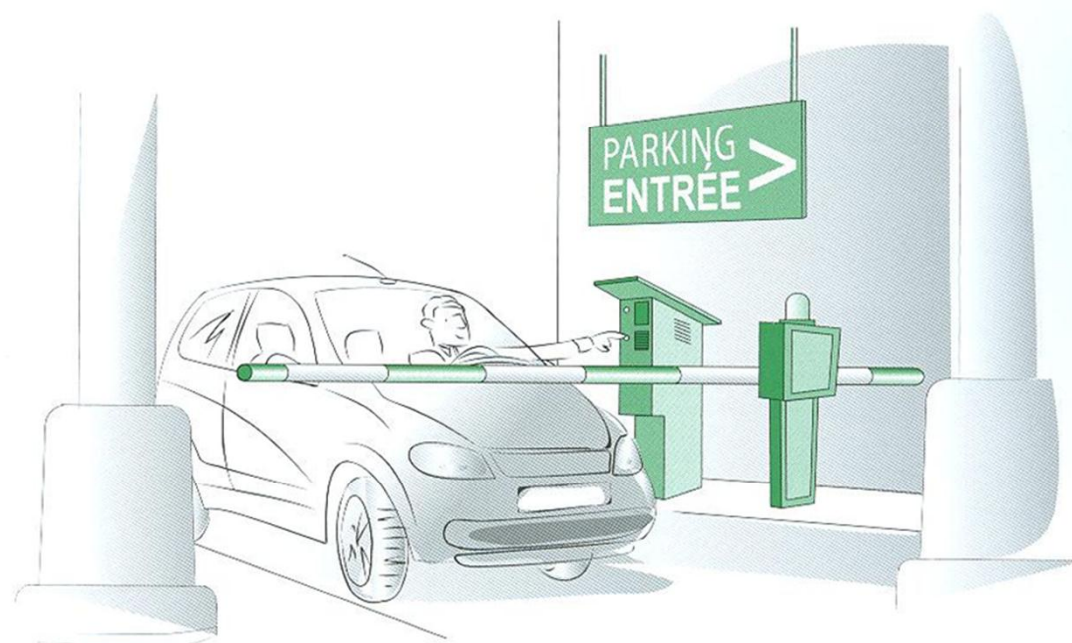
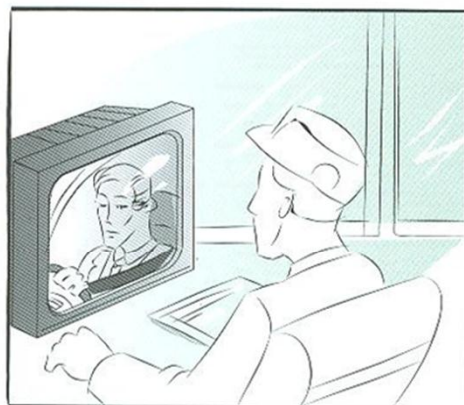
Le système d'ouverture des portes doit respecter les dispositions relatives à l'atteinte et à l'usage [fiches 5.17 et 5.18].

**Dispositifs de commande d'accès ou de sortie :
cas des parcs de stationnement dans les ERP**Arrêté du 1^{er} août 2006 modifié, art. 3

Références

Si le contrôle d'accès ou de sortie n'est pas visible directement par le personnel :

- le signal lié au fonctionnement du système est à la fois visuel et sonore ;
- l'appareil permet au personnel de visualiser le conducteur.



Arrêtés du 1^{er} août 2006 modifiés,
art. 9 (ERP) et 7 (BHC)

Références

Revêtements des sols, murs et plafonds

- Les revêtements des sols, murs et plafonds ne doivent pas occasionner de gêne visuelle ou sonore.

- Les tapis posés ou encastrés :

- ont une dureté suffisante pour ne pas gêner la progression des fauteuils ;
- créent un ressaut ≤ 2 cm.

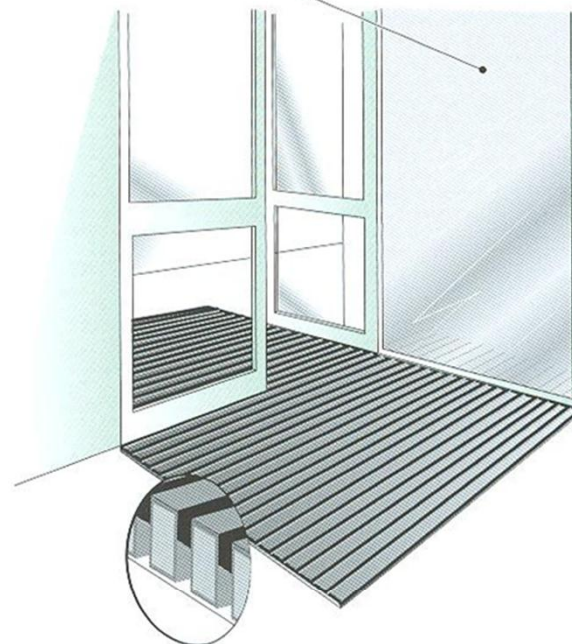
Les revêtements et les éléments absorbants mis en œuvre :

- dans les circulations intérieures communes desservant les logements et les halls des BHC ;
 - dans les espaces des ERP réservés à l'accueil et à l'attente du public ainsi que dans salles de restauration des ERP ;
- doivent présenter une aire d'absorption équivalente ≥ 25 % de la surface au sol.

Il appartient au maître d'ouvrage de déterminer les surfaces concernées et de fournir les caractéristiques acoustiques des matériaux installés.

Si des miroirs sont installés, il faut veiller à ce que leurs reflets :

- ne soient pas source d'éblouissement,
- ne créent pas de risque de confusion dans le cheminement.



Exemples de tapis adaptés :

- Tapis brosse en fibre de coco, à préférer sous forme tressée.
- Caoutchouc alvéolé, avec maillons de caoutchouc armé de fibres.
- Produit mixte en caoutchouc tramé et aluminium.



	Bâtiments visés	Valeur d'éclairement (lux)
Cheminement extérieur	ERP BHC MI	20
Circulation piétonne des parcs de stationnement (couverts ou non)	ERP BHC	50
Parc de stationnement	ERP BHC	20
Circulation horizontale intérieure	ERP BHC	100
Escaliers communs intérieurs	ERP BHC	150
Équipements mobiles	ERP	150
Postes d'accueil	ERP	200
Locaux collectifs	BHC MI	100

- Si un détecteur de présence est installé, il faut prévoir le recouvrement des zones pour éviter l'extinction lors du passage d'une zone à l'autre.
- Si l'éclairage est temporisé, son extinction doit être progressive.
- L'orientation des sources lumineuses doit empêcher l'éblouissement direct des usagers en position debout et assise ou l'apparition de reflets sur la signalétique.

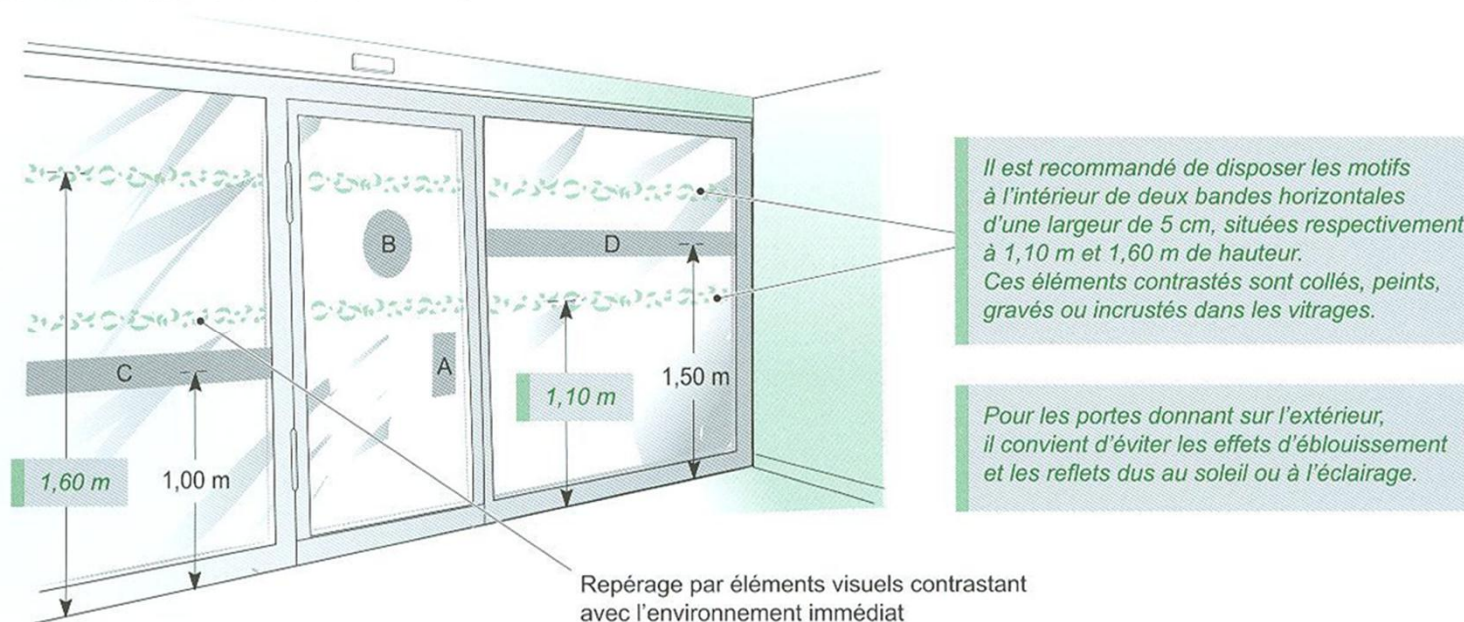
Portes ou parois vitrées à proximité du cheminement

5.36

Le repérage des vitrages peut se faire soit selon les dispositions fixées par le DTU 39 (en gris sur l'illustration) soit par des bandes (en violet sur l'illustration).

Visualisation des vitrages selon le DTU 39

- Pour les portes avec encadrement, la visualisation peut être créée :
 - soit par une poignée, horizontale ou verticale, d'une surface $\geq 400 \text{ cm}^2$ (A) ;
 - soit par un motif opaque $\geq 100 \text{ cm}^2$ situé à environ 1,50 m du sol fini (B) ;
 - soit par tout autre dispositif de même valeur.
- Pour les autres vitrages, la visualisation peut être créée :
 - soit par un bandeau d'une surface $\geq 400 \text{ cm}^2$ par m^2 de dimension horizontale de vitrage et situé à environ 1 m du sol fini (C) ;
 - soit par un motif opaque $\geq 100 \text{ cm}^2$, par fraction de 1,50 m de dimension horizontale de vitrage et situé à environ 1,50 m du sol fini (D) ;
 - soit par tout autre dispositif de même valeur posé dans les mêmes conditions.



Repérage et dimensions des places de stationnement adaptées

Arrêtés du 1^{er} août 2006 modifiés,
art. 3 (ERP et BHC) et 19 (MI)
Arrêté du 21 mars 2007, art. 4
Références

	Nombre de places adaptées	Localisation	Repérage
BHC (stationnement pour les habitants)	5 % du nombre total de places	<ul style="list-style-type: none"> • Soit à l'entrée du bâtiment. • Soit à proximité de l'ascenseur. 	Non exigé
BHC (stationnement pour les visiteurs)	5 % du nombre total de places		Marquage au sol
MI	Au moins une place accessible ⁽¹⁾	<ul style="list-style-type: none"> • Soit sur la parcelle. • Soit à l'extérieur de la parcelle mais à une distance ≤ 30 m de l'accès à la parcelle ⁽²⁾, la place pouvant être commune à plusieurs MI. 	Non exigé
ERP	Si le nombre total de places est : ≤ 500 : 2 % ; > 500 : fixé par arrêté municipal.	À proximité : – de l'entrée ; – du hall d'accueil. – ou de l'ascenseur. <i>La localisation n'est pas exigée dans les ERP en cas de contraintes structurelles.</i>	<ul style="list-style-type: none"> • Marquage au sol. • Signalisation verticale.

(1) Dans le cas où deux places sont prévues sur la parcelle, une en extérieur et une dans le garage, une des deux doit être accessible, de préférence celle du garage. De même, s'il y a en plus une place à l'extérieur de la parcelle, il est recommandé, en dernier recours, que cette place soit la place adaptée commune et à moins de 30 m de la maison.

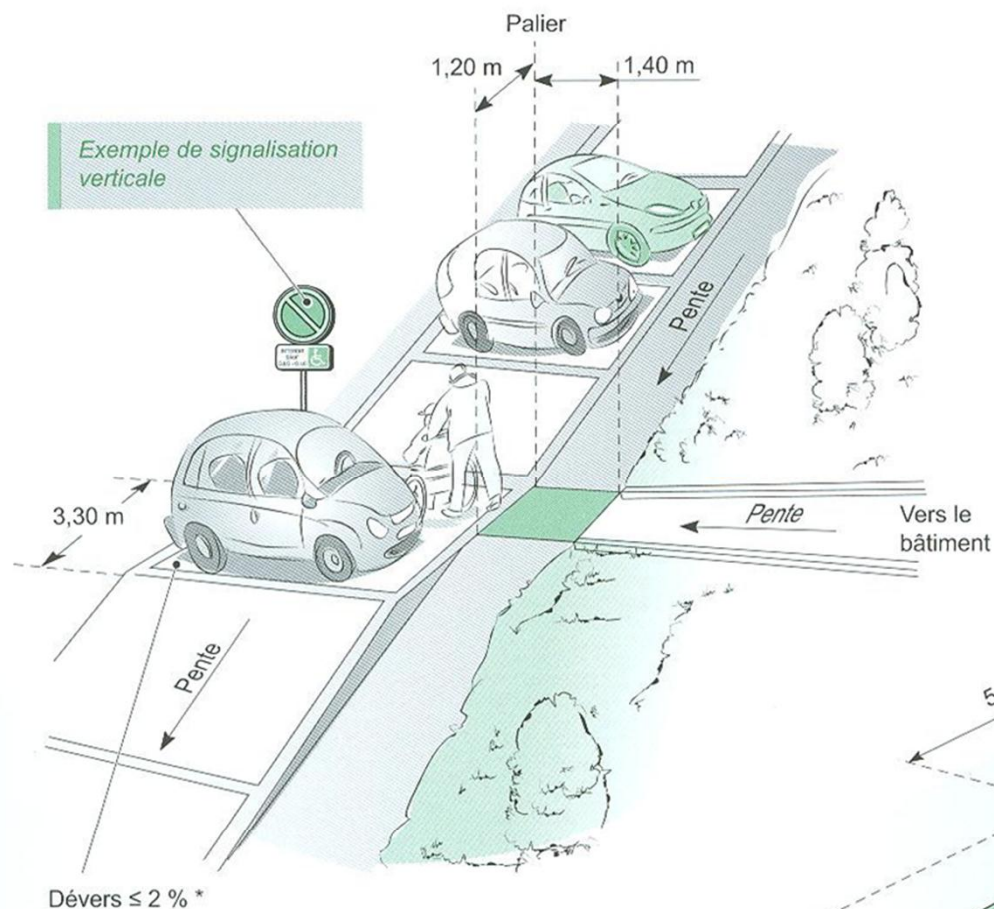
(2) Par accès à la parcelle, on entend l'accès au terrain propre à la maison individuelle. Si la maison n'a pas de jardin privatif, il paraît raisonnable de mesurer la distance de 30 m à partir de l'entrée propre de la maison.

Dans le cas d'un BHC sans obligation d'ascenseur avec des logements au rez-de-chaussée et des places de stationnement en sous-sol, des places adaptées et accessibles sont nécessaires. Il faut donc :

- soit prévoir un ascenseur desservant tous les étages et le sous-sol. Dans ce cas, tous les logements des étages seront également à adapter ;
- soit prévoir des places adaptées en extérieur accessibles depuis l'entrée du bâtiment ;
- soit envisager une demande de dérogation au motif que « la présence de constructions empêche l'aménagement d'une rampe suffisamment longue ».

Si le parc de stationnement ouvert au public d'un ERP comprend des places en intérieur et en extérieur, les 2 % de places adaptées ne sont pas nécessairement réparties entre l'extérieur et l'intérieur. C'est la proximité de l'entrée, du hall d'accueil ou de l'ascenseur qui doit primer.

Lorsque l'offre de stationnement pour visiteurs est répartie en plusieurs endroits, ne possédant pas tous des places adaptées, il faut indiquer dès l'accès à la zone de stationnement la localisation des places adaptées.



Le dévers peut être pris dans la longueur ou dans la largeur de la place afin de prendre en compte l'écoulement des eaux.

* $\leq 3\%$ dans un ERP existant en cas de contraintes structurelles

** Non exigé dans un ERP existant en cas de contraintes structurelles



[fiche 5.35]

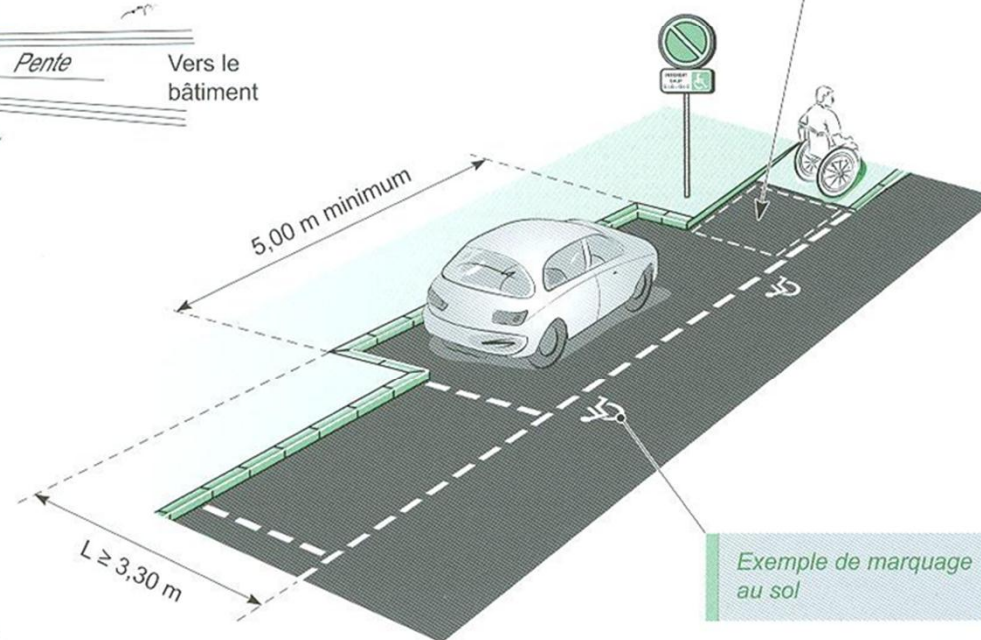
50 lux

Circulations piétonnes du parc de stationnement couvert ou non

20 lux

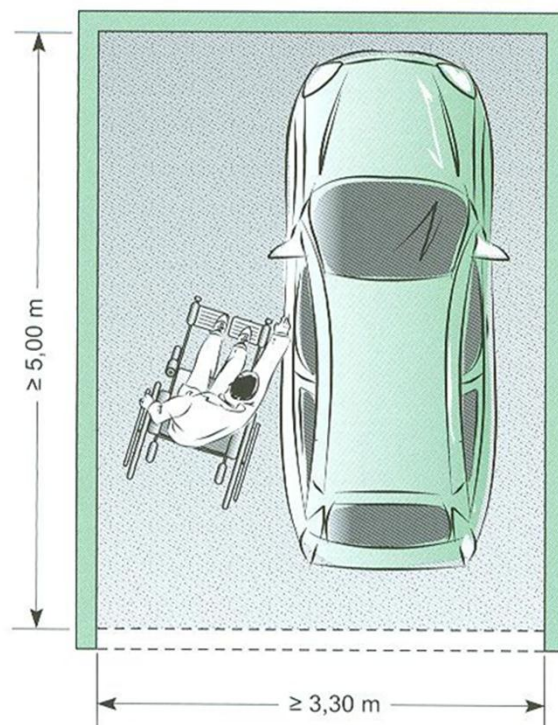
En tout point du parc de stationnement

Raccordement horizontal, sans ressaut > 2 cm, au cheminement d'accès à l'entrée du bâtiment ou de l'ascenseur, sur une longueur de 1,40 m au dévers près ($\leq 2\%$) **



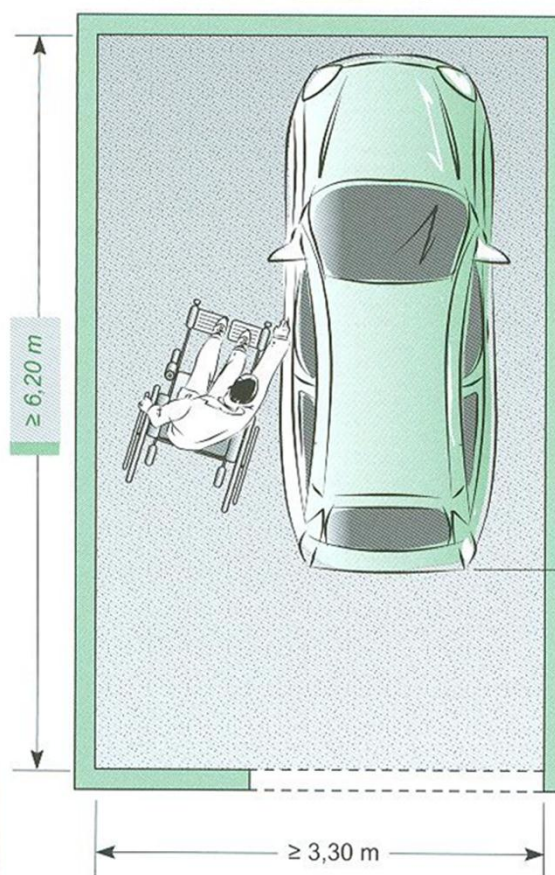
Une personne en fauteuil roulant doit pouvoir sortir du véhicule stationné.

Taille de garage standard
Porte élargie

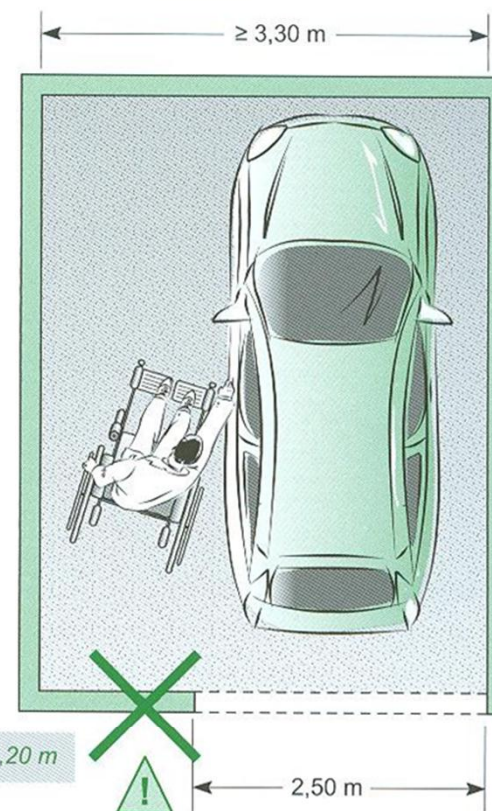


Une autre solution consiste à créer une seconde porte de 0,80 m dans le retour de paroi afin de permettre le passage de la personne en fauteuil roulant.

Porte standard (< 3 m)
Longueur de garage augmentée



Les valeurs d'éclairage ne sont pas exigées
à l'intérieur des box fermés.



La manœuvre de la porte (ou éventuellement du dispositif de protection) doit respecter les dispositions d'atteinte et d'usage des dispositifs de commande (position, force, facilité de manœuvre en position assise).

Prescriptions techniques spécifiques aux ERP et IOP

A green square containing a large white number 6, indicating the chapter or section number.

6

ERP

L'article R. 123-2 du Code de la construction et de l'habitation donne la définition des établissements recevant du public :

« Constituent des établissements recevant du public tous bâtiments, locaux et enceintes dans lesquels des personnes sont admises, soit librement, soit moyennant une rétribution ou une participation quelconque, ou dans lesquels sont tenues des réunions ouvertes à tout venant ou sur invitation, payantes ou non. Sont considérées comme faisant partie du public toutes les personnes admises dans l'établissement à quelque titre que ce soit en plus du personnel. »

IOP

Les installations ouvertes au public ne bénéficient d'aucune définition réglementaire du fait de la grande variété des installations concernées.

Cette notion est venue compléter la notion d'ERP, pour définir certains lieux qui ne sont pas concernés par le règlement de sécurité incendie, mais auxquels la réglementation relative à l'accessibilité s'applique néanmoins.

Sont ainsi considérés comme IOP :

- les espaces publics ou privés desservant les ERP ainsi que les équipements qui y sont installés, sauf lorsqu'ils requièrent par conception des aptitudes physiques particulières (par exemple, les jeux pour enfants en superstructure, les murs d'escalade ou encore les pistes de ski n'ont pas à respecter les règles d'accessibilité) ;*
- les aménagements permanents et non rattachés à un ERP, comme les circulations principales d'un parc ou les parties non flottantes des ports de plaisance (en revanche, les aménagements naturels, comme les sentiers de randonnée ou les plages, ne sont pas des IOP) ;*
- les parties non bâties des terrains de camping et autres terrains aménagés pour l'hébergement touristique.*

Il est à noter que le mobilier urbain ainsi que les aménagements situés sur la voirie publique ne relèvent pas des règles relatives aux ERP et aux IOP, mais de celles relatives à la voirie (décrets n° 2006-1657 et n° 2006-1658, arrêté du 15 janvier 2007).

Arrêté du 1^{er} août 2006 modifié,
art. 5, 9 et 14

Références

Banque d'accueil

En présence de plusieurs guichets, au moins un guichet doit être :

- accessible ;
- prioritairement ouvert ;
- signalé dès l'entrée du bâtiment.



L'aire d'absorption équivalente des revêtements (sols, murs et plafonds) et des éléments absorbants doit être d'au moins 25 % de la surface du sol [fiche 5.34].

Guichet adapté dans sa totalité

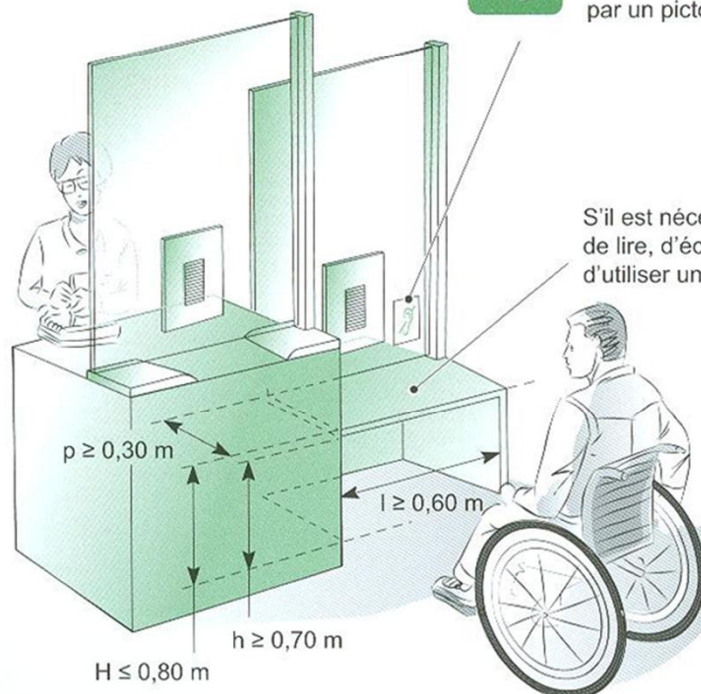


≥ 200 lux

[fiche 5.35]



Si l'accueil est sonorisé, prévoir une boucle magnétique pour prothèse auditive signalée par un pictogramme.

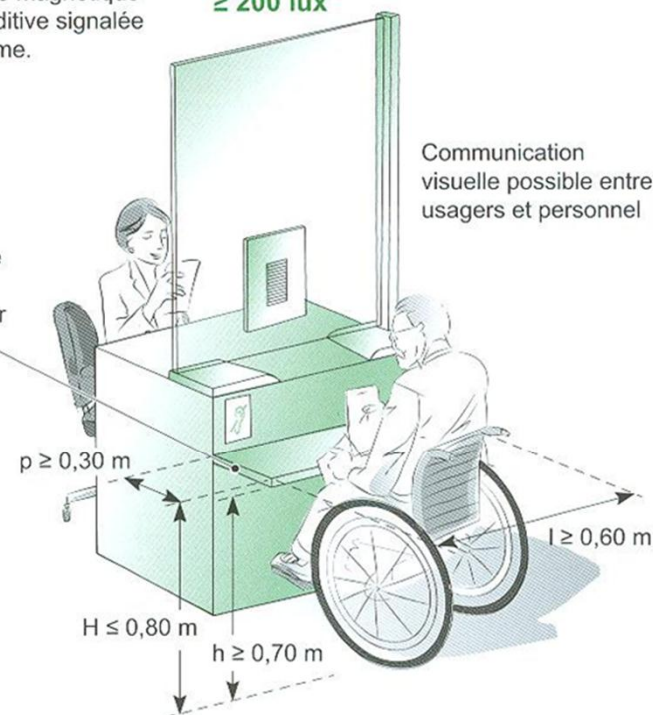


Guichet adapté par la mise en œuvre d'une tablette



≥ 200 lux

[fiche 5.35]



Règles applicables aux équipements et dispositifs de commande pour le public

Arrêté du 1^{er} août 2006 modifié,
art. 11 et annexe 3

Références

En présence de plusieurs équipements et dispositifs de commande, au moins un équipement ou dispositif par groupe doit être accessible.

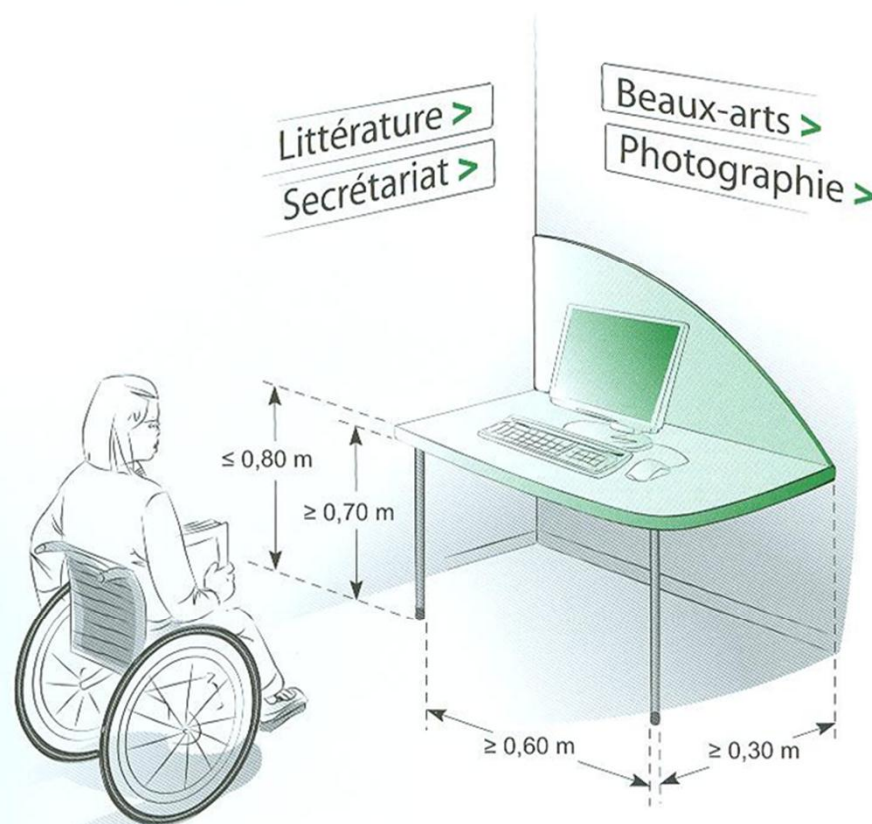
Un espace d'usage de 1,30 × 0,80 m est prévu devant chaque équipement ou dispositif.

Commandes manuelles	Repérées par un contraste visuel ou tactile	
Équipements nécessitant de voir, lire, parler et/ou entendre	Repérés par un éclairage particulier ou un contraste visuel	$0,90 \leq h \leq 1,30$ m
Éléments de mobilier permettant de lire un document, d'écrire et/ou d'utiliser un clavier	Repérés par un éclairage particulier ou un contraste visuel	$h \leq 0,80$ m Vide en partie inférieure : $p \geq 0,30$ m, $l \geq 0,60$ m et $h \geq 0,70$ m
Dispositifs de communication et d'information	Guichet d'information ou de vente manuelle	Si la communication avec le personnel est sonorisée, il faut prévoir une boucle magnétique signalée par un pictogramme.
	<ul style="list-style-type: none"> • Information sonore • Point d'affichage instantané 	Doublée par une information visuelle
	Éléments de signalisation et d'information	Conformes à l'annexe 3 de l'arrêté du 1 ^{er} août 2006 [fiches 5.31 et 6.5]

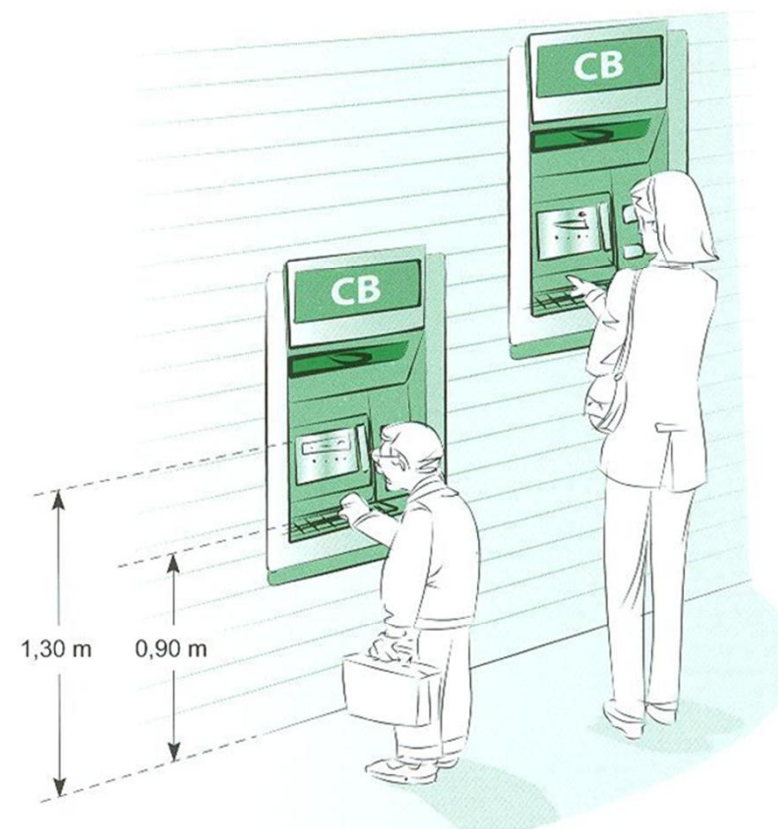
Atteinte des équipements et dispositifs de commande pour le public

6.4

Éléments de mobilier permettant de lire un document, d'écrire et/ou d'utiliser un clavier

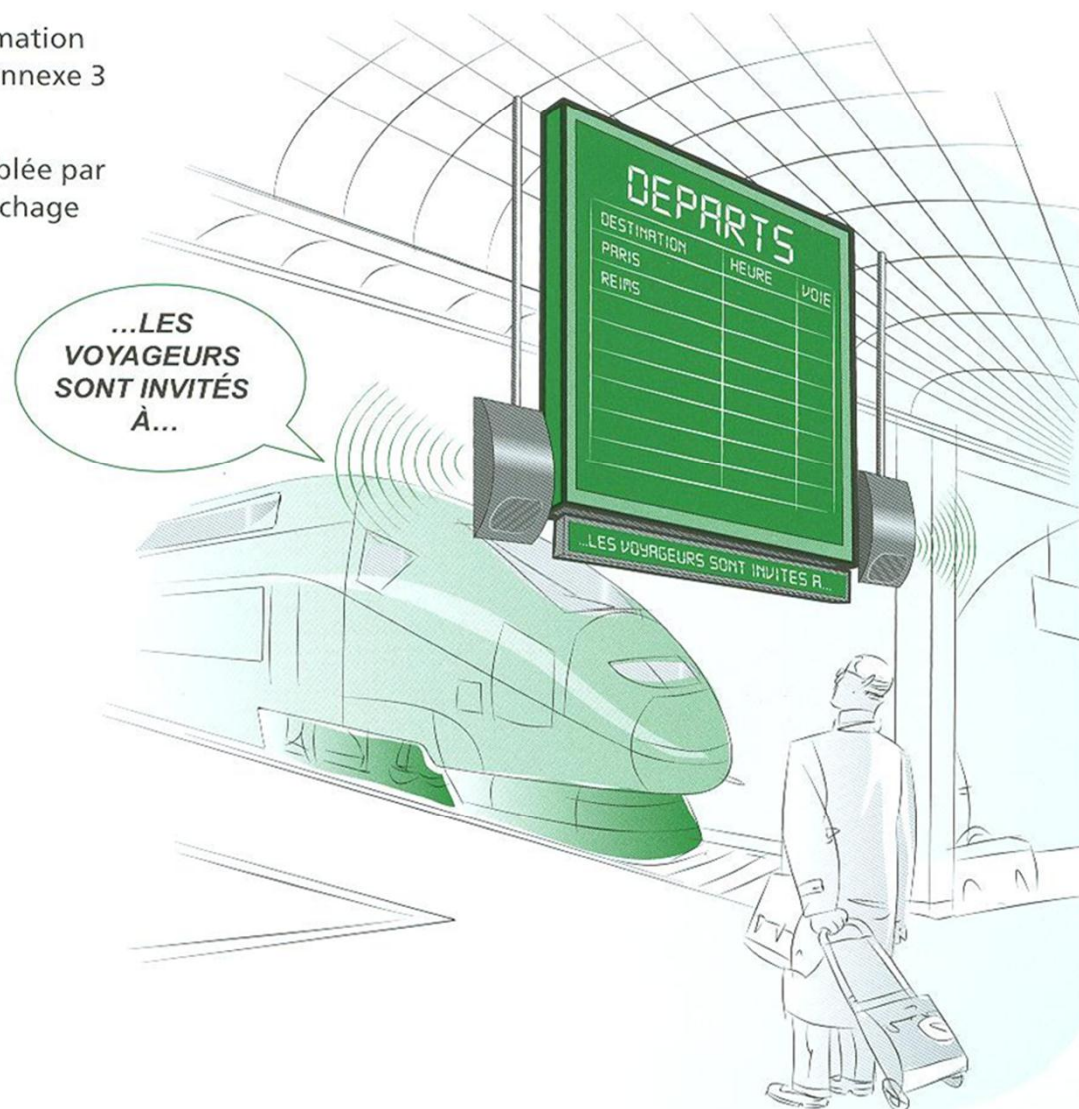


Commande manuelle et équipements nécessitant de voir, lire, parler et/ou entendre



- Les éléments de signalisation et d'information doivent être adaptés, conformément à l'annexe 3 de l'arrêté du 1^{er} août 2006 [fiche 5.31].
- Toute information sonore doit être doublée par une information visuelle si un point d'affichage instantané existe.

Réciproquement, il est recommandé que toute information visuelle soit doublée par une information sonore, si cela est techniquement possible.



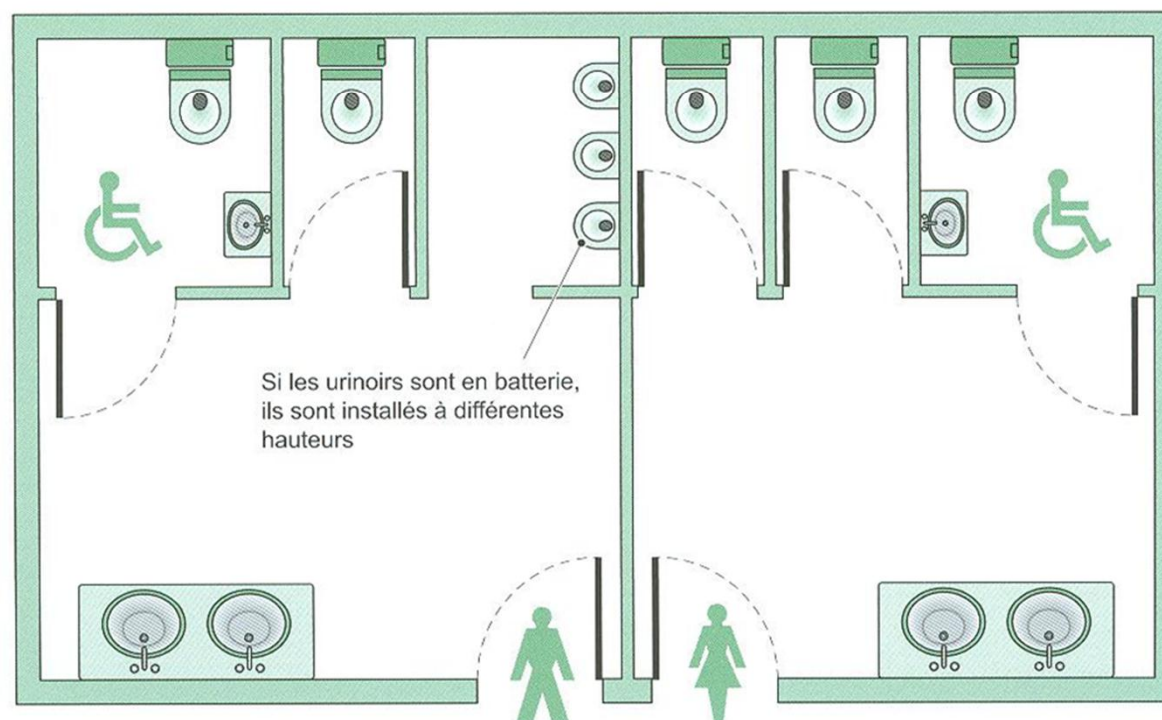
Arrêté du 1^{er} août 2006 modifié, art. 12
Arrêté du 21 mars 2007, art. 9

Références

Nombre et emplacement des cabinets d'aisances

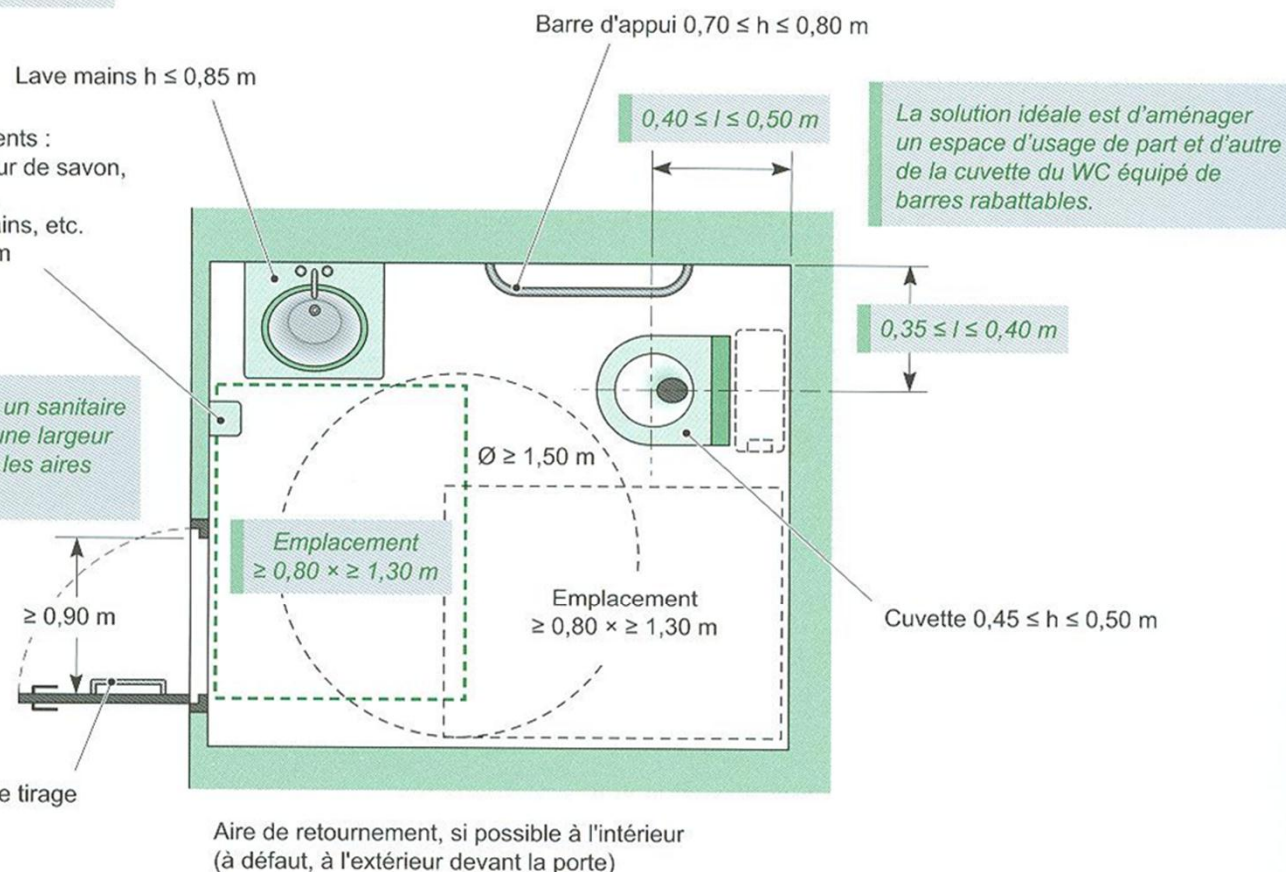
- Les sanitaires prévus pour le public doivent comporter au moins un cabinet d'aisances accessible par niveau.
- Les cabinets d'aisances adaptés doivent se situer au même emplacement que les autres.
- Si les cabinets d'aisances sont séparés pour chaque sexe, un cabinet d'aisances accessible séparé doit être aménagé pour chaque sexe.

Dans les ERP existants, en cas de contraintes structurelles, l'aménagement d'un cabinet d'aisances accessible n'est pas exigé pour chaque sexe, si un cabinet adapté est accessible aux personnes des deux sexes directement depuis les circulations communes.





Il faut privilégier les dispositifs de détection de présence pour l'éclairage des sanitaires.



La solution idéale est d'aménager un espace d'usage de part et d'autre de la cuvette du WC équipé de barres rabattables.

Lorsqu'un sas précède l'accès à un sanitaire adapté, ce sas devra présenter une largeur minimale de 1,40 m et respecter les aires de manœuvre de portes.

Exemples de configurations réglementaires des cabinets d'aisances

6.8

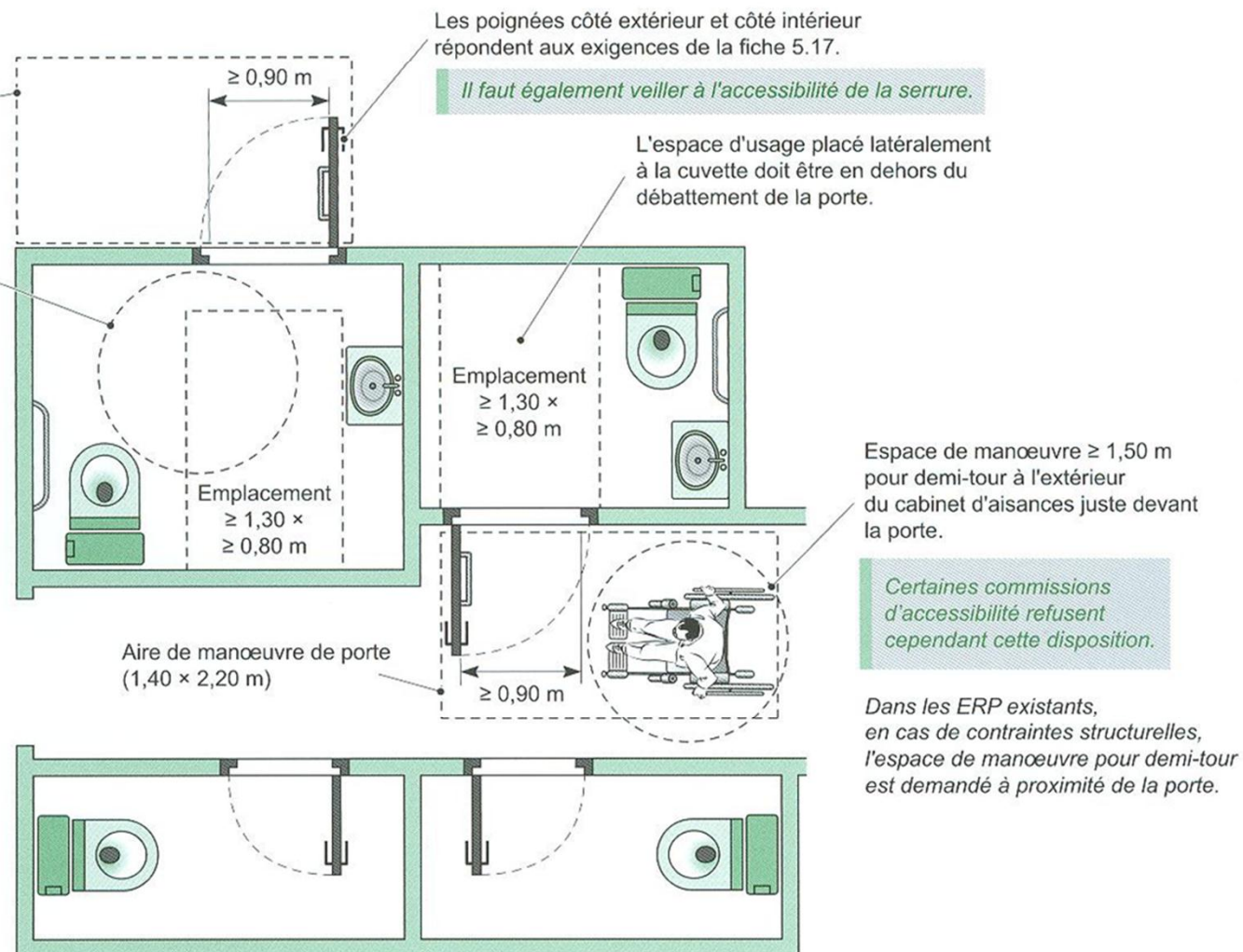
Arrêté du 1^{er} août 2006 modifié, art. 12

Références

L'aire de manœuvre de porte (1,40 × 2,20 m) est obligatoire devant la porte du sanitaire adapté côté extérieur

Espace de manœuvre ≥ 1,50 m pour demi-tour à l'intérieur du cabinet d'aisances (configuration à privilégier)

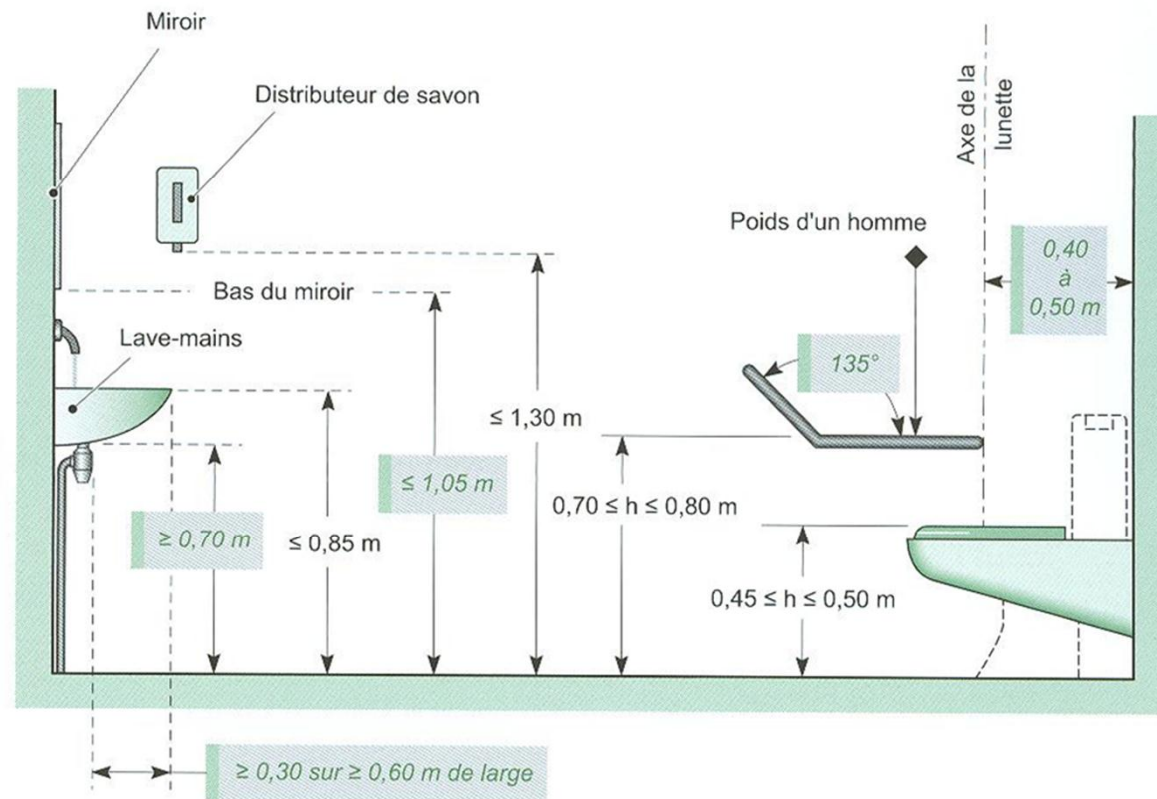
Il est admis que l'espace d'usage associé à l'aire de manœuvre pour demi-tour dispense de prévoir une aire de manœuvre de porte à l'intérieur du cabinet d'aisances.





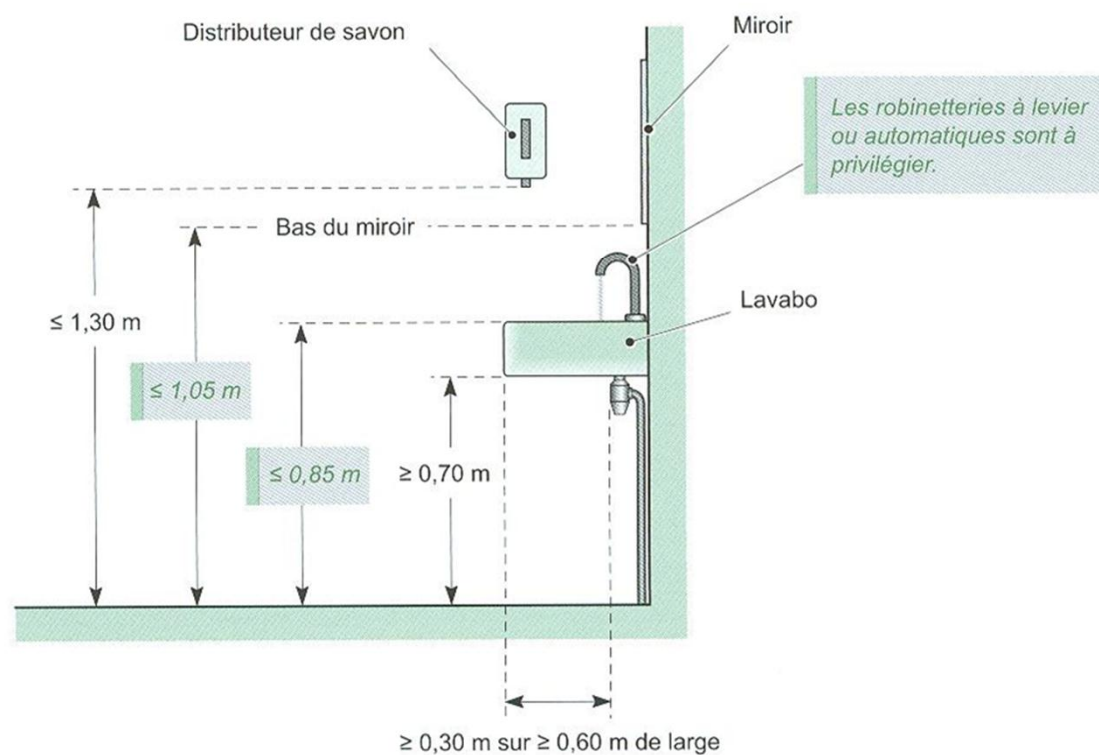
Pour un accès frontal, la hauteur libre sous l'équipement doit être d'au moins 0,70 m.

Cette hauteur libre n'est pas exigée pour les lave-mains à accès latéral.



Lavabos accessibles**6.10**

Un lavabo, ou au moins un lavabo par groupe de sanitaires, doit être accessible.
Il en va de même pour les miroirs, distributeurs de savon et sèche-mains.



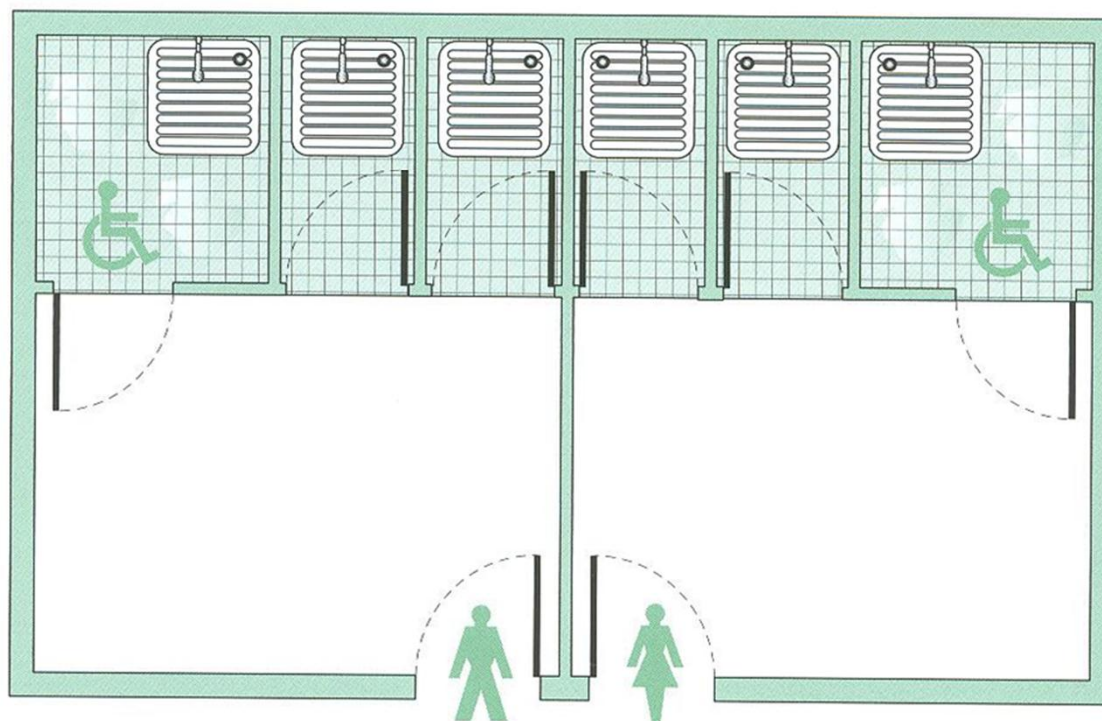
6.11

Nombre de douches et de cabines accessibles

Arrêté du 1^{er} août 2006 modifié, art. 18

Références

- Au moins une cabine d'habillage ou de déshabillage doit être accessible par un cheminement adapté.
- Au moins une douche doit être accessible par un cheminement adapté.
- Les douches ou les cabines adaptées doivent être situées au même emplacement que les autres.
- Si les douches ou les cabines sont séparées pour chaque sexe, il faut aménager au moins une douche ou une cabine séparée pour chaque sexe.



Caractéristiques des cabines accessibles

6.12

Lorsque plusieurs cabines sont aménagées, il est recommandé de prévoir un accès latéral par la gauche pour une partie des cabines et par la droite pour l'autre partie. L'accès latéral minimal réglementaire peut utilement être complété par un accès frontal.

Équipements permettant de s'asseoir et de disposer d'un appui debout

Les équipements permettant de s'asseoir peuvent être fixes ou mobiles, avec une hauteur d'assise comprise entre 0,45 et 0,50 m.

Les barres d'appui doivent comporter une partie horizontale positionnée entre 0,70 et 0,80 m de hauteur.

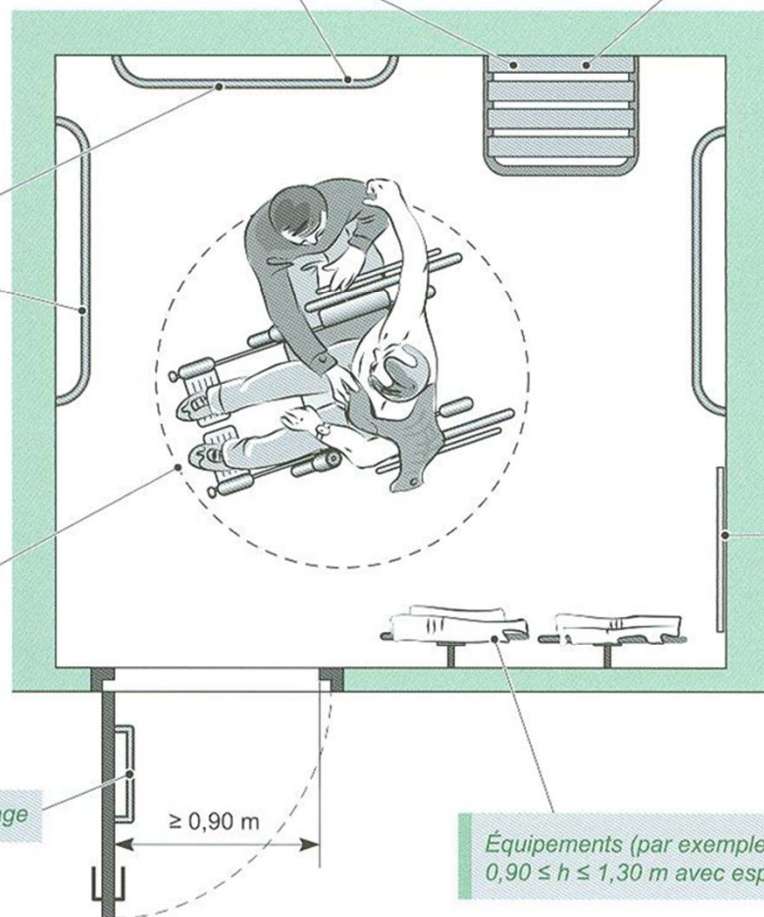
Espace de manœuvre ($\varnothing \geq 1,50$ m) avec possibilité de demi-tour

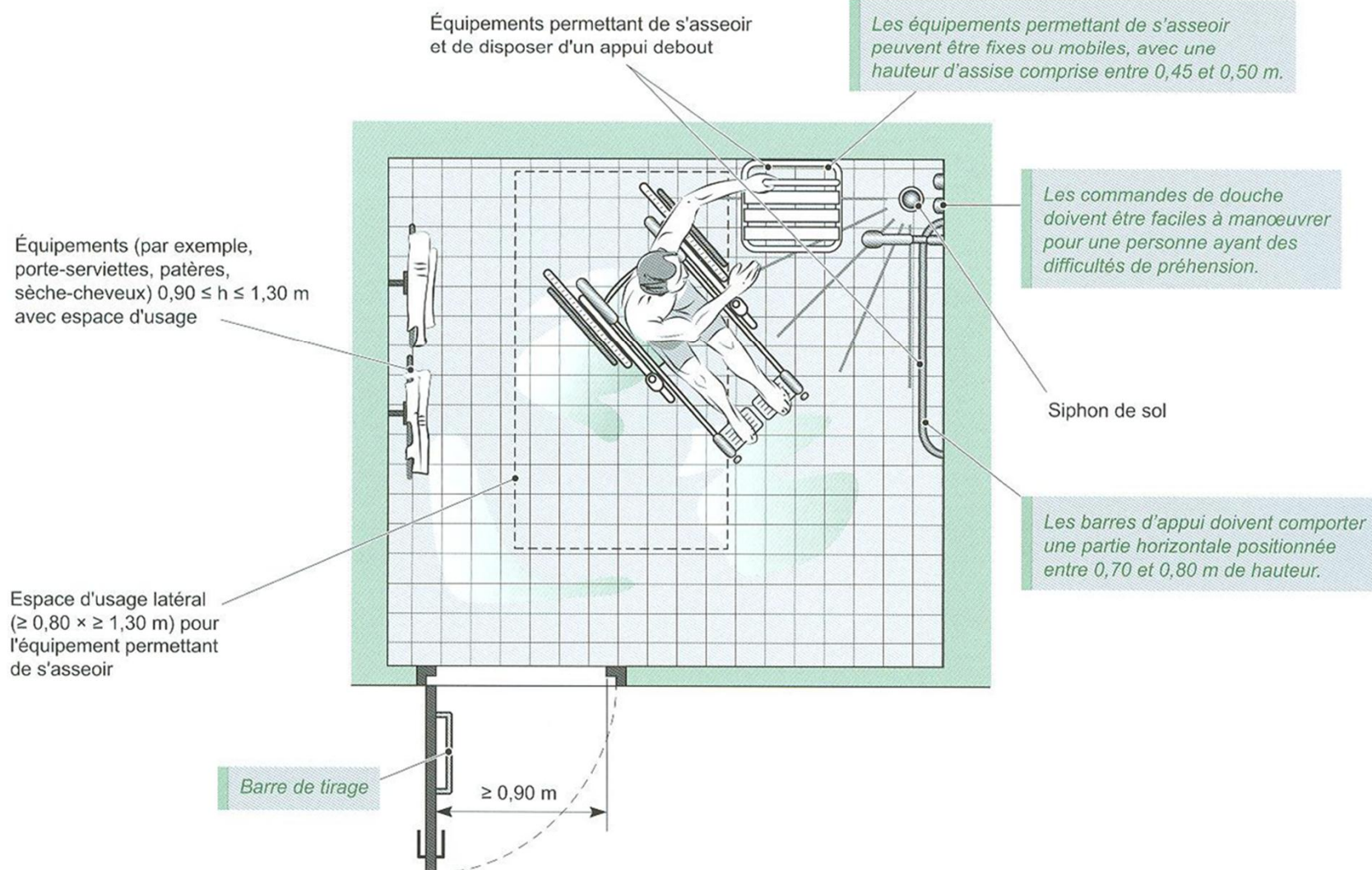
Si un miroir est installé, sa hauteur doit être adaptée.

Barre de tirage

$\geq 0,90$ m

Équipements (par exemple patères) $0,90 \leq h \leq 1,30$ m avec espace d'usage





Ces dispositions sont applicables aux établissements recevant du public assis.

Nombre minimal

Nombre total de places	Nombre minimal de places adaptées
≤ 50	2
$50 < n \leq 1\,000$	2 + 1 supplémentaire par tranche de 50 places en sus
$> 1\,000$	Fixé par arrêté municipal (ne peut pas être < 20 places)

Répartition

Les places adaptées sont réparties dans les différentes catégories de places offertes au public.

Dans les restaurants ainsi que dans les salles à usage polyvalent ne comportant pas d'aménagements spécifiques, ces emplacements doivent pouvoir être dégagés lors de l'arrivée des personnes handicapées.

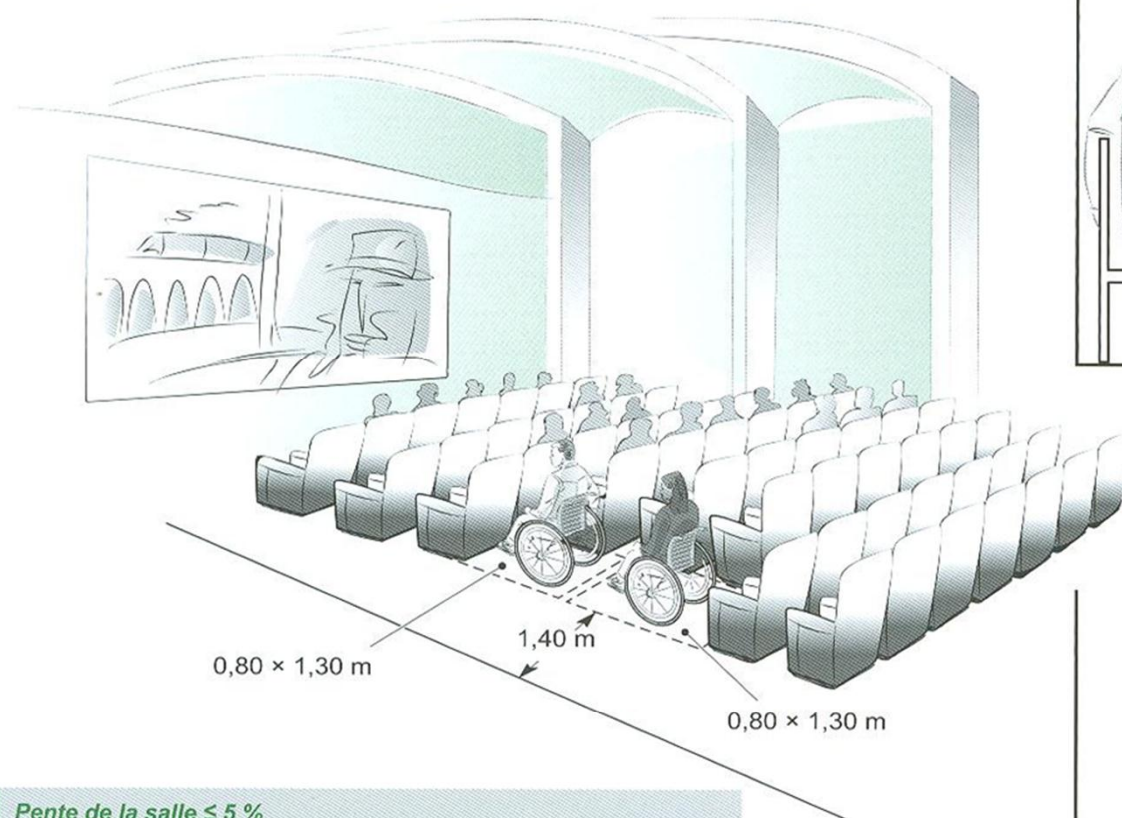


Dans les zones d'attente et de restaurants, l'aire d'absorption équivalente des revêtements (sols, murs et plafonds) et des éléments absorbants doit être d'au moins 25 % de la surface du sol [fiche 5.34].

Accès

L'accès aux places adaptées se fait par un cheminement accessible depuis l'entrée de l'établissement, conforme aux exigences de l'article 6 de l'arrêté du 1^{er} août 2006 concernant les circulations intérieures [fiches 5.11 à 5.15, 5.21 à 5.23, 5.35 et 5.36].

Ces dispositions sont applicables aux établissements recevant du public assis.

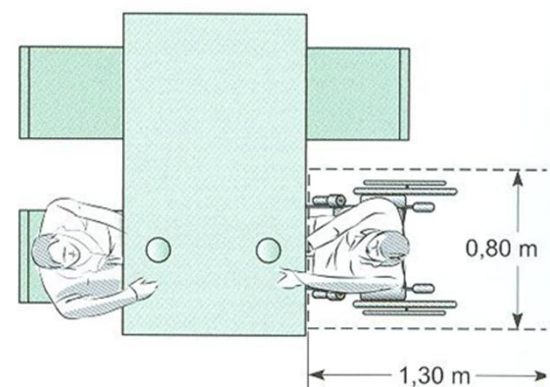
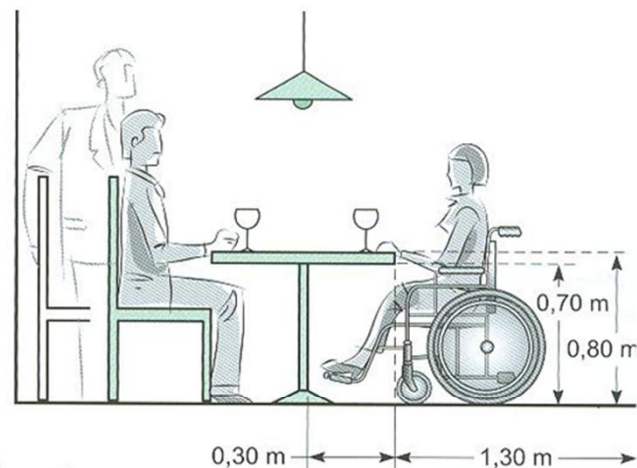


Pente de la salle ≤ 5 %

Les places peuvent être situées le long des passages d'accès (voir illustration).

Pente de la salle > 5 %

Les places doivent être situées dans la partie horizontale, au niveau des accès : en haut ou en bas de la salle.



Nombre minimal et localisation des chambres accessibles**6.16**

Ces dispositions sont applicables aux établissements comportant des locaux d'hébergement.

		Nombre minimal de chambres adaptées
ERP neuf et existant	<i>ERP existant ≤ 10 chambres situées ni au rez-de-chaussée, ni en étages desservis par ascenseur, en cas de contraintes structurelles</i>	0
	ERP ≤ 20 chambres	1
	$20 < \text{ERP} \leq 50$ chambres	2
	ERP > 50 chambres	2 + 1 supplémentaire par tranche de 50 chambres en sus
	ERP d'hébergement de personnes âgées ou de personnes présentant un handicap moteur	Toutes les chambres

Ces chambres adaptées sont à répartir entre les différents niveaux desservis par l'ascenseur.

En plus de relier les chambres adaptées à l'entrée de l'établissement, le cheminement accessible doit également desservir les différents équipements prévus (salles de restaurant, salons, salles de repos ou de distraction, piscine, etc.)

Ces dispositions sont applicables aux établissements comportant des locaux d'hébergement.

À l'intérieur d'un local d'hébergement, les règles dimensionnelles à respecter sont celles concernant les logements (portes intérieures, largeurs de circulations, hauteur des commandes, etc.). Dans les hôtels, il est important que les terrasses et balcons soient également accessibles.

Un seul passage libre sur le grand côté du lit est accepté dans les ERP existants, en cas de contraintes structurelles

Numéro de chambre en relief

Applicable à toutes les chambres, même si elles ne sont pas adaptées

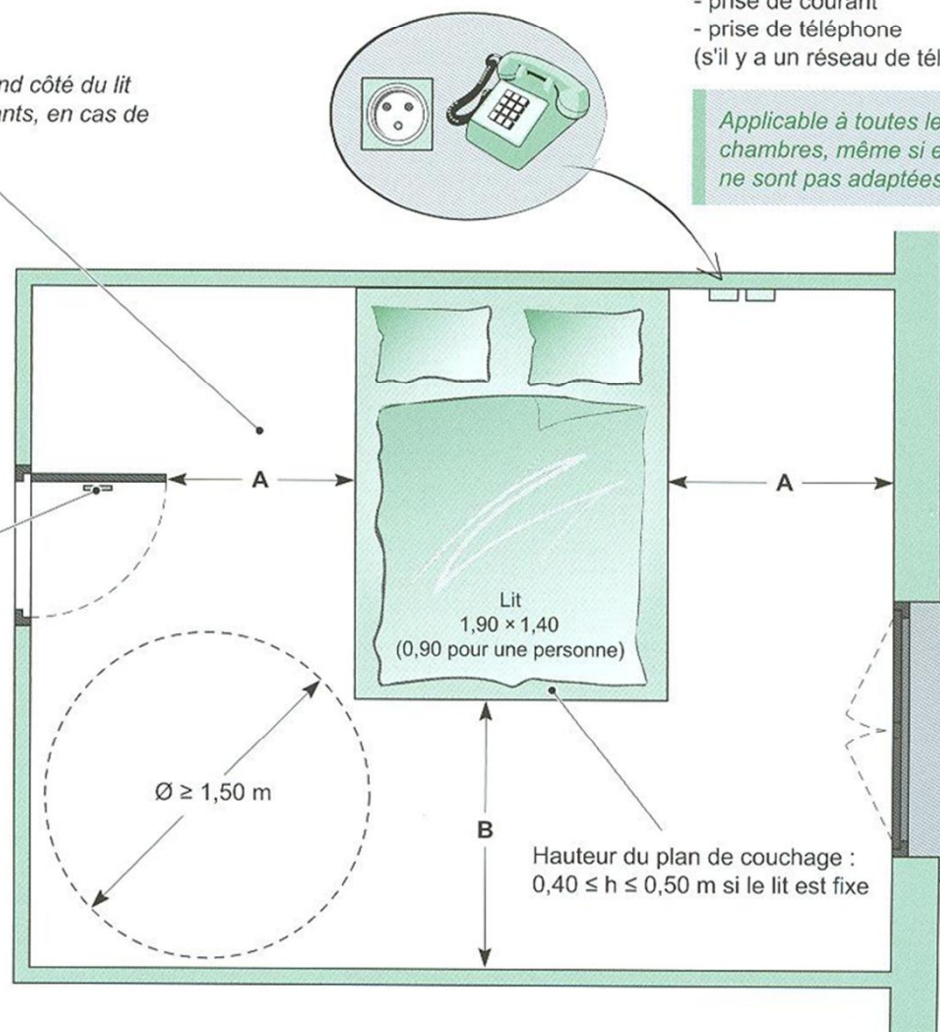
Solution 1 : $A \geq 0,90$ m et $B \geq 1,20$ m

Solution 2 : $A \geq 1,20$ m et $B \geq 0,90$ m

Équipements accessibles avec espace d'usage

À proximité du lit :
- prise de courant
- prise de téléphone
(s'il y a un réseau de téléphonie)

Applicable à toutes les chambres, même si elles ne sont pas adaptées



Arrêté du 1^{er} août 2006 modifié, art. 17

Arrêté du 21 mars 2007, art. 10 et 11

Références

Sanitaires et cabinets de toilette adaptés

Ces dispositions sont applicables aux établissements comportant des locaux d'hébergement.

- Un cabinet de toilette adapté est prévu dans la chambre ou dans au moins une salle d'eau collective de l'étage.
- Un cabinet d'aisances adapté est prévu dans la chambre ou au moins un cabinet d'aisances à usage collectif de l'étage est adapté.

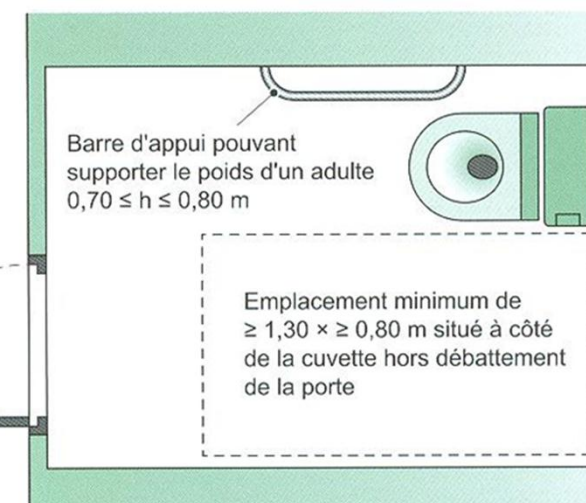
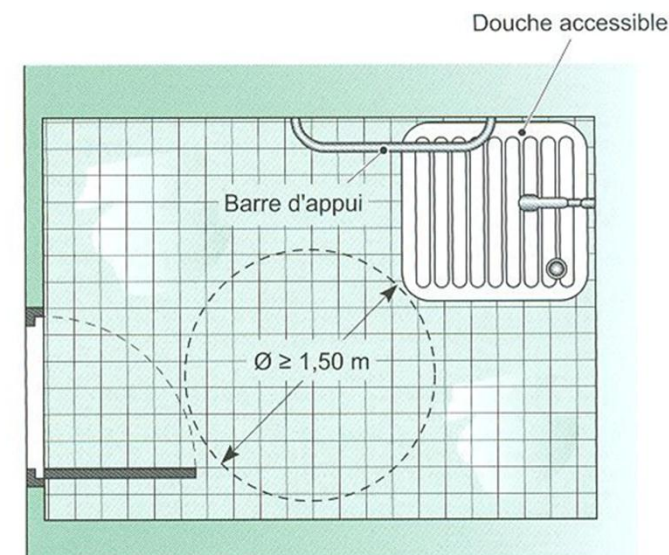
Dans les ERP d'hébergement de personnes âgées ou de personnes présentant un handicap moteur, toutes les salles d'eau, douches et WC sont adaptés.

Si la salle de bains collective dispose d'une baignoire, elle peut utilement comporter :

- une plage de largeur $\geq 0,30$ m à hauteur du rebord arrière, pour permettre à une personne en fauteuil roulant de s'asseoir dessus avant de glisser dans la baignoire ;
- un siège amovible ;
- des robinets et une commande de vidange adaptés aux difficultés de préhension (par exemple, manette à levier).

Le fauteuil doit de plus pouvoir se placer latéralement par rapport à la baignoire.

La porte d'accès de la salle de bains intégrée à la chambre adaptée doit avoir une largeur d'au moins 0,80 m. En revanche, si la salle de bains ou le cabinet d'aisances adapté n'est pas situé dans la chambre adaptée, la largeur de la porte, accessible depuis la circulation commune, doit avoir une largeur d'au moins 0,90 m.



Nombre minimal et caractéristiques des caisses de paiement en batterie

Arrêté du 1^{er} août 2006 modifié, art. 19

Références

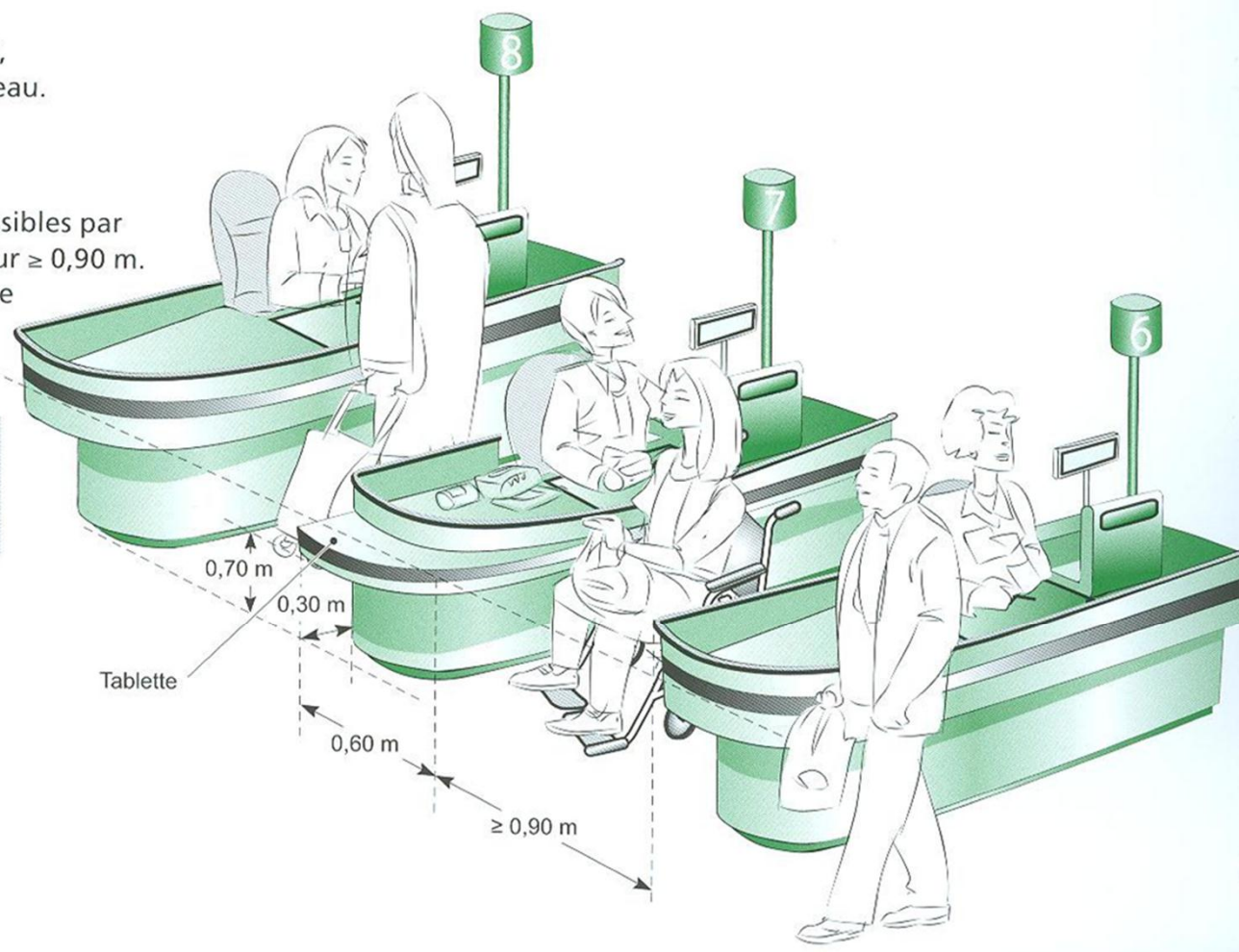
Nombre minimal

- Une caisse par tranche de 20 caisses doit être adaptée. Le nombre est arrondi à l'unité supérieure.
- Les caisses adaptées sont réparties uniformément au milieu des autres caisses.
- Si les caisses sont sur plusieurs niveaux, ces exigences s'appliquent à chaque niveau.

Caractéristiques

- Les caisses adaptées doivent être accessibles par un cheminement praticable d'une largeur $\geq 0,90$ m.
- Elles doivent permettre à une personne sourde ou malentendante de recevoir l'information sur le prix à payer.

Il est utile que les caisses adaptées comportent une tablette (afin de permettre à une personne en fauteuil roulant de rédiger un chèque, par exemple).



Arrêté du 1^{er} août 2006 modifié,
art. 13 et annexe 3

Références

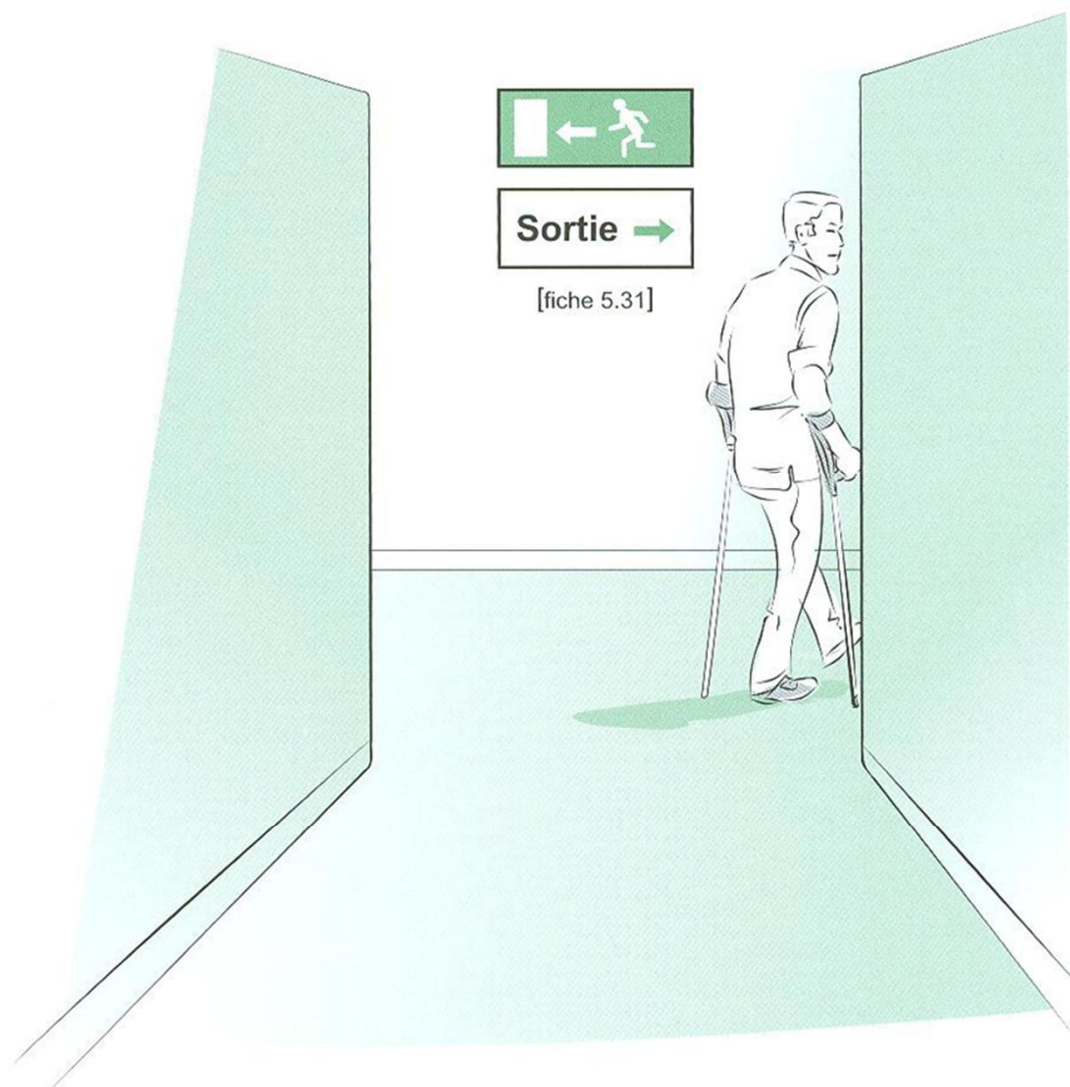
Repérage des sorties

Les sorties usuelles, c'est-à-dire utilisées dans les conditions normales de fonctionnement, doivent être repérées en tout point du bâtiment.

Elles sont :

- soit bien visibles, de façon directe, de toute personne, en tout point du bâtiment ;
- soit repérées par une signalisation adaptée, conforme à l'annexe 3 de l'arrêté du 1^{er} août 2006 [fiche 5.31] ne devant pas se confondre avec le repérage des issues de secours.

Le concepteur et l'exploitant définissent les sorties considérées « d'usage normal » et celles interdites au public sauf en cas de nécessité d'évacuation.



**Prescriptions techniques
spécifiques aux
bâtiments d'habitation**

7

Définition d'un bâtiment d'habitation collectif

CCH, art. R. 111-18
Circulaire DGUHC n° 2007-53
Références

Un bâtiment d'habitation est considéré comme collectif uniquement s'il respecte chacune des deux conditions suivantes :

- il comporte plus de deux logements distincts superposés ;
- il comporte des parties communes bâties desservant tout ou partie des logements.

Quand un logement est superposé à un autre même partiellement, ceux-ci sont considérés comme deux logements superposés.

Dans le cas d'une série de logements superposés en bande, l'effectif total des logements est comptabilisé comme logements superposés.

La notion de « parties communes desservant des logements » doit être prise au sens large. Il peut s'agir de circulations horizontales ou verticales, communes à plusieurs logements et conduisant à tout ou partie de ces logements, mais aussi de locaux ou de constructions profitant à plusieurs logements, comme un local pour les boîtes aux lettres, un local à vélos, un abri à poubelles, etc.

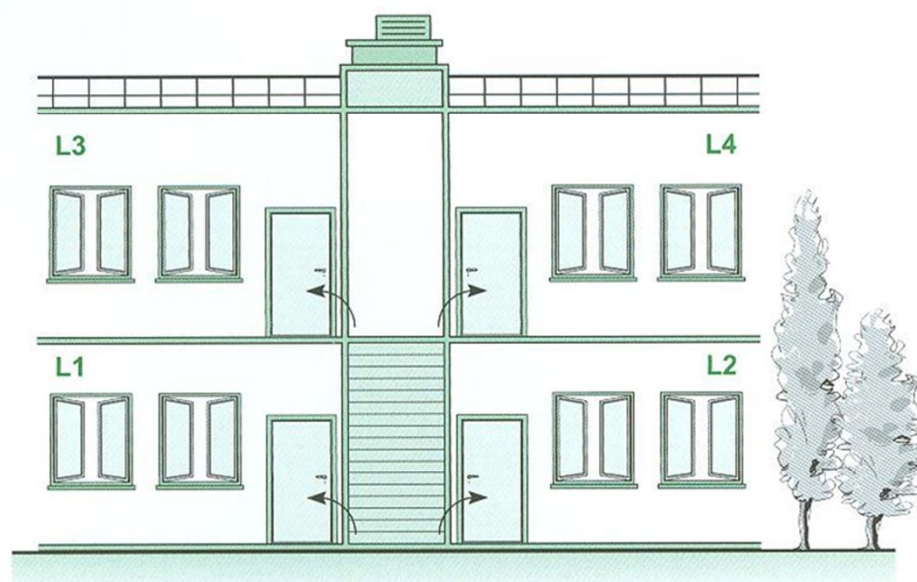
Les « parties communes bâties » désignent tout aménagement résultant de travaux de construction ou de génie civil, par opposition à un simple aménagement de terrain.

Tout bâtiment d'habitation qui n'est pas collectif est considéré comme maison individuelle ou ensemble de maisons individuelles.

CCH, art. R. 111-18
Circulaire DGUHC n° 2007-53

Références

Exemples de bâtiments d'habitation



L1 et L3 se superposent, L2 et L4 se superposent, le bâtiment dispose d'une circulation commune bâtie et de 4 logements superposés.

↓
BHC

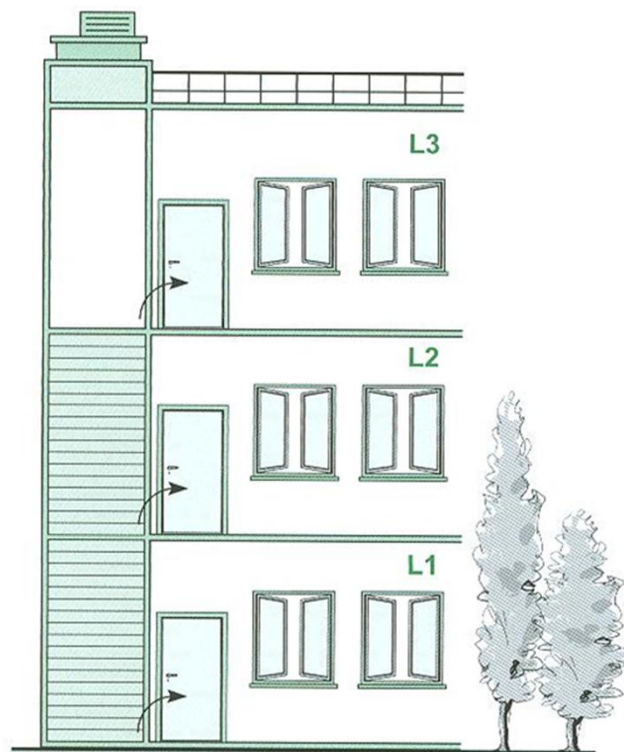


L2 et L3 se superposent, aucun logement ne se superpose à L1. Le bâtiment dispose d'une circulation bâtie mais ne comporte que 2 logements superposés.

↓
MI

L3 doit être également accessible.
Dans cet exemple, un ascenseur doit réglementairement desservir L3.

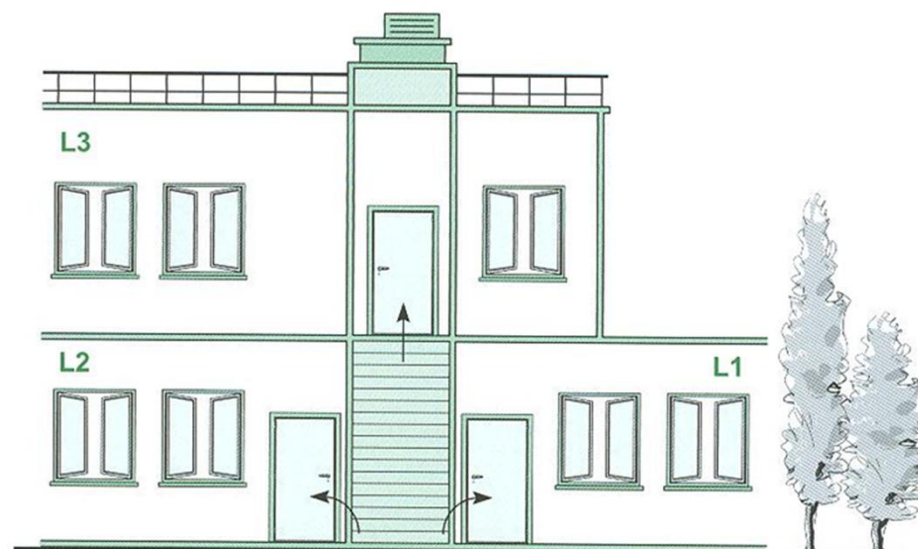
Dans ce cas, l'installation d'un ascenseur peut ne pas être envisageable du point de vue économique. Une dérogation peut être demandée afin d'atténuer les règles d'accessibilité de L3. L'escalier desservant ce logement peut avoir une largeur de 0,90 m entre mains courantes, et ce logement peut ne respecter que les caractéristiques de base (l'accessibilité des pièces d'unité de vie ne serait pas demandée).



L1 et L2 se superposent, L2 et L3 se superposent,
le bâtiment dispose d'une circulation commune bâtie
et de 3 logements superposés.



BHC



L1 et une partie de L3 se superposent, L2 et L3 se superposent,
le bâtiment dispose d'une circulation commune bâtie
et de 3 logements superposés.



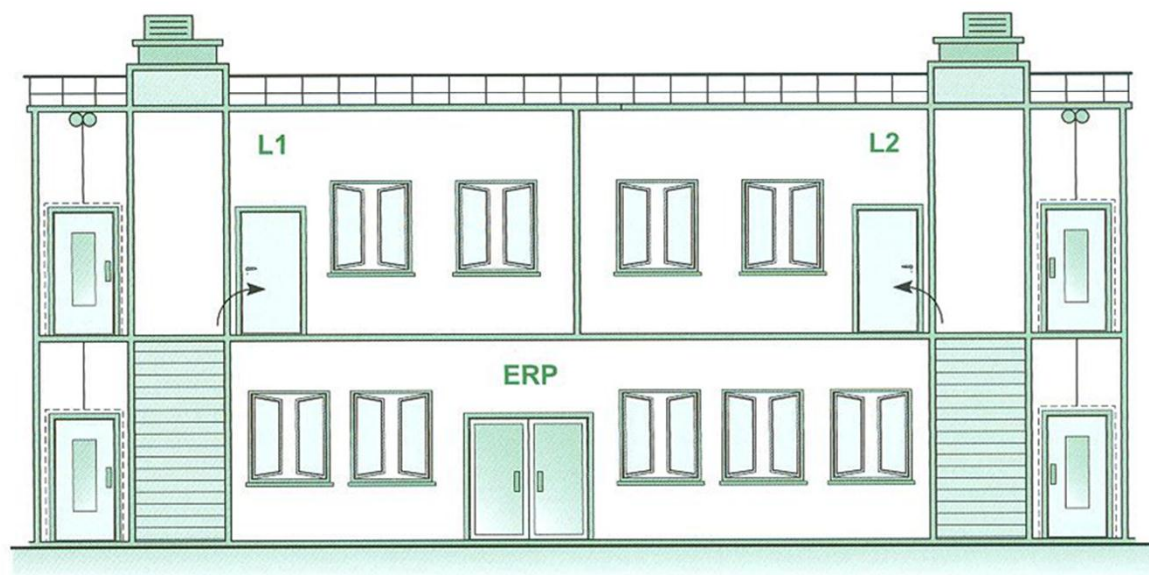
BHC

L1 et L2 côte à côte, se superposent à un ERP.
C'est le cas, par exemple, des logements
de fonction



MI

Ces deux logements doivent être accessibles, ce qui nécessite l'installation d'ascenseurs pour rendre accessibles chacun des deux logements individuels. Il est toujours possible de demander une dérogation si l'installation n'est pas envisageable du point de vue économique.



L1 et L2 côte à côte.

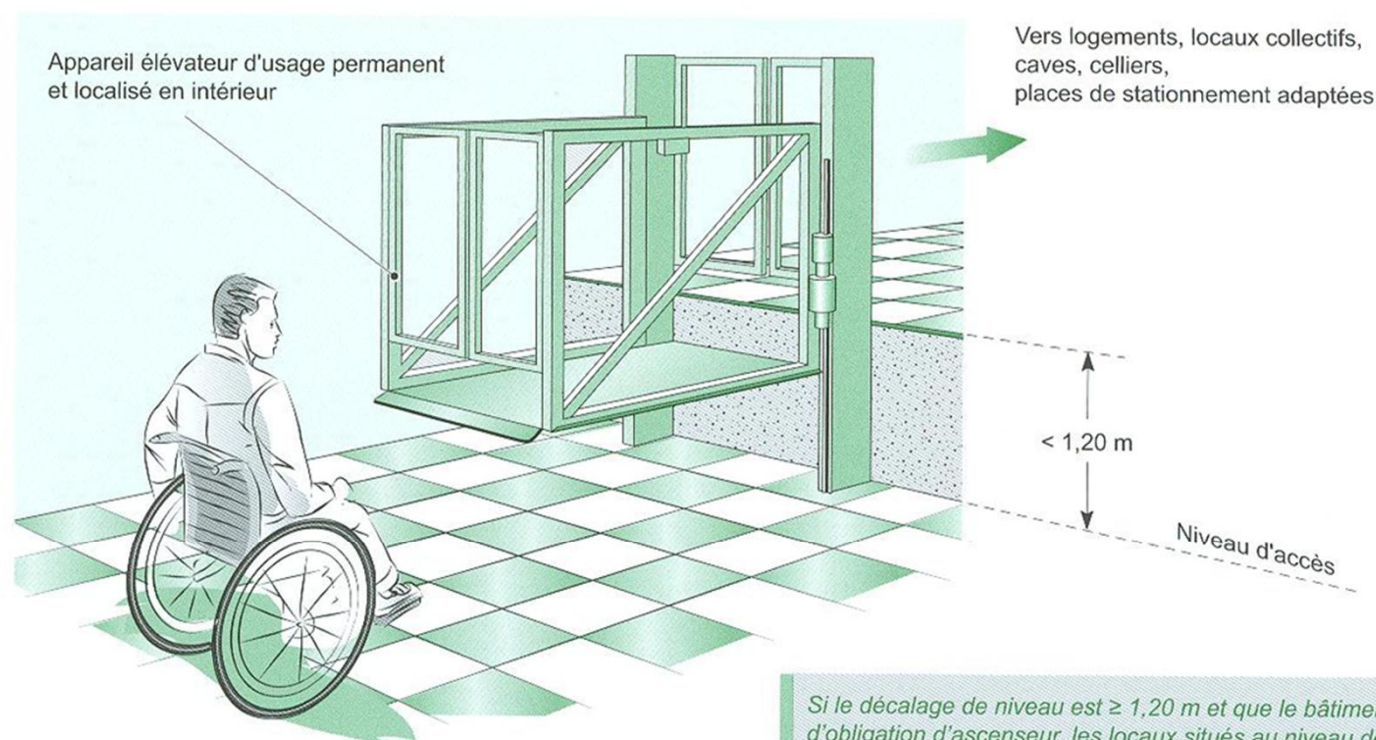


MI

**Circulations intérieures horizontales dans les BHC
avec niveau décalé < 1,20 m**Arrêté du 1^{er} août 2006 modifié, art. 6

Références

Lorsqu'il y a un décalage de niveau entre le niveau d'accès et le niveau desservant les logements, locaux collectifs, caves, etc., la réalisation d'un cheminement accessible pour desservir le niveau décalé est obligatoire. Cependant, si une dérogation est acceptée, un appareil élévateur d'usage permanent peut être installé à l'intérieur, uniquement dans le cas de travaux dans un bâtiment existant, les dérogations n'étant plus permises dans le cas des constructions neuves.

Installation d'un appareil élévateur, par dérogation, uniquement dans le cas de travaux dans un bâtiment existant

Si le décalage de niveau est $\geq 1,20$ m et que le bâtiment n'a pas d'obligation d'ascenseur, les locaux situés au niveau décalé par rapport au niveau d'accès n'ont pas obligation d'être accessibles à une personne en fauteuil roulant.

Arrêté du 1^{er} août 2006 modifié,
art. 4 et 9 (BHC) et 21 (MI)

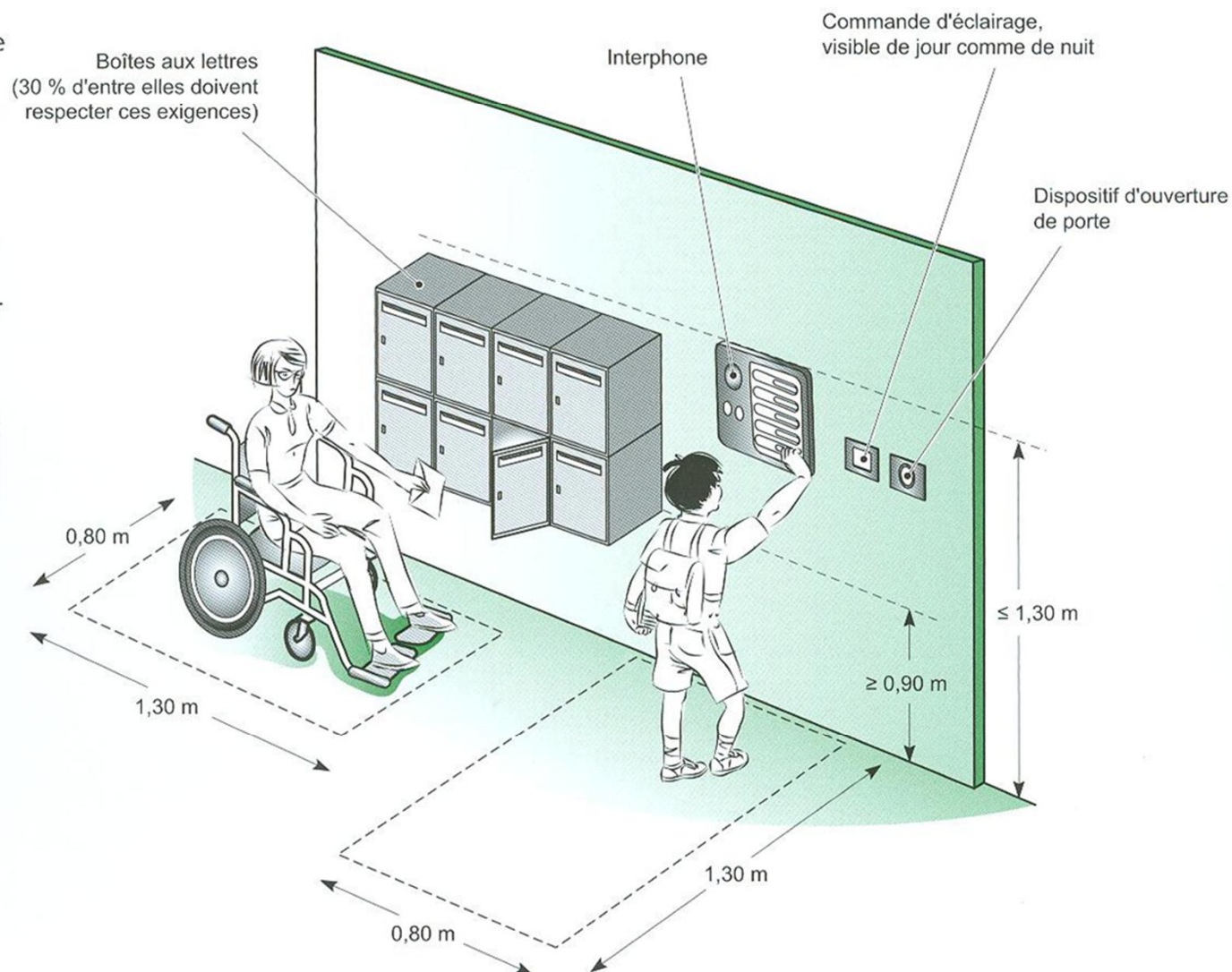
Références

Équipements et dispositifs de commande dans les BHC et les MI

- L'espace d'usage est nécessaire au droit de tous les dispositifs et équipements dans les parties communes des BHC et dans les locaux collectifs des MI.

- Les dispositifs et équipements doivent être repérés au moyen d'un éclairage particulier ou par contraste visuel.

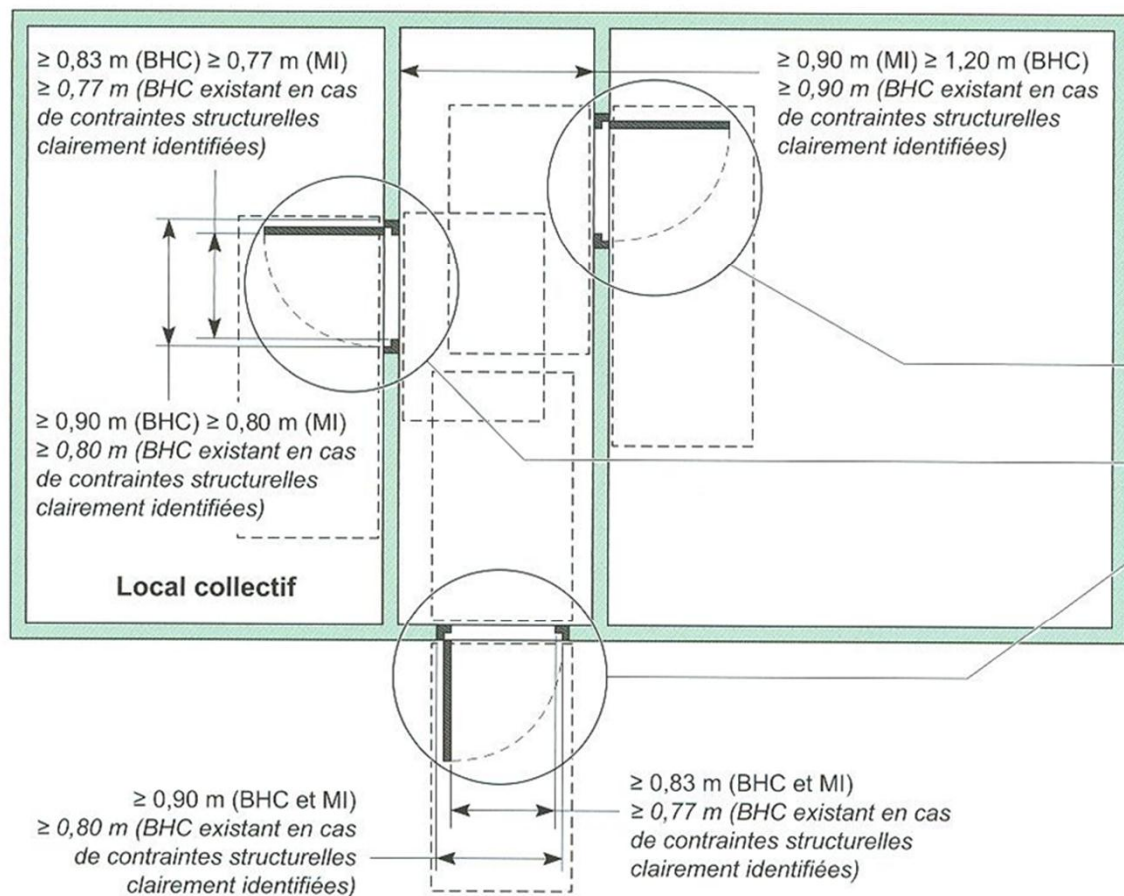
Les équipements liés à la sécurité incendie dans le bâtiment ne sont pas concernés par ces obligations.



Règles applicables aux locaux collectifs dans les BHC et les MI

Arrêté du 1^{er} août 2006 modifié,
art. 8 et 10 (BHC) et 20 (MI)
Arrêté du 26 février 2007, art. 4
Références

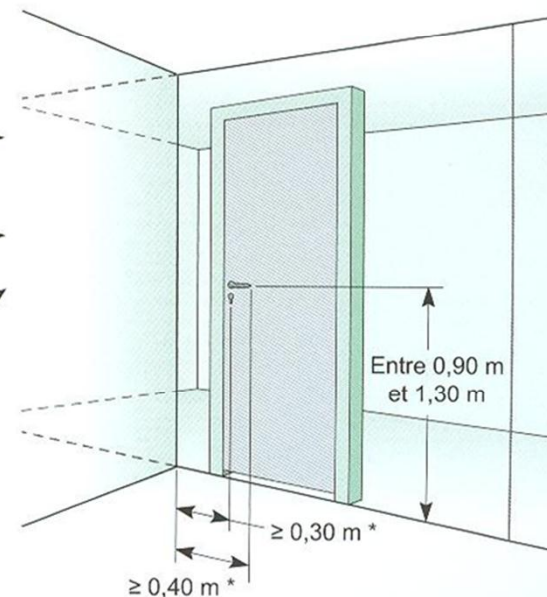
- Ces dispositions concernent notamment le local à poubelles, le local du vide-ordures, le local à vélos et le local de réunion.
- Le ressaut du seuil doit être ≤ 2 cm.
- Un espace de manœuvre de porte est exigé de part et d'autre des portes desservant les locaux collectifs, y compris pour les portes intérieures [fiches 5.3 à 5.6].



100 lux
[fiche 5.35]

- Si un détecteur de présence est installé, il faut prévoir le recouvrement des zones pour éviter l'extinction lors du passage d'une zone à l'autre.
- Si l'éclairage est temporisé, son extinction doit être progressive.

Position identique à l'intérieur et à l'extérieur du local



* Non exigé dans les BHC existants, en cas de contraintes structurelles clairement identifiées

Règles applicables aux caves et celliers dans les BHC

Si des caves et/ou des celliers sont attribués aux logements, ces caves et celliers doivent être accessibles aux habitants handicapés.

Si un bâtiment sans obligation d'ascenseur possède des caves en sous-sol :

- lorsqu'il n'y a pas de logements au rez-de-chaussée, il n'y a pas d'obligation de rendre les caves accessibles car le bâtiment ne pourra pas accueillir des personnes en fauteuil roulant ;*
- lorsqu'il y a des logements au rez-de-chaussée, chaque logement au rez-de-chaussée devra bénéficier d'un cellier accessible au rez-de-chaussée. Ce cellier pourra être intégré ou non au logement. Les caves des logements en étages pourront rester au sous-sol.*

Lorsque les caves et celliers regroupés sont accessibles depuis la circulation commune, ils sont soumis aux mêmes exigences que les locaux collectifs, en matière :

- de largeur des circulations (1,20 m pour la circulation commune) ;*
- d'atteinte et d'usage des poignées de portes depuis les parties communes et des dispositifs de commande dans les parties communes et à l'intérieur des caves ;*
- d'espace de manœuvre (uniquement côté circulation commune pour les portes d'accès aux caves).*

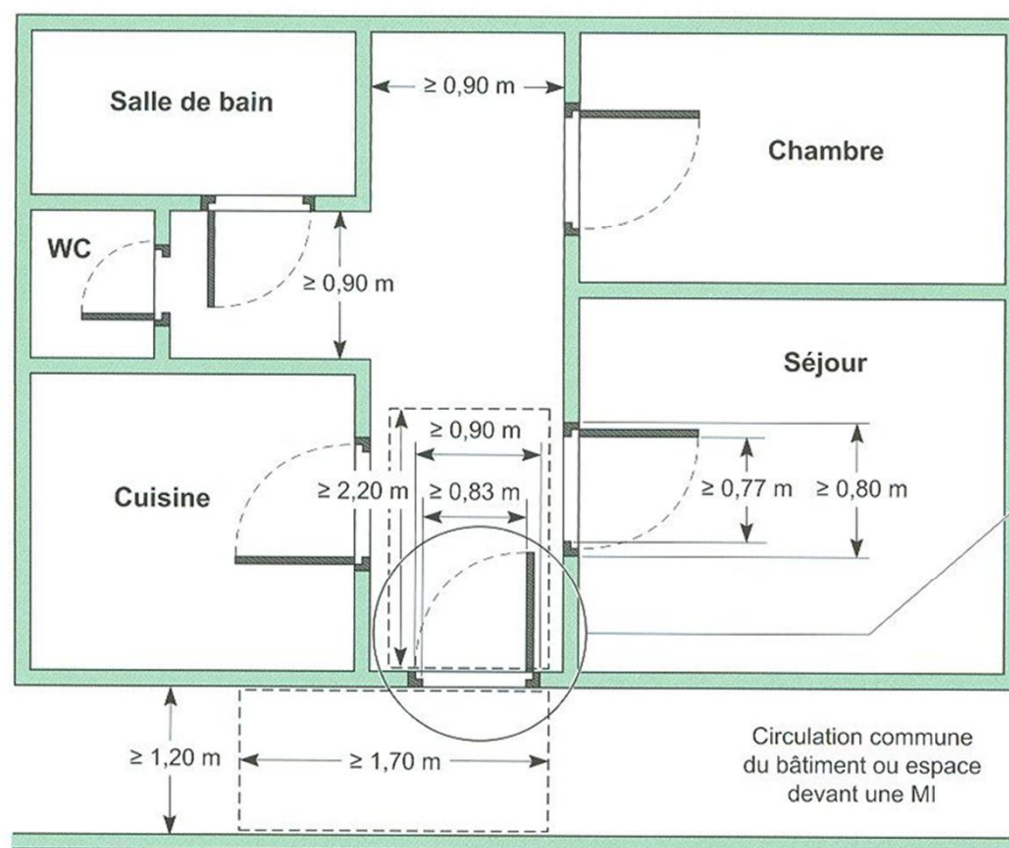
Les caves et celliers individuels accessibles depuis le logement doivent répondre aux mêmes exigences que les logements (articles 11 à 13 de l'arrêté du 1^{er} août 2006 modifié, [fiches 7.7 à 7.10]).

Caractéristiques de base pour tous les logements : dimensions

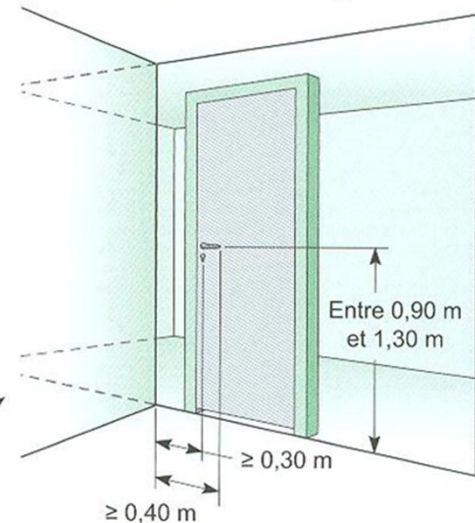
Arrêté du 1^{er} août 2006 modifié,
art. 11 (BHC) et 23 (MI)

Références

- Les caractéristiques de base sont à respecter pour tous les niveaux de la maison ou de l'appartement.
- Le ressaut dû au seuil est à éviter.
- S'il ne peut être évité, sa hauteur maximale doit être de 2 cm et ses bords doivent être arrondis ou chanfreinés.



Position identique à l'intérieur
et à l'extérieur du logement



En cas de porte à deux vantaux, le système de déverrouillage du deuxième battant doit pouvoir être manœuvré et atteint par une personne assise.

Les portes des celliers et des caves doivent présenter une largeur $\geq 0,80$ m.

Il est admis que la porte d'une pièce du logement débatte dans l'espace de manœuvre de porte de la porte d'entrée au logement.

Arrêté du 1^{er} août 2006 modifié,
art. 11 (BHC) et 23 (MI)

Références

Caractéristiques de base pour tous les logements : atteinte des dispositifs de commande

- Les dispositifs doivent être :
 - manœuvrables en position assise et debout ;
 - situés à une hauteur comprise entre 0,90 et 1,30 m.
- Une commande d'éclairage est exigée à l'entrée de chaque pièce, à une hauteur comprise entre 0,90 et 1,30 m.
- Ces dispositions concernent tous les dispositifs de commande, y compris :
 - les dispositifs d'arrêt d'urgence ;
 - les dispositifs de manœuvre des fenêtres et portes-fenêtres ;
 - les systèmes d'occultation extérieurs commandés de l'intérieur.

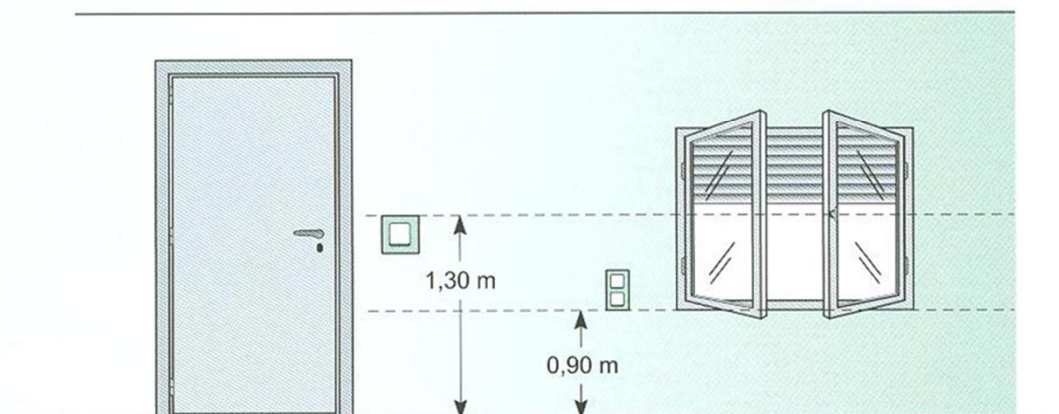
Ces exigences visent donc également :

- les interrupteurs de commande d'éclairage ;
- les thermostats d'ambiance (si le thermostat est intégré à l'appareil et que ce dernier est situé en allège, il peut être situé à moins de 0,90 m) ;
- les volets roulants avec une commande à l'intérieur, manuelle ou électrique (il est recommandé que les volets battants puissent également être manœuvrés depuis l'intérieur par une personne en fauteuil).

Les dispositifs d'arrêts d'urgence sont les dispositifs permettant de couper l'alimentation en eau, en gaz et en électricité (disjoncteur).

La fenêtre de la cuisine doit être accessible : elle est donc également soumise à ces dispositions.

En revanche, les fenêtres situées en hauteur ne sont pas visées, sauf en cas de disponibilité sur le marché de fenêtres et de dispositifs de commande permettant l'atteinte par une personne en position assise.



Caractéristiques de base pour tous les logements : hauteur des dispositifs électriques

Arrêté du 1^{er} août 2006 modifié,
art. 11 (BHC) et 23 (MI)
Circulaire DGUHC n° 2007-53
NF C 15-100, fiche d'interprétation F 10
Références

Ces dispositions concernent :

- les prises d'alimentation électrique ;
- les prises d'antennes ;
- les prises de téléphone ;
- et tous branchements imposés réglementairement.

La hauteur se mesure sur l'axe des dispositifs de commande concernés.

Le dispositif de coupure d'urgence d'électricité (disjoncteur abonné) doit se trouver à l'intérieur du logement et à une hauteur comprise entre 0,90 et 1,30 m, y compris dans les foyers-logements. On admet de placer les autres dispositifs de manœuvre du tableau électrique entre 0,75 et 1,30 m.

Socles pour prises de courant
et communication $\leq 1,30$ m

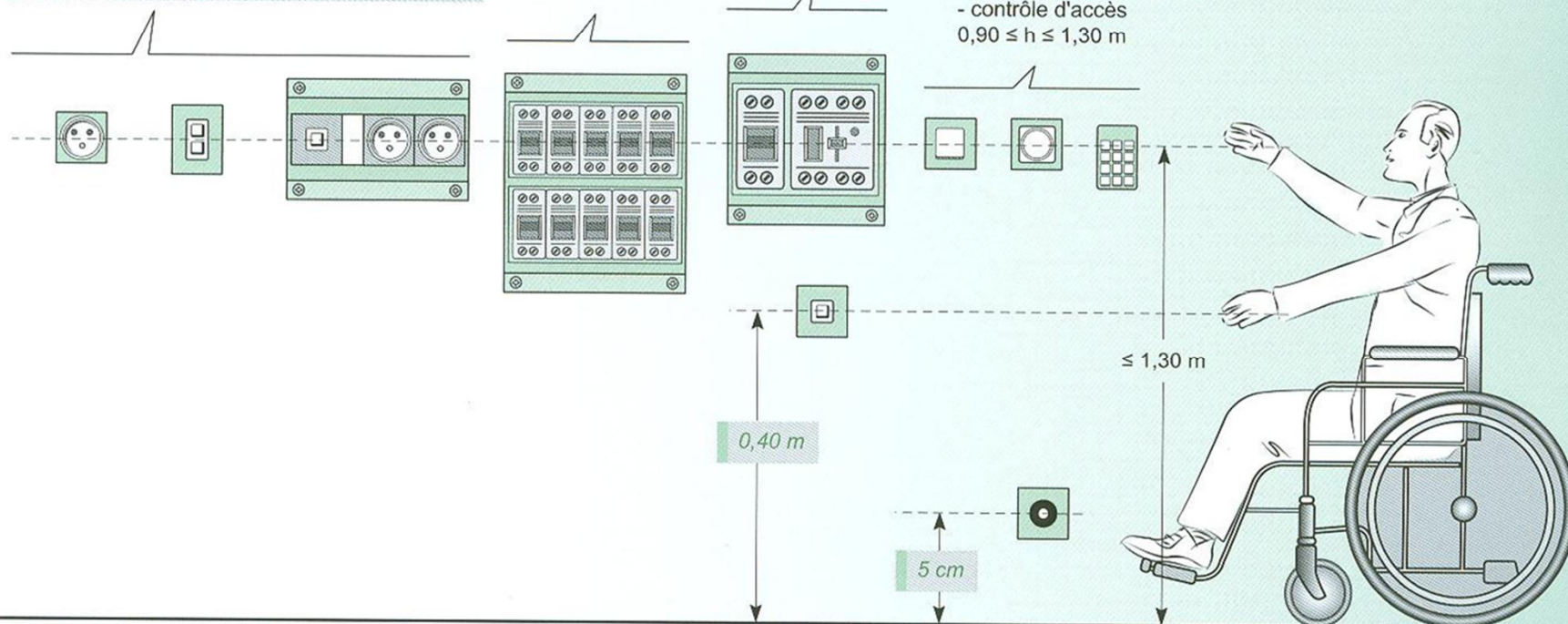
$\geq 0,05$ m (d'après NF C 15-100)
 $\geq 0,40$ m (d'après circulaire DGUHC n° 2007-53)

Tableau
de répartition
 $0,75 \leq h \leq 1,30$ m

Dispositif de
coupure d'urgence
 $0,90 \leq h \leq 1,30$ m
(eau, gaz, électricité)

Dispositifs manuels de commande :

- interrupteurs d'éclairage
 - commande de volets roulants
 - thermostat d'ambiance
 - contrôle d'accès
- $0,90 \leq h \leq 1,30$ m



Arrêté du 1^{er} août 2006 modifié,
art. 11 (BHC) et 23 (MI)
NF C 15-100, fiche d'interprétation F 10
Références

Prescriptions techniques spécifiques aux bâtiments d'habitation

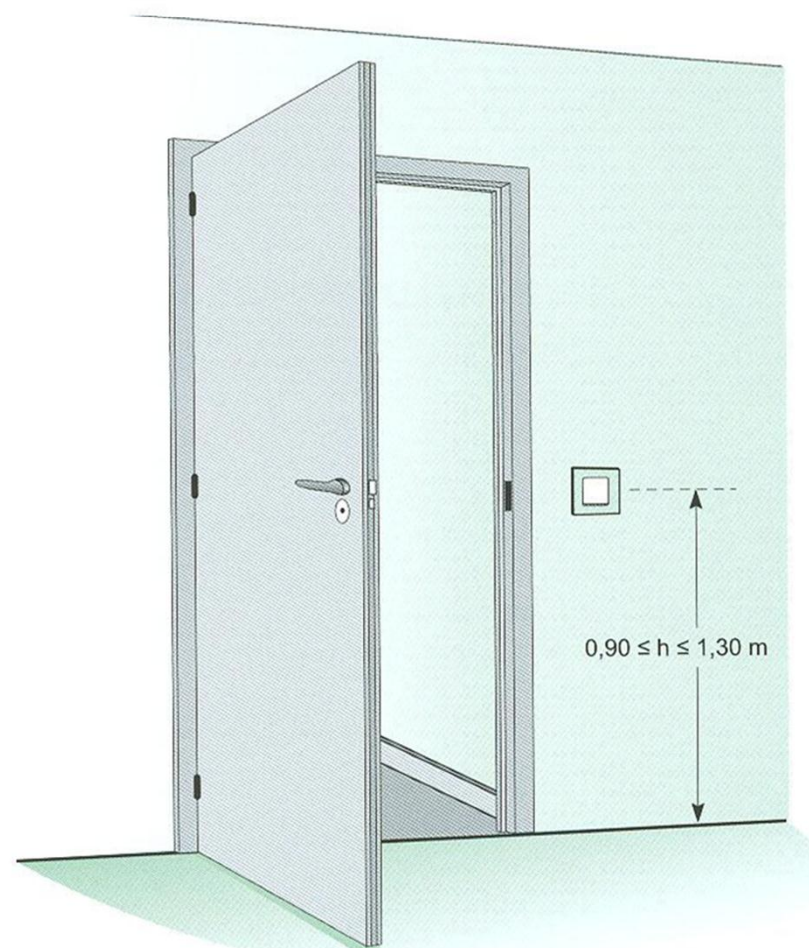
Fiche

Caractéristiques de base pour tous les logements : commande d'éclairage à l'entrée de chaque pièce

7.10

Dans tous les logements, un interrupteur d'éclairage doit être situé en entrée à l'intérieur de toutes les pièces, et pas uniquement en entrée des pièces de l'unité de vie.

Dans les locaux contenant une baignoire ou une douche, le dispositif de commande manuelle peut être disposé à l'extérieur, afin de respecter les règles liées aux volumes (interrupteur d'éclairage autorisé dans le volume 3 ou hors volume).



- Ces dispositions concernent toutes les MI et les logements :
 - en rez-de-chaussée ;
 - desservis par un ascenseur ;
 - ou susceptibles d'être desservis par un ascenseur.

Unité de vie	Logement ou MI sur un niveau	Studio	Niveau d'accès au logement d'un logement sur plusieurs niveaux	MI sur plusieurs niveaux
Séjour	x	x	x	x ⁽¹⁾
Cuisine	x	Partie aménagée en cuisine	x	x
1 Chambre	x	Partie aménagée en chambre	Chambre ou partie du séjour aménageable en chambre ⁽¹⁾	
Salle d'eau	x	x	x	
WC	x	x	x	x avec lavabo ⁽²⁾

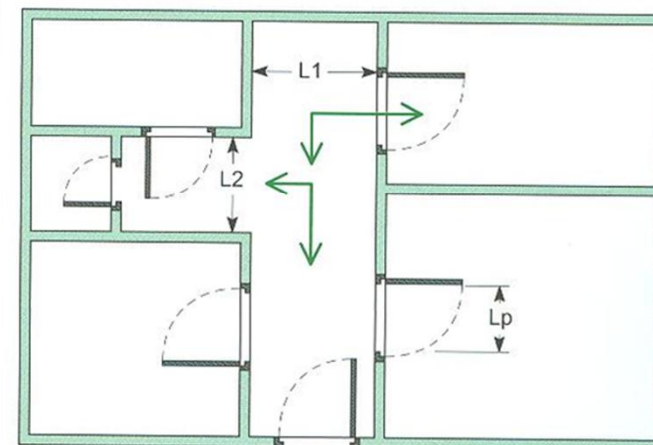
(1) Il conviendra de vérifier que l'espace dédié au sommeil réponde aux exigences dimensionnelles et que la partie restante du séjour permette d'assurer correctement la fonction de salle à manger.

(2) Le lavabo est destiné à la toilette, un lave-mains est donc interdit. Le lavabo ne doit pas empiéter sur l'espace d'usage latéral à la cuvette des WC.

- Une personne en fauteuil roulant doit pouvoir :
 - passer dans toutes les circulations intérieures qui conduisent à une pièce de l'unité de vie ;
 - pénétrer dans toutes les pièces de l'unité de vie.

Pour cela, les largeurs :

- L1 : largeur du couloir 1 ;
 - L2 : largeur du couloir 2, perpendiculaire au couloir 1 ;
 - Lp : largeur de la porte ;
- doivent respecter les mesures suivantes :
- $L1 + L2 \geq 2 \text{ m}$
- $L1 + Lp \geq 2 \text{ m}$.



Arrêté du 1^{er} août 2006 modifié,
art. 13 (BHC) et 24 (MI)

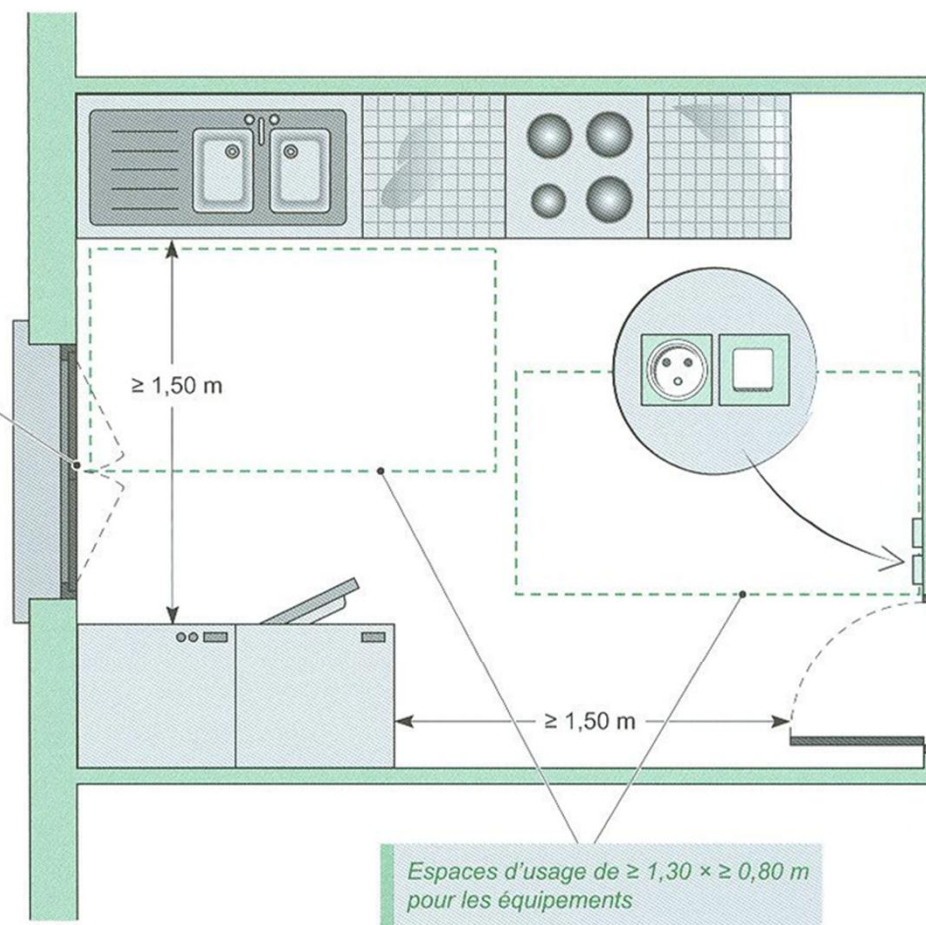
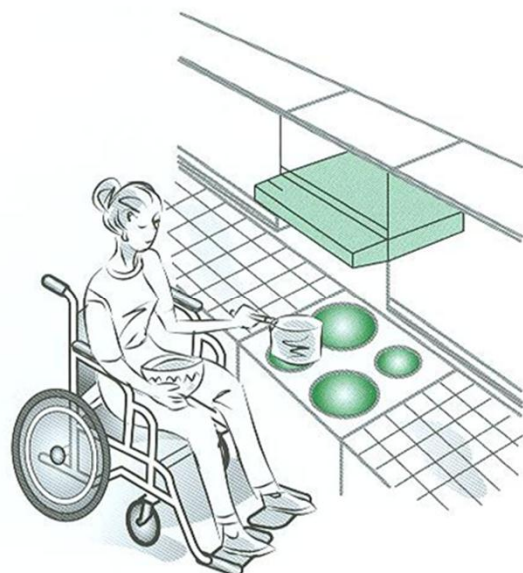
Références

MI et certains logements : cuisine

7.12

- Ces dispositions concernent toutes les MI et les logements :
 - en rez-de-chaussée ;
 - desservis par un ascenseur ;
 - ou susceptibles d'être desservis par un ascenseur.
- Ces dispositions concernent également les parties aménagées en cuisine dans les studios.
- Une distance $\geq 1,50$ m est exigée entre les équipements et appareils ménagers (évier, lave-linge, lave-vaisselle, plan de cuisson, four, réfrigérateur), hors débâtement de la porte.

La poignée de la fenêtre de la cuisine doit être à une hauteur comprise entre 0,90 et 1,30 m



- Ces dispositions sont applicables à toutes les MI et aux logements :
 - en rez-de-chaussée ;
 - desservis par un ascenseur ;
 - ou susceptibles d'être desservis par un ascenseur.
- Une chambre doit offrir des espaces libres, hors du débattement de la porte, de tout obstacle, de tout mobilier (à l'exception d'une table de chevet ou du mobilier fixé en tête de lit).
- Seules les portes de placard ou les vantaux de fenêtres (ou de portes-fenêtres) peuvent débattre dans ces espaces.

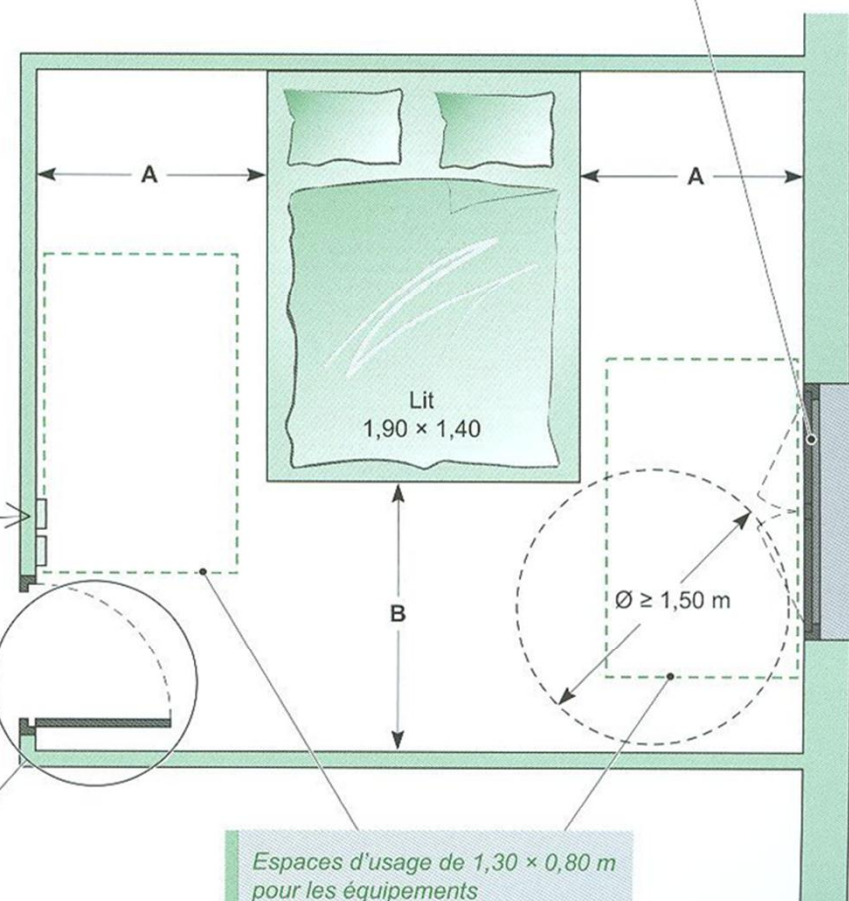
Il est recommandé que la baie de la chambre adaptée permette une vision plongeante sur l'extérieur en position assise (allège vitrée, garde-corps ajouré, etc.).

Solution 1 : $A \geq 0,90$ m et $B \geq 1,20$ m

Solution 2 : $A \geq 1,20$ m et $B \geq 0,90$ m

Un seul passage libre sur le grand côté du lit est accepté dans les studios et les appartements 1 pièce.

Le débattement de la porte d'entrée peut empiéter sur l'espace formé à la rencontre de deux passages perpendiculaires. Cette tolérance est applicable uniquement à la porte. Il en est de même pour une porte intérieure (par exemple, accès à la salle de bains depuis la chambre). En revanche, aucun débattement de porte n'est admissible dans l'espace de rotation de $\varnothing 1,50$ m.



Espaces d'usage de $1,30 \times 0,80$ m pour les équipements

Arrêté du 1^{er} août 2006 modifié,
art. 13 (BHC) et 24 (MI)

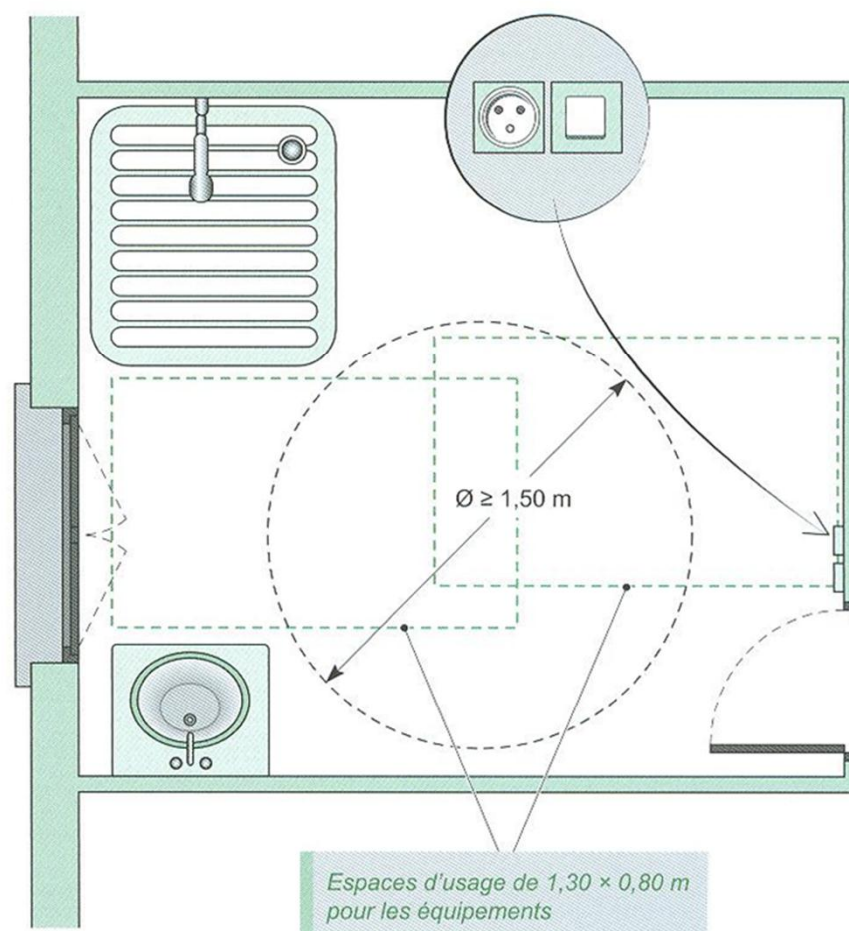
Références

MI et certains logements : salle d'eau

7.14

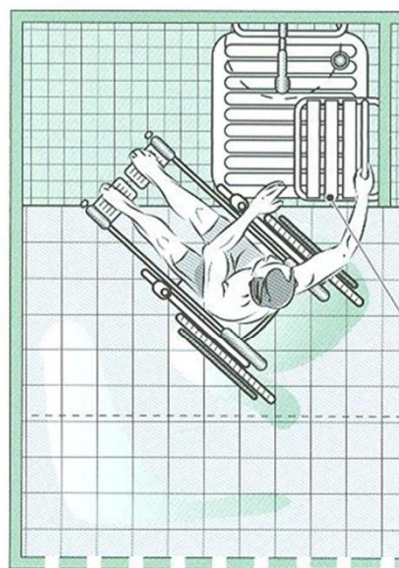
- Ces dispositions sont applicables à toutes les MI et aux logements :
 - en rez-de-chaussée ;
 - desservis par un ascenseur ;
 - ou susceptibles d'être desservis par un ascenseur.
- Une aire de manœuvre pour demi-tour de 1,50 m est exigée, hors du débattement de la porte et des éléments fixes de la salle d'eau (douche et/ou baignoire, lavabo, bidet, WC, lave-linge, etc.).

Une douche à l'italienne (sans seuil) et les parties sans emprise au sol du lavabo peuvent empiéter sur l'espace de manœuvre pour demi-tour.



- Ces dispositions sont applicables à toutes les MI et aux logements :
 - en rez-de-chaussée ;
 - desservis par un ascenseur ;
 - ou susceptibles d'être desservis par un ascenseur ;
 dont le permis de construire est déposé à compter du 1^{er} janvier 2010.
- Dans ces logements, au moins une salle d'eau doit pouvoir être adaptée par aménagement ultérieur d'une douche accessible sans intervention sur le gros œuvre.

Les équipements (patères, robinetterie, sèche-cheveux, miroirs, dispositifs de fermeture des portes, etc.) doivent être accessibles en position assise.



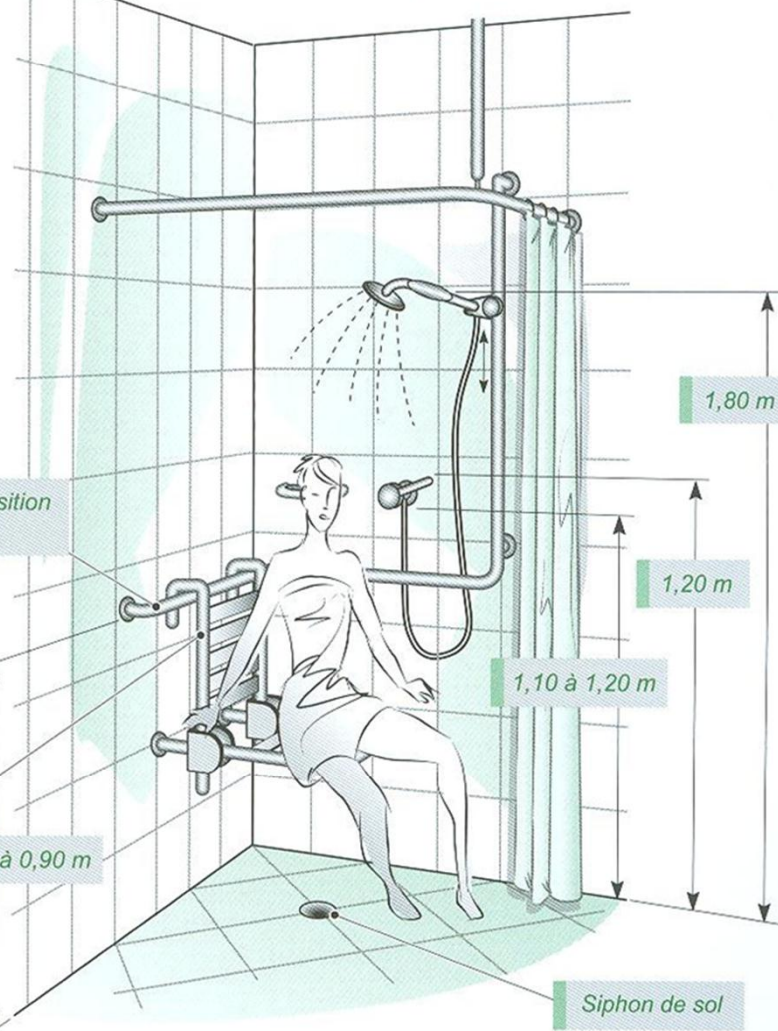
Équipement pour s'asseoir

Appui en position debout

Espace latéral d'usage

0,85 à 0,90 m

Exemples d'aménagements

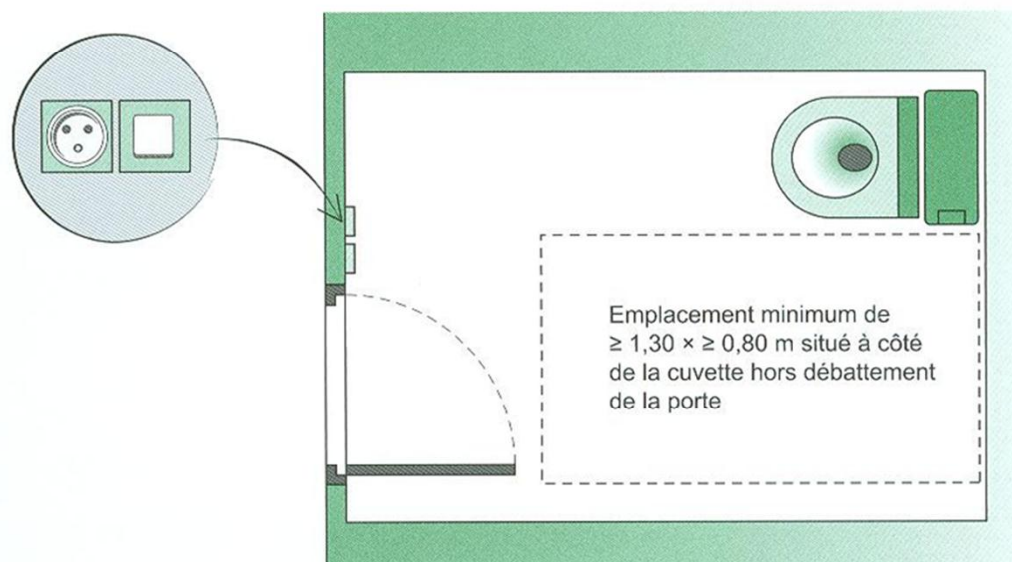


Arrêté du 1^{er} août 2006 modifié,
art. 13 (BHC) et 24 (MI)

Références

MI et certains logements : cabinet d'aisances

- Ces dispositions sont applicables à toutes les MI et aux logements :
 - en rez-de-chaussée ;
 - desservis par un ascenseur ;
 - ou susceptibles d'être desservis par un ascenseur.
- La configuration de l'ensemble (emplacement de la cuvette, de la porte et de l'espace d'usage) doit permettre à une personne en fauteuil roulant d'accéder sans difficulté à l'espace d'usage.



MI et certains logements : cloisonnement du cabinet d'aisances

Arrêté du 1^{er} août 2006 modifié,
art. 13 (BHC) et 24 (MI)
Circulaire DGUHC n° 2007-53

Références

- Ces dispositions sont applicables à toutes les MI et aux logements :
 - en rez-de-chaussée ;
 - desservis par un ascenseur ;
 - ou susceptibles d'être desservis par un ascenseur.
- L'espace latéral à la cuvette peut être utilisé à d'autres fins à la condition que des travaux simples puissent le réintégrer au WC si besoin.

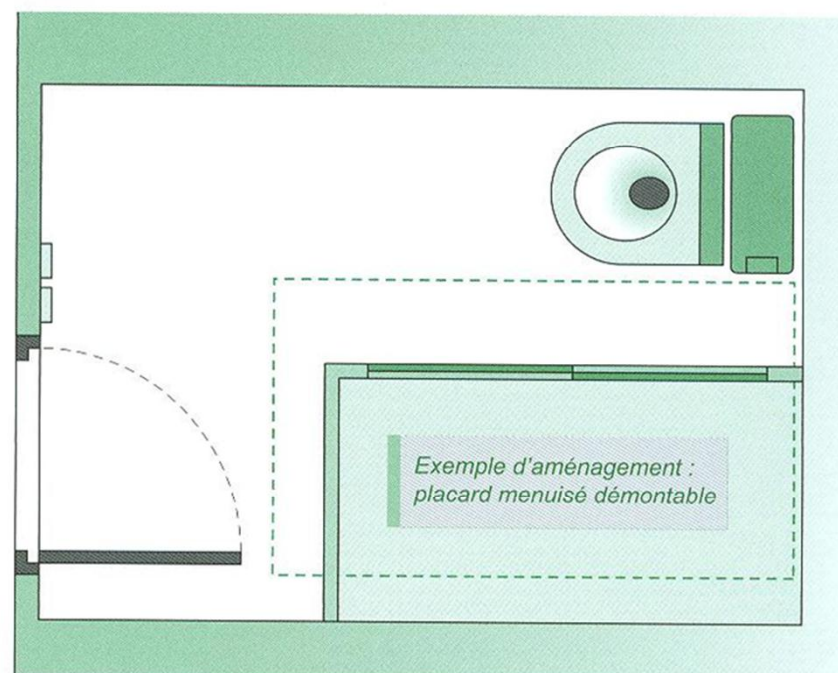
Il est à noter que cette exigence exclut désormais de casser la cloison séparant les WC de la salle d'eau.

Dans tous les cas, il faudra vérifier que le positionnement initial de la porte est compatible avec l'accès du fauteuil à l'espace d'usage après les travaux d'adaptation (le déplacement d'une porte n'entre pas dans la catégorie des travaux simples).

Si dès l'origine, le WC est situé dans la salle d'eau, alors il est possible de faire se chevaucher l'espace d'usage et l'espace de manœuvre pour demi-tour.

Exemple de cloisonnement 1

Le cloisonnement d'origine situe l'espace d'usage dans les WC. Il peut à la livraison être occupé ou valorisé de différentes façons, par exemple par l'aménagement d'un placard menuisé. Ainsi, par des travaux simples, l'espace d'usage pourra être réintégré à l'espace des WC, qui resteront indépendants.



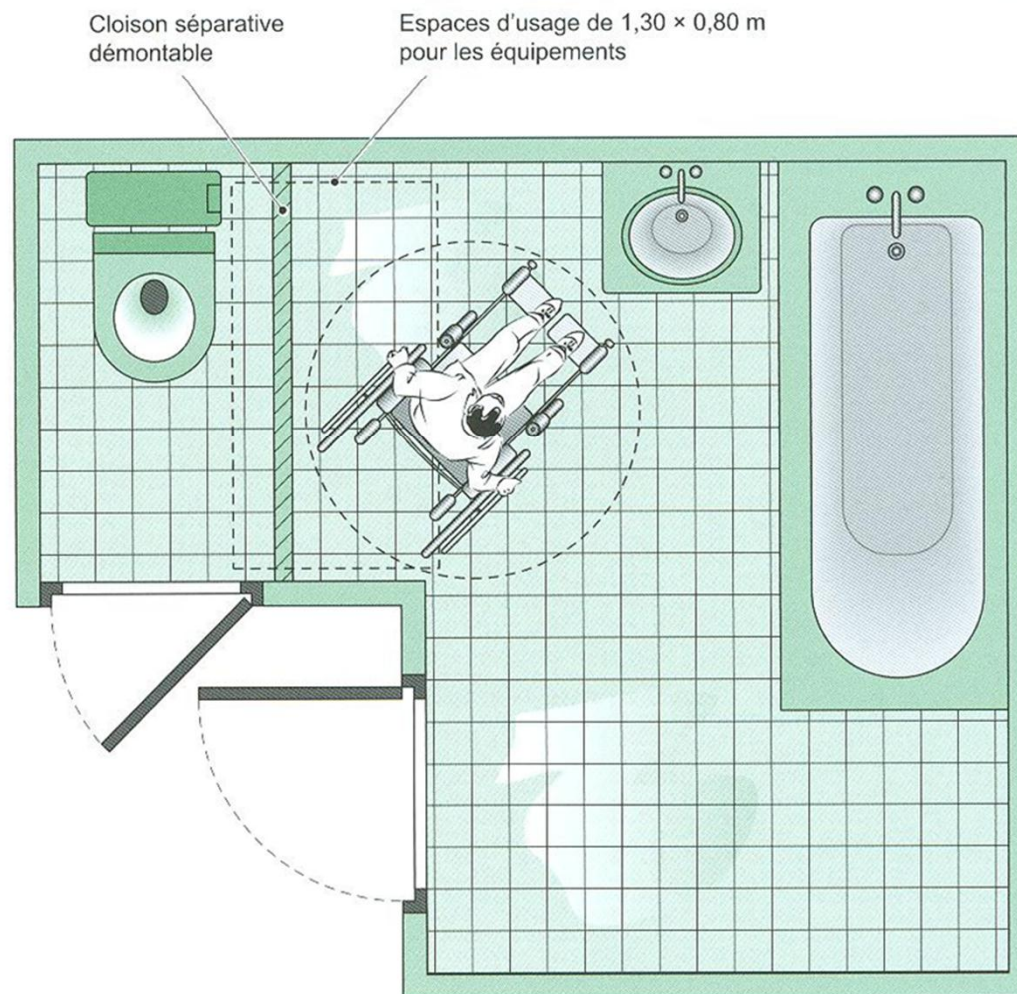
Exemple de cloisonnement 2

Le cloisonnement d'origine situe l'espace d'usage dans la pièce contiguë au WC.

La cloison séparative devra impérativement :

- être facilement démontable ;
- n'être porteuse d'aucun réseau ;
- et être posée sur un revêtement de sol identique et continu entre les deux pièces.

La continuité des revêtements muraux devra également être assurée dès l'origine.

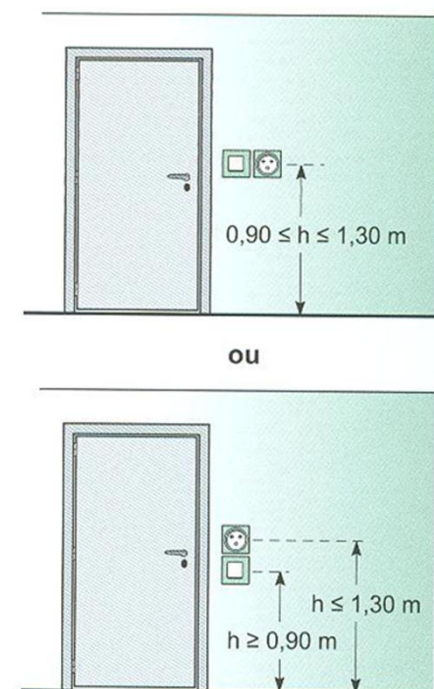
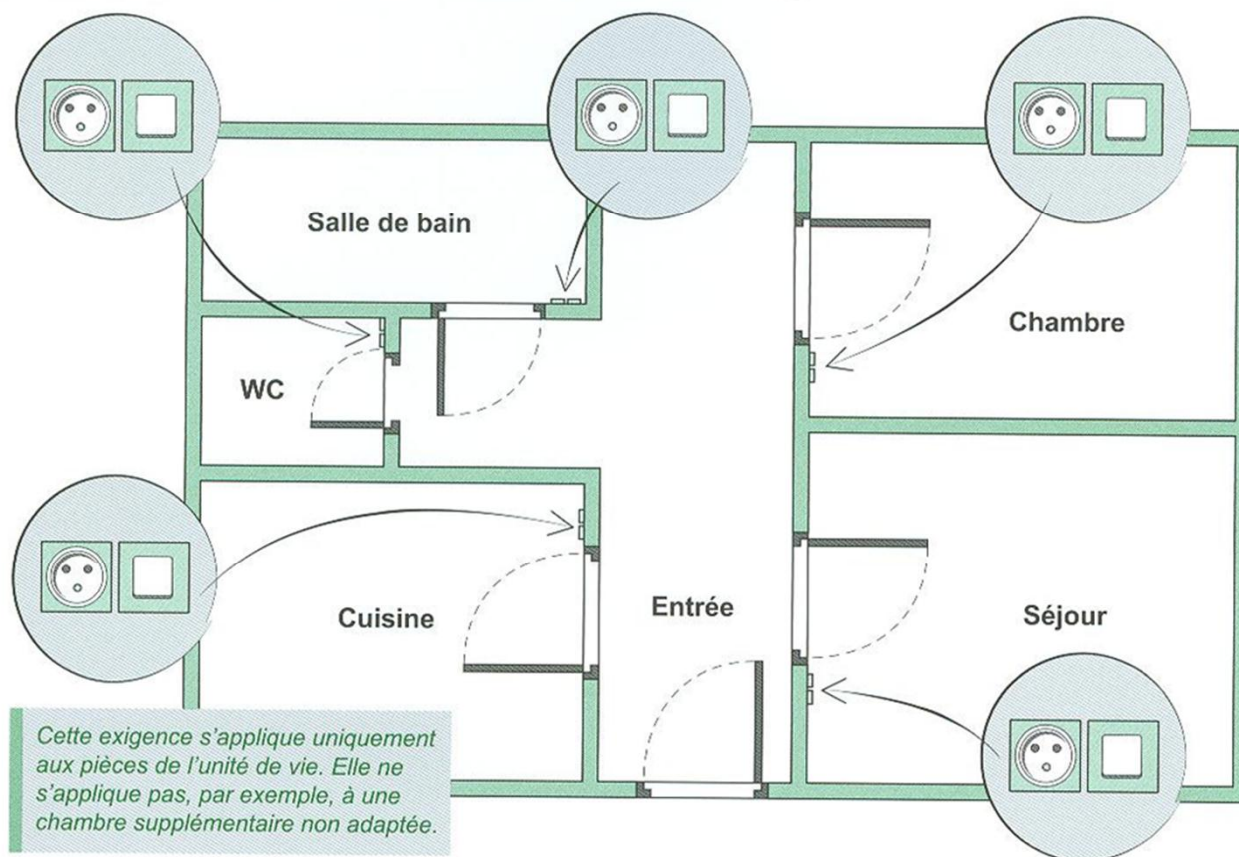


MI et certains logements : prises de courant et commandes d'éclairage

Arrêté du 1^{er} août 2006 modifié,
art. 13 (BHC) et 24 (MI)
NF C 15-100, fiche d'interprétation F 10
Références

- Ces dispositions sont applicables à toutes les MI et aux logements :
 - en rez-de-chaussée ;
 - desservis par un ascenseur ;
 - ou susceptibles d'être desservis par un ascenseur.
- Une prise de courant doit être installée en entrée de chaque pièce de l'unité de vie, à proximité de la commande d'éclairage.

Dans la salle de bain, le socle de la prise de courant doit être placé obligatoirement dans la pièce, dans le volume 3 ou hors volume, à une hauteur comprise entre 0,90 et 1,30 m, même si la commande d'éclairage ne peut être placée à l'intérieur du local pour respecter les volumes de sécurité électrique.



Ces dispositions ne sont pas applicables à la prise de courant dédiée à la hotte.

MI et certains logements : accès aux balcons, terrasses et loggias

7.19

Ces dispositions sont applicables aux MI et aux logements dans les BHC dont le permis de construire est déposé à compter du 1^{er} janvier 2008.

Balcons concernés

Sont concernés les balcons :

- d'une largeur $\geq 0,60$ m ;
- situés au niveau d'accès d'un logement en rez-de-chaussée ou en étage desservi par un ascenseur ou susceptible de l'être.

Nombre d'accès

Il faut prévoir au moins un accès depuis une pièce de vie.

L'exigence d'accès porte sur tous les balcons accessibles depuis les pièces de l'unité de vie (séjour et chambre) :

- s'il y a un balcon pour la chambre et un second pour le salon, les deux sont à rendre accessibles ;
- si un balcon donne à la fois sur la chambre et le salon, un seul accès est demandé ;
- si un balcon possède un accès unique par la cuisine, l'accessibilité aux personnes handicapées n'est pas imposée ;
- si un balcon est associé à une chambre hors unité de vie (au sens de l'article R. 111-18-2 du CCH), le balcon doit être accessible depuis cette chambre (dans le cas où le balcon n'est pas commun à une autre pièce de vie).

Pour les pièces de vie ne permettant pas l'accès au balcon, il est recommandé de préserver la vue sur l'extérieur en position assise.

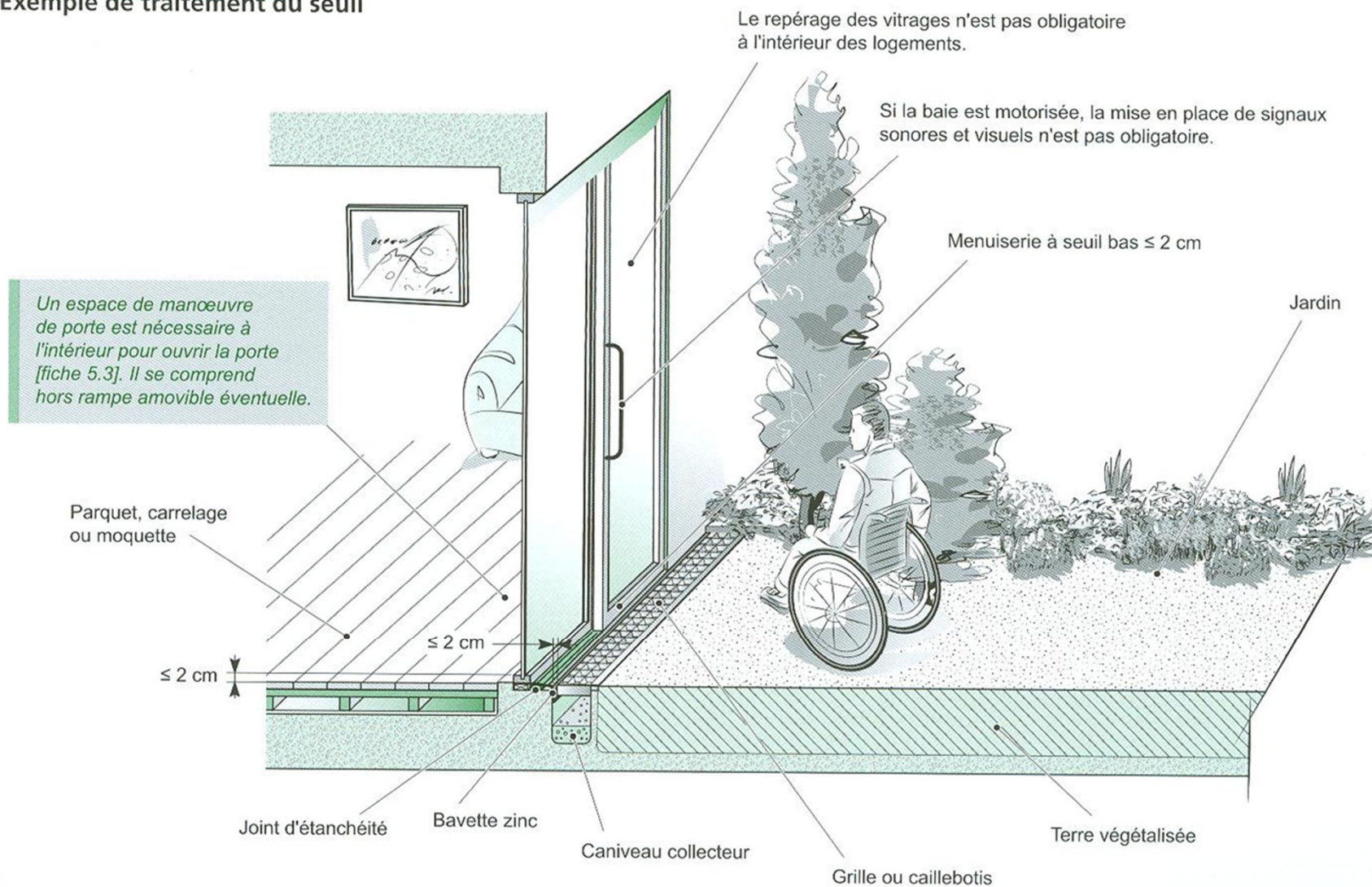
Caractéristiques

- L'accès doit présenter une largeur $\geq 0,80$ m.
- La hauteur du seuil est ≤ 2 cm.
- La hauteur du rejingot est égale à la hauteur minimale admise par les règles de l'art pour assurer la garde d'eau nécessaire.
- Pour limiter le ressaut côté extérieur, il est possible d'installer dès la livraison du logement un dispositif de mise à niveau du plancher (caillebotis, dalles sur plots ou équivalent).
- Le garde-corps se mesure à partir de la surface accessible.

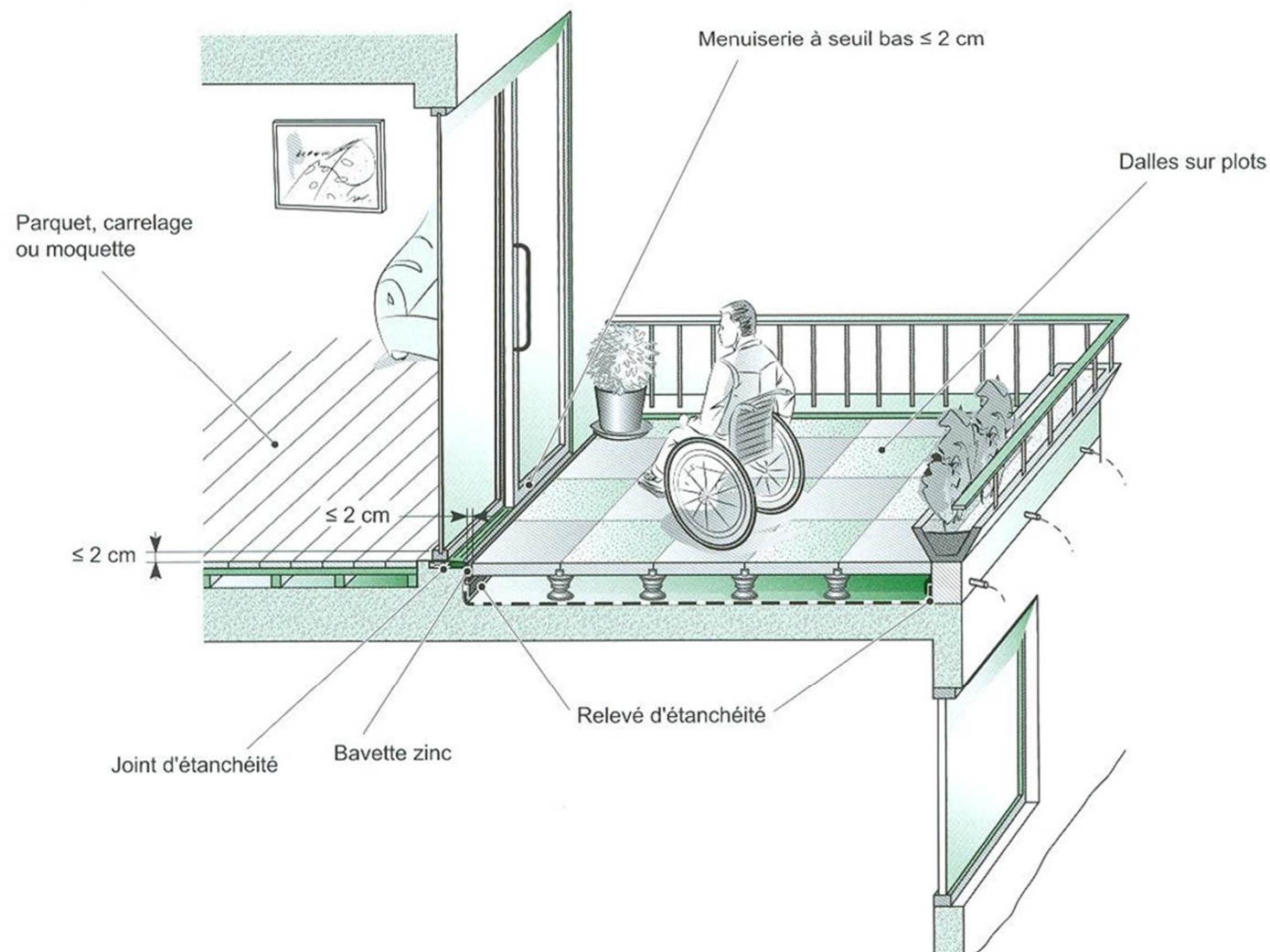
Pour assurer l'accès au balcon, il convient de s'assurer :

- que la commande d'ouverture de la porte-fenêtre peut être atteinte et manœuvrée en position assise ;
- qu'il est possible de s'effacer devant le débatement de l'ouvrant et de franchir le seuil de part et d'autre de l'ouvrant.

La surface du balcon accessible devra respecter les mêmes exigences que celles demandées pour les cheminements.

Exemple de traitement du seuil

Exemple de traitement du seuil



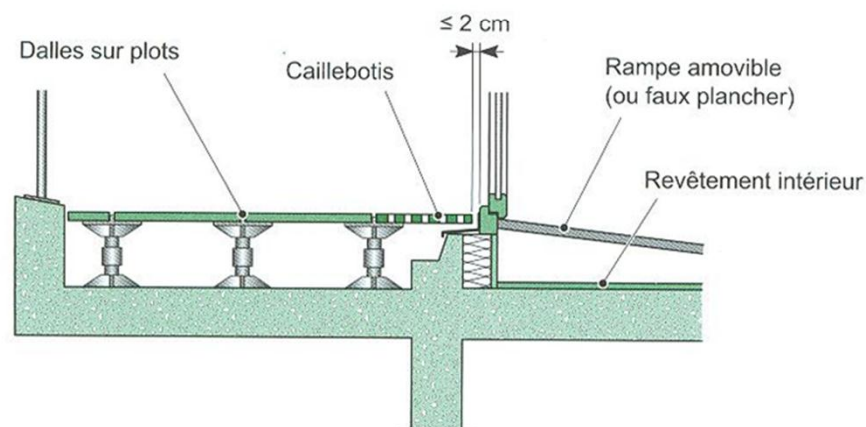
Le guide *Principes constructifs pour l'accessibilité des balcons, des loggias et des terrasses* élaboré par le CSTB est un guide informatif mis à disposition par le ministère sur le site www.logement.gouv.fr.

Il présente quelques solutions de principes constructifs pour permettre l'accès des balcons.

Ces solutions peuvent être envisagées, sans toutefois oublier les autres règles de l'art permettant d'assurer la stabilité structurelle, l'étanchéité de la façade et du balcon, l'isolation thermique, etc.

Dans l'état des textes en vigueur, les conditions d'accessibilité côté intérieur sont laissées au libre choix du concepteur, le dispositif retenu devant être adapté à l'usage de chacun. Côté extérieur, tout dispositif de franchissement de pente est exclu.

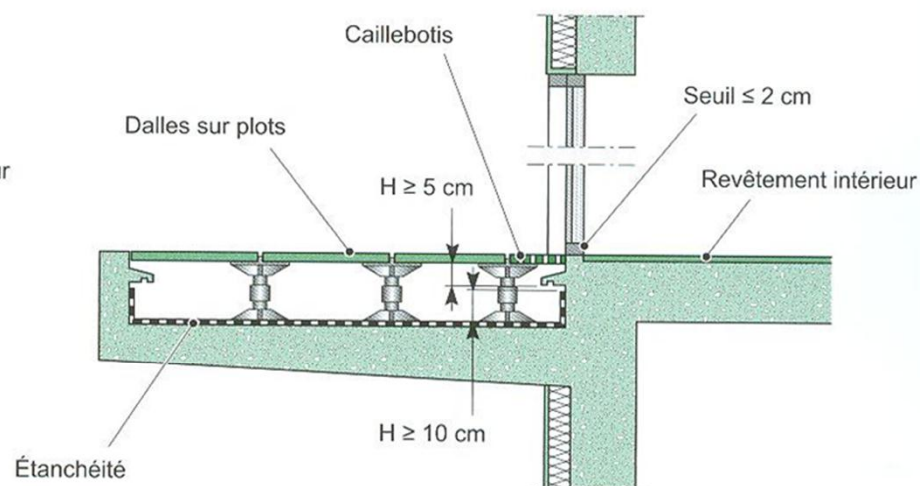
Attention à la fixation du caillebotis (à fixer en extrémité par exemple).



Menuiserie posée sur ressaut coulé en œuvre
(sans étanchéité de balcon)

Principe non recommandé (risque d'eau stagnante sous les dalles).

Cette disposition doit être soigneusement étudiée du point de vue structurel, et tout particulièrement en zone sismique.



Garde d'eau assurée par un décaissement
(balcon avec un revêtement d'étanchéité)

Bibliographie — Références

Ouvrages

Patrick Grépinet, *Concevoir un bâtiment accessible*, éd. Le Moniteur, 2008.

Patrick Grépinet, *Réglementation accessibilité – Recueil des textes officiels*, éd. Le Moniteur, 2008.

Louis-Pierre Grosbois, *Handicap et construction*, éd. Le Moniteur, 8^e édition, 2008.

Dominique Ferté, *L'accessibilité en pratique*, éd. Le Moniteur, 2008.

Catherine Maisonneuve, *La loi Handicap et les collectivités territoriales*, éd. Le Moniteur, 2008.

Concevoir des espaces accessibles à tous, CSTB, 2007.

Textes officiels

Code de la construction et de l'habitation :

– art. L. 111-7-4, L. 111-23, L. 111-26, L. 123-2 et L. 123-4 ;

– art. R. 111-5, R. 111-18 à R. 118-10, R. 111-19 à R. 111-19-29, R. 111-38 et R. 123-2.

Arrêt du Conseil d'État du 21 juillet 2009 – Annulation des dispositions permettant des dérogations aux règles d'accessibilité, prévues aux articles R. 111-18-3, R. 111-18-7 et R. 111-19-6 du Code de la construction et de l'habitation, en tant qu'elles s'appliquent aux constructions nouvelles.

Code de l'action sociale et des familles, art. L. 114.

Loi n° 2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées, JO du 12 février 2005

Décret n° 2006-555 du 17 mai 2006 relatif à l'accessibilité des établissements recevant du public, des installations ouvertes au public et des bâtiments d'habitation et modifiant le Code de la construction et de l'habitation, JO du 18 mai 2006

Bibliographie — Références

Décret n° 2007-1327 du 11 septembre 2007 relatif à la sécurité et à l'accessibilité des établissements recevant du public et des immeubles de grande hauteur, modifiant le Code de la construction et de l'habitation et portant diverses dispositions relatives au Code de l'urbanisme, *JO* du 12 septembre 2007

Décret n° 2009-500 du 30 avril 2009 relatif à l'accessibilité des établissements recevant du public et des bâtiments à usage d'habitation, *JO* du 3 mai 2009.

Décret n° 2009-723 du 18 juin 2009 relatif à la procédure de dérogation visant à autoriser les travaux nécessaires à l'accessibilité de personnes handicapées à un logement existant, *JO* du 20 juin 2009.

Arrêté du 1^{er} août 2006, modifié par l'arrêté du 30 novembre 2007, fixant les dispositions prises pour l'application des articles R. 111-18 à R. 111-18-7 du Code de la construction et de l'habitation relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des bâtiments d'habitation collectifs et des maisons individuelles lors de leur construction, *JO* du 24 août 2006 et du 14 décembre 2007

Arrêté du 1^{er} août 2006, modifié par l'arrêté du 30 novembre 2007, fixant les dispositions prises pour l'application des articles R. 111-19 à R. 111-19-3 et R. 111-19-6 du Code de la construction et de l'habitation relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public et des installations ouvertes au public lors de leur construction ou de leur création, *JO* du 24 août 2006 et du 19 décembre 2007

Arrêté du 15 janvier 2007 portant application du décret n° 2006-1658 du 21 décembre 2006 relatif aux prescriptions techniques pour l'accessibilité de la voirie et des espaces publics, *JO* du 3 février 2007

Arrêté du 26 février 2007 fixant les dispositions prises pour l'application des articles R. 111-18-8 et R. 111-18-9 du Code de la construction et de l'habitation, relatives à l'accessibilité pour les personnes handicapées des bâtiments d'habitation collectifs lorsqu'ils font l'objet de travaux et des bâtiments existants où sont créés des logements par changement de destination, *JO* du 8 mars 2007

Bibliographie — Références

Arrêté du 26 février 2007 relatif au coût de construction pris en compte pour déterminer la valeur du bâtiment mentionné à l'article R. 111-18-9 du Code de la construction et de l'habitation, *JO* du 8 mars 2007

Arrêté du 21 mars 2007 fixant les dispositions prises pour l'application des articles R. 111-19-8 et R. 111-19-11 du Code de la construction et de l'habitation, relatives à l'accessibilité pour les personnes handicapées des établissements existants recevant du public et des installations existantes ouvertes au public, *JO* du 5 avril 2007

Arrêté du 22 mars 2007, modifié par l'arrêté du 3 décembre 2007, fixant les dispositions prises pour l'application des articles R. 111-19-21 et R. 111-19-24 du Code de la construction et de l'habitation, relatives à l'attestation constatant que les travaux sur certains bâtiments respectent les règles d'accessibilité aux personnes handicapées, *JO* du 5 avril 2007 et du 21 février 2008

Arrêté du 9 mai 2007 relatif à l'application de l'article R. 111-19 du Code de la construction et de l'habitation, *JO* du 13 mai 2007

Arrêté du 11 septembre 2007 relatif au dossier permettant de vérifier la conformité de travaux de construction, d'aménagement ou de modification d'un établissement recevant du public avec les règles d'accessibilité aux personnes handicapées, *JO* du 26 septembre 2007

Arrêté du 24 septembre 2009 portant approbation de diverses dispositions complétant et modifiant le règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public, *JO* du 23 octobre 2009.

Circulaire interministérielle DGUHC n° 2007-53 du 30 novembre 2007, modifiée par la circulaire du 20 avril 2009, relative à l'accessibilité des établissements recevant du public, des installations ouvertes au public et des bâtiments d'habitation, non parue au *JO*

Normes

NF C 15-100 F10 (janvier 2008 – indice de classement : C 15-100 F10) : Installations électriques à basse tension, fiche d'interprétation F10.

NF P 01-012 (juillet 1988 – indice de classement : P 01-012) : Dimensions des garde-corps – Règles de sécurité relatives aux dimensions des garde-corps et rampes d'escalier. NF P 03-100 (septembre 1995 – indice de classement : P 03-100) : Critères généraux pour la contribution du contrôle technique à la prévention des aléas techniques dans le domaine de la construction.

Bibliographie — Références

NF EN 81-70 (septembre 2003 et août 2005 – indice de classement : P 82-100) : Règles de sécurité pour la construction et l'installation des ascenseurs – Applications particulières pour ascenseurs et ascenseurs de charge – Partie 70 : accessibilité aux ascenseurs pour toutes les personnes y compris les personnes avec handicap.

NF P 98-351 (février 1989 – indice de classement : P 98-351) : Cheminements – Insertion des handicapés – Éveil de vigilance – Caractéristiques et essais des dispositifs podo-tactiles au sol d'éveil de vigilance à l'usage des personnes aveugles ou mal voyantes.

Autres publications

Guide *Principes constructifs pour l'accessibilité des balcons, des loggias et des terrasses* élaboré par le CSTB, DGUHC, 2008 (www.logement.gouv.fr).

Index

A

Accueil
– éclairage, 84
– ERP et IOP, 91
Acoustique (revêtements), 83, 91, 103
Adaptabilité de la salle d'eau, 128
Aire
– d'absorption, 83, 91, 103
– de manœuvre, 41
Appareil élévateur, 116
Ascenseur, 66-75
– installation, 72-75
– obligation, 67-68
– travaux, 76-77
Atteinte
– dispositif de commande, 93, 121
– équipement, 93
Attestation de conformité, 37
Autorisation de travaux (ERP), 24, 25

B

Balcon, 133-136
Bande de guidage, 48
Banque d'accueil, 91

C

Cabine
– d'ascenseur, 73-77
– d'habillage, 100-101
Cabinet
– d'aisances, 95-98, 107, 129-131

– de toilette, 107
Caisse de paiement, 108
Cave et cellier (bâtiment d'habitation), 119
Chaîne du déplacement, 18
Chambre, 126
– accessible, 105, 106
Cheminement extérieur, 41, 47-55
– croisement, 49
– éclairage, 84
– espace de manœuvre pour demi-tour, 41
– guidage, 48
– passage piétons, 49
– profils, 50-52
– repérage, 47
– rétrécissement ponctuel, 53
– rupture de niveau, 54
Cheminement intérieur, 50-55
– éclairage, 84
– profils, 50-52
– rétrécissement ponctuel, 53
– rupture de niveau, 54
Circulation horizontale intérieure, 116, 124
– éclairage, 84
Commande
– atteinte, 93, 121
– d'éclairage, 117, 123, 132
Conformité
– attestation, 37

– ERP, 22
Construction
– ERP, 20
– habitation, 30
Continuité de la chaîne du déplacement, 18
Contraintes structurelles, 50, 52, 56-57
Contremarche, 62, 65
Contrôle technique, 36
Couloir, 124
Cuisine, 125

D

Définition
– bâtiment d'habitation collectif, 112-115
– ERP, 90
– IOP, 90
– maison individuelle, 111-115
– unité de vie, 124
Demande d'autorisation de travaux, 24-25
Dérogation, 32-35
– logements à occupation temporaire ou saisonnière, 32
– motifs admis, 35
– procédure, 34
Détecteur de présence, 84
Dévers
– cheminement, 52

Index

- place de stationnement adaptée, 87
- Diagnostic, 22-23
- Digicode, 80-81
- Dispositif de commande
 - atteinte, 93
 - bâtiment d’habitation, 123, 132
 - ERP et IOP, 80-82, 92
- Dispositif électrique, 122
- Disproportion manifeste (dérogation), 35
- Douche
 - ERP et IOP, 100, 102, 107
 - logement, 127

E

- Éblouissement, 83-84
- Échéancier
 - accès aux balcons, 30
 - installation ultérieure d’un ascenseur, 30
 - installation ultérieure d’une douche accessible, 30
 - mise en conformité d’un ERP, 22
- Éclairage
 - commande, 123
 - temporisé, 84
- Éclairage (valeurs), 84
- Équipement
 - atteinte, 93
 - bâtiment d’habitation, 117
 - cabine d’habillage, 101
 - cabinet d’aisances, 98
 - douche, 102
 - ERP et IOP, 92

- Escalier, 61-65
 - mécanique, 78
- Espace d’attente sécurisé, 26
- Espace de manœuvre
 - de porte, 42-43
 - pour demi-tour, 41
- Espace d’usage, 46
- Établissement
 - avec locaux d’hébergement, 107
 - recevant du public assis, 104
- Évacuation en cas d’incendie, 26

F

- Fauteuil roulant (gabarit), 40

G

- Garage, 88
- Garde-corps, 54
- Guichet, 91

H

- Hauteur de chute, 54

I

- Impossibilité technique (dérogation), 35
- Incendie (évacuation), 26
- Information, 79, 94
- Interphone
 - bâtiment d’habitation, 117
 - ERP et IOP, 80-81

L

- Largeur de couloir, 124
- Lavabo, 99
- Locaux collectifs des habitations, 118
 - éclairage, 84
- Logement à occupation temporaire ou saisonnière, 32
- Loggia, 133-136

M

- Main courante, 61-62, 65
- Marquage au sol, 87
- Miroir, 83
- Mise en conformité (ERP), 22
- Mobilier adapté, 91-93
- Mur (revêtement), 83

N

- Nez de marche, 62, 65

O

- Ouverture automatique (porte), 58

P

- Palier de repos, 50
- Parc de stationnement, 86-87
 - dispositif de commande d’accès, 82
 - éclairage, 84
- Pas d’âne, 51
- Passage piétons, 49
- Patrimoine (préservation), 35

Pente

- cheminement, 50
- établissement recevant du public assis, 104

Place

- assise adaptée, 103-104
- de stationnement adaptée, 86-87

Plafond (revêtement), 83

Plan incliné mécanique, 78

Poignée, 57

Portail, 56-58

Porte, 56-60

- dimensions, 56
 - espace de manœuvre, 42-43
 - mise en œuvre dans un mur épais, 60
 - ouverture automatique, 58
 - vitrée, 85
- ## Portique, 56-58
- ## Prise de courant, 132
- ## Procédure de dérogation, 34
- ## Profil
- en long, 50
 - en travers, 52

R

Réservation pour ascenseur, 69-71

Ressaut, 51

Rétrécissement du cheminement, 53

Revêtement

- cheminement extérieur, 48
 - sol et mur, 83
- ## Route (croisement), 49
- ## Rupture de niveau, 54

S

Salle d'eau, 127-128

- aménagement ultérieur, 128

Sanitaires

- ERP et IOP, 95-98
- établissement avec locaux d'hébergement, 107
- logement, 129-131

Sas, 44-45, 59

Serrure, 57

Signalisation, 79, 94

- ascenseur, 77

- place de stationnement adaptée, 87

Sol (revêtement), 83

Sortie, 109

Stationnement, 87

- dans un garage fermé, 88

T

Tambour de porte, 59

Tapis, 83

- roulant, 78

Terrasse, 133-135

Toilettes, 95-98, 107, 129-131

- ERP et IOP, 95-98
 - établissement avec locaux d'hébergement, 107
 - logement, 129-131
- ## Tolérance (pente), 50
- ## Tourniquet, 59
- ## Travaux
- bâtiment d'habitation collectif, 31
 - ERP, 21, 24-25

U

Unité de vie, 124

V

Visualisation des vitrages, 85

W

WC, 95-98, 107, 129-131

- ERP et IOP, 95-98
- établissement avec locaux d'hébergement, 107
- logement, 129-131

Table des matières

Sommaire	5
Préface	7
Introduction	9
Sigles.....	10
Mode d'emploi.....	11
1. Cadre réglementaire	13
1.1 Cadre réglementaire des ERP et IOP	14
1.2 Cadre réglementaire des bâtiments d'habitation	15
1.3 Définition de la notion d'accessibilité	16
1.4 Prise en compte de tous les handicaps	17
1.5 Continuité dans la chaîne du déplacement	18
2. Obligations applicables aux ERP	19
2.1 Construction d'un ERP ou création par changement de destination	20
2.2 Travaux dans un ERP existant.....	21
2.3 Échéances pour la mise en conformité d'un ERP existant	22
2.4 Diagnostic accessibilité en vue de la mise à niveau du parc existant	23
2.5 Demande d'autorisation de travaux pour un ERP	24

Table des matières

2.6 Autorisation d'ouverture des ERP au titre de l'accessibilité	25
2.7 Évacuation en cas d'incendie et espaces d'attente sécurisés.....	26
3. Obligations applicables aux bâtiments d'habitation	29
3.1 Construction d'une habitation	30
3.2 Travaux dans un BHC existant	31
3.3 Demande de dérogation pour les logements à occupation temporaire ou saisonnière créés dans un bâtiment existant	32
4. Procédures réglementaires	33
4.1 Procédure de dérogation	34
4.2 Motifs admis pour l'obtention d'une dérogation.....	35
4.3 Obligation de contrôle technique.....	36
4.5 Attestation de conformité aux règles d'accessibilité.....	37
5. Prescriptions techniques communes.....	39
5.1 Gabarit du fauteuil roulant	40
5.2 Espace de manœuvre pour demi-tour dans les cheminements extérieurs	41
5.3 Espace de manœuvre de porte : approche latérale.....	42
5.4 Espace de manœuvre de porte : approche frontale	43

Table des matières

5.5 Cas des sas d'isolement	44
5.6 Cas des autres sas.....	45
5.7 Espace d'usage	46
5.8 Repérage des cheminements extérieurs.....	47
5.9 Guidage des cheminements extérieurs.....	48
5.10 Croisement avec un itinéraire pour véhicules.....	49
5.11 Profils en long	50
5.12 Profils en travers	52
5.13 Rétrécissement ponctuel du cheminement	53
5.14 Rupture de niveau bordant le cheminement.....	54
5.15 Éléments empiétant sur le cheminement.....	55
5.16 Dimensions des portes, portails et portiques.....	56
5.17 Poignées et serrures	57
5.18 Ouverture automatique des portes, portails et portiques	58
5.19 Portes à tambour, tourniquets ou sas cylindriques.....	59
5.20 Portes mises en œuvre dans des murs épais	60
5.21 Escaliers extérieurs ≥ 3 marches et escaliers intérieurs	61
5.22 Repérage du vide sous escalier	64
5.23 Escaliers extérieurs < 3 marches des BHC et ERP.....	65
5.24 Cas dans lesquels un ascenseur est obligatoire.....	66

Table des matières

5.25 Obligation d'ascenseur : cas des BHC neufs	67
5.26 Obligation de réservation pour un futur ascenseur : cas des BHC neufs	69
5.27 Installation d'un ascenseur.....	72
5.28 Caractéristiques des différents types de cabines d'ascenseur....	73
5.29 Travaux sur les ascenseurs existants	76
5.30 Tapis roulants, escaliers et plans inclinés mécaniques.....	78
5.31 Information et signalisation	79
5.32 Accès au bâtiment : dispositifs de commande d'accès ou de communication	80
5.33 Dispositifs de commande d'accès ou de sortie : cas des parcs de stationnement dans les ERP	82
5.34 Revêtements des sols, murs et plafonds	83
5.35 Valeurs d'éclairement mesurées au sol.....	84
5.36 Portes ou parois vitrées à proximité du cheminement	85
5.37 Repérage et dimensions des places de stationnement adaptées	86
5.38 Stationnement dans un garage fermé	88
6. Prescriptions techniques spécifiques aux ERP et IOP	89
6.1 Définition des ERP et des IOP	90

Table des matières

6.2 Banque d'accueil	91
6.3 Règles applicables aux équipements et dispositifs de commande pour le public	92
6.4 Atteinte des équipements et dispositifs de commande pour le public.....	93
6.5 Équipements d'information et de signalisation	94
6.6 Nombre et emplacement des cabinets d'aisances	95
6.7 Configuration des cabinets d'aisances	96
6.8 Exemples de configurations réglementaires des cabinets d'aisances.....	97
6.9 Caractéristiques des cabinets d'aisances	98
6.10 Lavabos accessibles	99
6.11 Nombre de douches et de cabines accessibles.....	100
6.12 Caractéristiques des cabines accessibles	101
6.13 Caractéristiques des douches accessibles.....	102
6.14 Nombre, répartition et caractéristiques des places adaptées.....	103
6.15 Dimensions et localisation des places adaptées.....	104
6.16 Nombre minimal et localisation des chambres accessibles	105
6.17 Caractéristiques des chambres accessibles	106

Table des matières

6.18 Sanitaires et cabinets de toilette adaptés.....	107
6.19 Nombre minimal et caractéristiques des caisses de paiement en batterie	108
6.20 Repérage des sorties	109

7. Prescriptions techniques spécifiques

aux bâtiments d'habitation 111

7.1 Définition d'un bâtiment d'habitation collectif	112
7.2 Exemples de bâtiments d'habitation.....	113
7.3 Circulations intérieures horizontales dans les BHC avec niveau décalé < 1,20 m.....	116
7.4 Équipements et dispositifs de commande dans les BHC et les MI.....	117
7.5 Règles applicables aux locaux collectifs dans les BHC et les MI.....	118
7.6 Règles applicables aux caves et celliers dans les BHC	119
7.7 Caractéristiques de base pour tous les logements : dimensions	120
7.8 Caractéristiques de base pour tous les logements : atteinte des dispositifs de commande.....	121

Table des matières

7.9 Caractéristiques de base pour tous les logements :	
hauteur des dispositifs électriques.....	122
7.10 Caractéristiques de base pour tous les logements :	
commande d'éclairage à l'entrée de chaque pièce	123
7.11 MI et certains logements : définition de l'unité de vie	124
7.12 MI et certains logements : cuisine.....	125
7.13 MI et certains logements : chambre.....	126
7.14 MI et certains logements : salle d'eau.....	127
7.15 MI et certains logements : adaptabilité de la salle d'eau	128
7.16 MI et certains logements : cabinet d'aisances	129
7.17 MI et certains logements :	
cloisonnement du cabinet d'aisances	130
7.18 MI et certains logements : prises de courant	
et commandes d'éclairage	132
7.19 MI et certains logements : accès aux balcons,	
terrasses et loggias	133
7.20 MI et certains logements : exemples de solutions	
pour les balcons et loggias.....	136
Bibliographie — Références	137
Index.....	141

Carole Le Bloas

Ingénieur matériaux et spécialiste second œuvre au sein de la direction Technique et Méthodes de DEKRA, Carole Le Bloas participe depuis 2005 à la mise en place des nouvelles règles d'accessibilité, en tant que correspondant technique national. Elle anime de nombreuses formations tout en menant des missions de diagnostic, de contrôle ou de conseil.



DEKRA est le spécialiste de la prévention des risques. Ses 3 500 collaborateurs réalisent des missions de contrôle et de conseil pour le compte de plus de 50 000 clients publics et privés, dans les domaines de l'environnement, de la construction et de l'industrie.

MÉMENTO

La réglementation relative à l'accessibilité des bâtiments aux personnes handicapées, de plus en plus exigeante et complexe, définit de nombreuses règles qui visent à assurer la **continuité du cheminement** et l'**accessibilité des bâtiments à tous**, quel que soit le handicap.

Ce mémento présente les **principes et exigences** de la réglementation applicables aux **bâtiments d'habitation, ERP et IOP, neufs et existants**, au moyen de tableaux synoptiques, échéanciers, schémas d'ensemble et de détail.

Ainsi, il récapitule les **obligations et procédures** : dates d'entrée en vigueur, diagnostic, autorisations, attestations, contrôle technique, possibilités de dérogation, etc. Il détaille ensuite, sous forme de **fiches illustrées**, l'ensemble des **prescriptions techniques** à respecter.

De nombreuses **recommandations pratiques**, issues de l'expérience de terrain des ingénieurs et contrôleurs techniques de DEKRA, facilitent l'application de la réglementation.

Cette **deuxième édition** prend en compte la **circulaire traitant des travaux sur existant** du 20 avril 2009 et l'**arrêt du Conseil d'État** du 21 juillet 2009 sur les dérogations aux règles de l'accessibilité. Elle intègre également les nouvelles dispositions relatives à l'**évacuation des personnes handicapées en cas d'incendie**.

Ce mémento au format pratique, **facile à transporter et à consulter**, a été conçu pour **guider au quotidien les maîtres d'ouvrage, maîtres d'œuvre, architectes, bureaux d'études et entreprises** dans la mise en œuvre des règles d'accessibilité.

SOMMAIRE

- 1 Cadre réglementaire
- 2 Obligations applicables aux ERP
- 3 Obligations applicables aux bâtiments d'habitation
- 4 Procédures réglementaires
- 5 Prescriptions techniques communes
- 6 Prescriptions techniques spécifiques aux ERP et aux IOP
- 7 Prescriptions techniques spécifiques aux bâtiments d'habitation

29 €

ISSN : 1263-9745

ISBN : 978-2-281-11473-7



EDITIONS

LE MONITEUR

editionsdumoniteur.com